

MÉDIACRITIQUES

REVUE TRIMESTRIELLE
D'ACRIMED

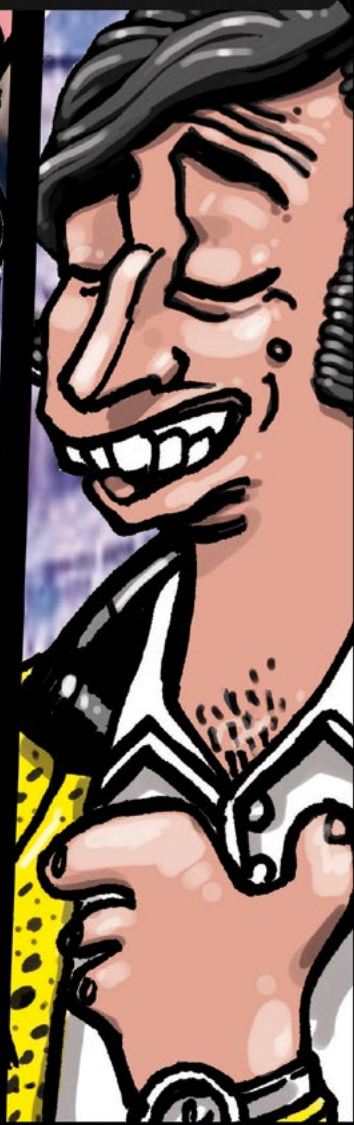
LE JOURNALISME POLITIQUE



**EDITORIALISTE
COURTISAN**

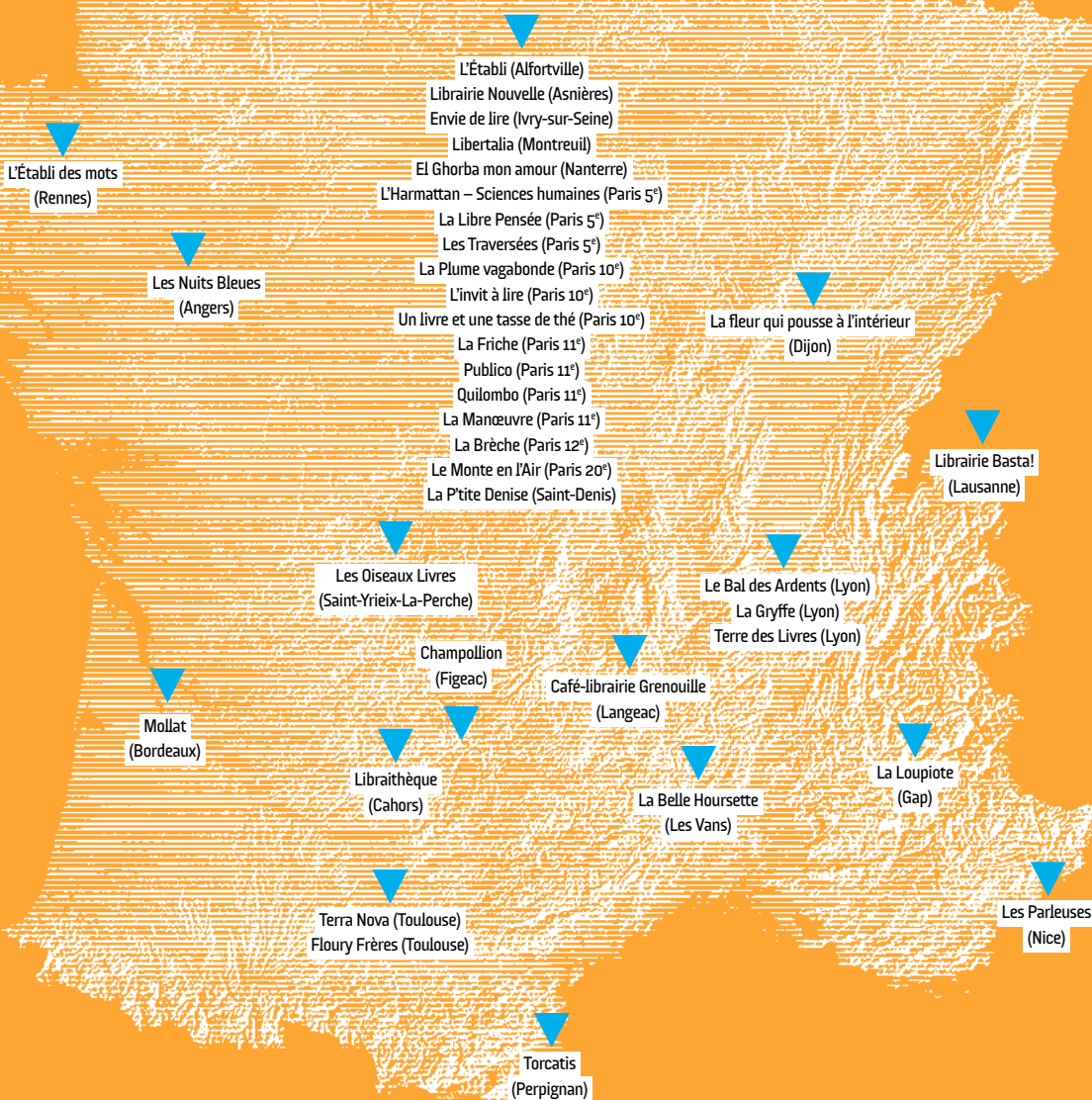


**SONDEUR
DEVIN**



**COMMUNICANT
CHARLATAN**

MÉDIACRITIQUES EN LIBRAIRIE



Vous êtes libraire et souhaitez diffuser *Médiacritiques* ?
Vous êtes lecteur ou lectrice et souhaitez nous aider à démarcher votre librairie ?
Contactez-nous! info@acrimed.org

Le 15 mars, la ministre de l'Éducation nationale, Nicole Belloubet, est l'invitée de la matinale de France Info. Alors que l'instauration de groupes de niveau suscite l'opposition résolue des enseignants et des parents d'élèves et qu'une mobilisation historique se déploie depuis un mois en Seine-Saint-Denis pour réclamer un « plan d'urgence » en faveur des établissements scolaires de ce département sinistré, le plus pauvre de la France métropolitaine, les « actualités » ne font pas défaut. Mais les journalistes politiques du service public ont une autre préoccupation. En l'occurrence, monter en épingle une rivalité ou des divergences supposées entre la ministre et Gabriel Attal... lesquels s'accordent pourtant sur l'essentiel. « *Nicole Belloubet, avez-vous été mise sous tutelle?* » En lieu et place des questions de fond, cette interrogation journalistico-journalistique polarise une grande partie de l'interview. Les matinaliers pensent ainsi jouer la carte de l'« impertinence », vertu dont aiment à se parer les « grands » intervieweurs. Une sorte d'ersatz d'indépendance, la seule, peut-être, à laquelle peut prétendre un journaliste politique qui ne connaît des dossiers qu'il traite que les éléments de langage dans lesquels il baigne. Cette forme de fausse insolence, qui titille les politiques par où ils le veulent bien, fait finalement parfaitement partie du jeu : on chatouillera la ministre sur son éventuelle « mise sous tutelle », mais elle pourra assurer fermement qu'« *il n'est pas pensable que la science ne soit pas respectée sur ce qu'elle nous dit* » sans qu'on l'interroge sur tout le mal que la « science » – en l'occurrence la recherche en sciences de l'éducation, dans un solide consensus – dit par exemple des « groupes de niveau » tels qu'elle s'apprête à les mettre en place. Rien que d'ordinaire...

Haut-lieu du théâtre médiatico-politique, la matinale entretient le spectacle et ses metteurs en scène réalisent ce qu'ils savent faire de mieux : restreindre le périmètre de l'information aux prétendues bisbilles qui agitent les cercles de pouvoir et aligner leur agenda sur la communication gouvernementale. Les personnels de l'éducation et leurs élèves ont beau être les acteurs les plus directement concernés, leur mobilisation est frappée d'une double invisibilisation : eux-mêmes exclus de la matinale – et de l'exposition médiatique qui va avec –, leur appréciation des « réformes » en cours et leurs revendications ne sont pas même rapportées. Aucune voix au chapitre.

Ainsi va la routine des journalistes politiques, qui ne cessent de confondre leur rôle avec ceux rappelés en Une de ce numéro : éditorialiste-courtisan, sondeur-devin et communicant-charlatan. Le résultat, implacable, apparaît au fil des pages : co-construction des personnalités des politiques aux dépens d'une analyse des politiques publiques qu'ils entreprennent (P. 4); intoxication aux sondages, qui donnent le « la » du commentaire médiatique plusieurs années avant une élection dont on ne connaît pas les candidats (P. 9); partis pris permanents en faveur d'une « gauche » anti-mélenchoniste (P. 12) et, parallèlement, normalisation continue de l'extrême droite (P. 11); mutilation incessante du pluralisme (P. 22) et contestation des (maigres) garde-fous visant à le garantir en période électorale (P. 18); esprit de corps et indignations sélectives (P. 14); sermons contre les mobilisations sociales (P. 3). Socialement homogènes, mimétiques dans leurs pratiques autant qu'inconséquentes sur le fond, les vedettes du journalisme politique parasitent l'information et le débat démocratique... au profit du maintien de l'ordre. ■

Médiacritiques

Revue trimestrielle d'Acrimed

Acrimed

Maison des associations
6 cours des Alliés
35000 Rennes

Directeur de la publication

Mathias Reymond

Secrétaires de rédaction

Maxime Friot et Pauline Perrenot

Tous les articles publiés sont le produit d'un travail collectif et engagé collectivement l'association Acrimed. C'est pourquoi, sauf exception, ils ne sont pas signés.

Ont collaboré à ce numéro

Elvis Bruneaux, Julien Deroni, Maxime Friot, Blaise Magnin, Olivier Moreau, Pauline Perrenot, Olivier Poche, Adrien Pourageaud, Mathias Reymond, Thibault Roques

Une et dessins

Colloghan

Conception graphique et mise en page

Adrien Labbe

Typographies

Audimat 3000, Bely, Giorgio, Jean Luc, Minimum

Achevé d'imprimer en 04/2024 par Corlet Imprimeur

14110 Condé-en-Normandie

n° d'imprimeur : 2403.0834

Imprimé en France

Dépôt légal : avril 2024

Commission paritaire : 1228 G 91177

ISSN : 2256-8271

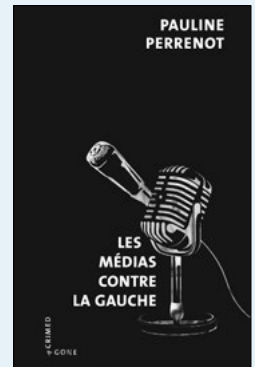
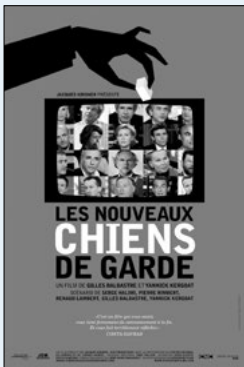


MÉDIA(BOU)TIQUE

Née du mouvement social de 1995, dans la foulée de l'Appel à la solidarité avec les grévistes, notre association, pour remplir les fonctions d'un observatoire des médias, s'est constituée comme une association-carrefour.

Elle réunit des journalistes et salariés des médias, des chercheurs et universitaires, des acteurs du mouvement social et des « usagers » des médias. Elle cherche à mettre en commun savoirs professionnels, savoirs théoriques et savoirs militants au

service d'une critique indépendante, radicale et intransigeante. Acrimed est présente sur de nombreux fronts. Pour contester, mobiliser, porter des alternatives. Et dans ce combat inégal face aux tenants de l'ordre médiatique, nous avons besoin de vous!



► **Je fais un don** de soutien à Acrimed d'un montant de€

► **J'adhère** ou je renouvelle mon adhésion à Acrimed

Cotisation de base: **40 €**

Chômeurs indemnisés, précaires, étudiants: **10 €**

Revenus > 2 000€ mensuels: **70 €**

Chômeurs non indemnisés, bénéficiaires du RSA: **5 €**

► **Je m'abonne** pour un an (soit quatre numéros) à *Médiacritiques* à partir du n°

Tarif normal France: **20 €**

Tarif précaires France: **10 €**

Livraison à l'étranger: **30 €**

► **Je commande**

Le DVD « Les Nouveaux Chiens de garde »: **18,40€**

Le livre *L'Opinion, ça se travaille...*, aux éditions Agone: **12,50 €**

Le livre *« Au nom de la démocratie votez bien! »*, aux éditions Agone: **15 €**

Le livre *Les Médias contre la rue*, aux éditions Adespot: **21 €**

Le livre *Les médias contre la gauche*, aux éditions Agone: **18 €**

**S'ABONNER
ADHÉRER
EN LIGNE**
boutique.acrimed.org

Nom: Prénom:

Adresse:

Code postal: Ville:

Courriel:

Signature:

Bulletin à découper, photocopier ou recopier sur papier libre, et à renvoyer, accompagné d'un chèque à l'ordre d'« Action-Critique-Médias », à l'adresse suivante: Acrimed – Maison des associations, 6 cours des Alliés – 35000 Rennes – Courriel: info@acrimed.org



RUTH ELKRIEF GARDIENNE DE L'ORDRE SOCIAL

Il y a quelques années, Ruth Elkrief témoignait de sa panique face au mouvement des Gilets jaunes, réaffirmant par là un certain mépris de classe et une évidente posture : maintenir l'ordre social. Rebelote le 26 février, sur LCI, cette fois en réponse au mouvement des agriculteurs.

La journée d'inauguration du Salon de l'agriculture, le 24 février, a entre autres été marquée par la présence d'Emmanuel Macron, qui est resté au salon durant près de 13 heures – une « actualité » qui a par ailleurs fait jaser dans quasiment toutes les rédactions. Cette visite ayant été perturbée par une mobilisation d'agriculteurs, pour la plupart réprimés illico presto par les CRS, elle a inévitablement donné du grain à moudre à l'éditocratie de salon. Sur le plateau de LCI (26 févr.), David Pujadas ouvre le débat et pose la question à Ruth Elkrief : « Emmanuel Macron très critiqué, mais vous dites ce n'est pas là, ce n'est pas vers lui que doit aller notre indignation. Alors vers qui ? » Et l'éditorialiste Ruth Elkrief de donner

les consignes – « Parti paris : là où doit aller notre indignation » – et de faire le parallèle entre mobilisation des agriculteurs et Gilets jaunes, se disant ouvertement traumatisée (à l'instar de la plupart de ses collègues) par les violences, qui, comme on le sait, ne vont toujours que dans un sens :

Mais moi, ce qui m'a indigné d'abord, sincèrement, ce sont les images de violence qui sont réapparues sur nos écrans un samedi. Vous voyez, c'est une forme de traumatisme pour moi. Le samedi, revoir les images de violence, ça rappelle les Gilets jaunes et ça m'a beaucoup choqué.

Puis de décrire les images de la journée de samedi, avec un champ lexical digne d'un scénario de film catastrophe : *Au lever du jour, le président a dû entrer par une porte dérobée dans le Hall 5 du parc des Expositions, c'est le journal Le Monde qui raconte dans le détail, protégé par le GSPR, le groupe de sécurité de la présidence de la République. Regardez cette cloison qui tombe, qui s'effondre parce que dehors l'attendaient les agriculteurs devant un brasero pour l'empêcher d'entrer. Dès qu'ils ont entendu qu'il arrivait, ils se sont précipités, ils ont escaladé les barrières et regardez,*

voilà ce que, ce à quoi on a... ils ont fait paniquer les animaux quand même ! Alors ils sont que 300 à 400, d'accord, mais ils disent : « La chasse au Macron est ouverte ». Pardon ? Ils disent : « Il est où ? » Ils enfoncent les cordons de policiers. Ils... ils progressent dans le salon. Ils obligent en fait les compagnies de CRS à rentrer dans le salon. Elles étaient à l'extérieur, elles rentrent dans le salon pour repousser les agriculteurs.

Et manifestement, trop, c'est trop :

On entend « Macron démission ! », on entend même « destitution ». « Manu, tu descends ? » Bon OK, enfin c'est pas possible ! C'est... je suis une rin-

garde. OK, je suis ringarde, je vous le dis, mais on parle pas comme ça au président de la République, quel qu'il soit. Il y en a assez d'utiliser la violence physique et verbale pour se faire entendre.

Et ainsi de suite, tout y passant, comparaison avec Trump incluse. Aux syndicats, elle assène : « Vous pouvez pas être des interlocuteurs sérieux si vous n'arrivez pas à tenir vos troupes. », avant de conclure : « Nous sommes dans une société démocratique. Moi, je suis pour discréditer ceux qui hurlent à l'Assemblée, dans la rue. On doit pas accepter le retour des Gilets jaunes, ce populisme violent. »

Le tout sans jamais, bien entendu, aucune contradiction ni question supplémentaire de David Pujadas, manifestement impressionné par tant de rigueur journalistique – mais s'agit-il seulement de journalisme ? Les indignations de Ruth Elkrief ont en tout cas un mérite : verbaliser les angoisses éditocratiques, et rappeler le rôle qu'ils jouent, consciemment ou non : maintenir l'ordre social. Ruth Elkrief nous autorisera-t-elle à nous en indigner ? ■

*« Je suis pour discréditer ceux qui hurlent à l'Assemblée, dans la rue. On doit pas accepter le retour des Gilets jaunes, ce populisme violent. »
Ruth Elkrief*

GABRIEL ATTAL NOUVELLE STAR MÉDIATIQUE

De portraits louangeurs en évaluations dithyrambiques de son « bilan », le nouveau Premier ministre fait l'objet d'un tapage médiatique.

1. « Remaniement en continu: 18 heures de vide », Arrêt sur images, 10 janv. et « Gabriel Attal Premier ministre, BFMTV première sur le néant », *Télérama*, 11 janv.

Après deux jours de spéculations interminables sur l'identité du futur Premier ministre – « 18 heures de vide », résume Arrêt sur images, « le néant » pour Samuel Gontier (*Télérama*)¹ –, les médias ont eu, enfin, leur délivrance: Gabriel Attal. Mais le feuilleton journalistique ne faisait alors... que commencer.

LE JOURNALISME DE COUR EN ÉBULLITION

Aussitôt sa nomination, portraits et anecdotes se multiplient dans la totalité des médias. Tous les ingrédients de la starification journalistique sont réunis et comme de coutume, information, originalité et pluralisme ne sont pas de la partie. Dans les magazines télé, les bulletins radio, aux « 20h » et sur les chaînes de commentaire en continu, des extraits vidéo de son enfance sont diffusés et toutes les rédactions s'arrachent deux mêmes archives. Le passage à l'émission « Un monde, six jeunes » diffusée par France 2 en octobre 2011 – où l'on entend certains jeunes dire « *Moi je voterai pour lui* » ou « *Gaby président!* » – attise le commentaire forcément affûté d'historiens-journalistes et de Brut (9 janv.) au *Progrès* (10 janv.), nourrit la course au clic. Quant à la « touchante première télé du premier ministre » (CNews, 9 janv.) figurant le petit Attal pendant un cours de théâtre, elle va naturellement droit au cœur des grandes rédactions parisiennes: de France 2 à BFM-TV, l'archive est un incontournable des « reportages » retraçant le parcours de Gabriel Attal. Dans l'émission « C à vous » (France 5, 9 janv.), qui ne manque évidemment pas de se joindre à la fête, Pierre Lescure résume à son corps défendant





n'est pas l'audace qui effraie la rédaction : « Il incarne "la réhabilitation de la parole politique" », titre la radio, en pleine crise de lucidité (10 janv.). Mais c'est encore son ancienne professeure d'histoire-géographie qui bénéficie du plus beau défilé.

Indexée au carnet d'adresse des journalistes au moment de l'arrivée de Gabriel Attal au ministère de l'Éducation nationale – « Nous avons rencontré "Mme Baylac", la prof préférée de Gabriel Attal, à qui il a rendu hommage » (*Le Parisien*, 27 juil. 2023) –, elle est sollicitée au moins par quatre télévisions de grande écoute en trois jours (BFM-TV, 8 et 9 janv.; C8, 9 janv.; TF1, 9 janv. et France 2, 10 janv.) pour dupliquer le portrait dithyrambique d'« un élève brillant et retenu » (BFM-TV, 9 janv.). Le 10 janvier, France 2 mettait déjà en scène ses « confidences » : « *Je pense qu'il va apporter une méthode, c'est-à-dire sa façon d'agir qu'il a depuis très longtemps, [...] cette capacité à cerner les problèmes de manière posée, sans excitation, grâce à une intelligence et des capacités [...] inhabituelles, et puis, seulement après, à essayer de voir des mesures concrètes. Et je pense qu'il va pouvoir diffuser cette méthode au sein du gouvernement.* » « *Quel élève était notre nouveau Premier ministre ?* » s'interroge encore France 2. Les Français ont le droit de savoir!

Au registre de la dépolitisation s'ajoutent les indénombrables dissertations sur son âge, qui ne

l'autohypnose des journalistes politiques au moment d'introduire la vidéo en question : « À chaque nomination d'un nouveau ou d'une nouvelle Premier ministre, on cherche sa première apparition publique. »

Information politique ou presse people ? La distinction n'est pas toujours évidente : « Sept choses à savoir sur le nouveau Premier ministre Gabriel Attal » (France Inter, 9 janv.) ; « Gabriel Attal Premier ministre : couple, âge, fortune... Ce qu'il faut savoir » (*Gala*, 9 janv.) ; « Gabriel Attal, côté privé : sa famille, sa scolarité, ses amours... » (*La Voix du Nord*, 9 janv.). Si certains titres axent le commentaire sur sa carrière politique, le mélange des genres n'est jamais bien loin : théâtre et tournages, rumeurs de séparation, photos de voyages tirées de son compte Instagram et autres anecdotes « croustillantes » alimentent la peopolisation.

Dans le cahier des charges du journalisme politique, la co-construction d'une notoriété publique comporte un autre passage obligé : solliciter des interlocuteurs qui, à défaut d'apporter au public des informations d'intérêt général, sont en capacité d'étouffer le roman en train de se faire... et de meubler l'antenne. « Attal : ses proches en parlent » titre un plateau de BFM-TV (9 janv.) où trône une communicante et amie du politicien. Au « 13h » de France Inter le même jour, converti pour l'occasion en édition spéciale, Jérôme Cadet s'enthousiasme : « *Bernard Gauducheau, bonjour, merci d'être avec nous ! Vous êtes le maire UDI de Vanves, vous, vous avez assisté aux débuts en politique du jeune Gabriel Attal, c'est ça ?* » De son côté, RTL revendique dans sa matinale la présence de Mayada Boulos, « *ancienne conseillère de Jean Castex à Matignon et amie de Gabriel Attal, [...] qu'elle qualifie d'extrêmement talentueux.* » Et ce

« Quel élève était notre nouveau Premier ministre ? »
France 2



manquent pas d'inspirer une grande partie des Unes de la presse quotidienne régionale.

UNE NOUVELLE «SUCCESS-STORY» MÉDIATIQUE

Aussi, et partout, le landerneau médiatique accompagne et renforce par son tapage ce qu'il appelle de façon performative... une «ascension». TF1, *Les Échos*, France 24, France Bleu, ou encore *Marianne* la disent «fulgurante». Elle est encore «spectaculaire» pour France 5, «éclair» dans la bouche de BFM-TV, «irrésistible» aux yeux du *Figaro* et de France Info, «inarrêtable» au *Parisien*, «express» chez *Femme actuelle* et *Ouest-France*. Gabriel Attal, superstar médiatique? L'engouement de la presse avait, de toute évidence, un certain passif... Au mois de décembre, plusieurs hebdomadaires se faisaient déjà la caisse de résonance de ses opérations de communication en l'afichant en Une.

Pour l'occasion, les journalistes ayant posé ces premières pierres sont valorisés par leurs pairs, lesquels, jamais repus de bruits de couloirs, tentent de comprendre les ressorts d'une telle clairvoyance! Ces «non-événements» éditoriaux témoignant surtout d'une étroite proximité avec le pouvoir politique, on ne sera pas surpris de voir Bruno Jeudy et Erwan Bruckert – respectivement directeur délégué de *La Tribune Dimanche* et rédacteur en chef adjoint du service politique de *L'Express* – faire une entrée triomphante sur le plateau de «C à vous» (France 5, 9 janv.) pour commenter leur propre «précocité» à propos du phénomène Attal. En si bonne compagnie, les échanges sont renversants: «[Gabriel Attal] donne pas l'impression de s'écouter parler», affirme Patrick Cohen. Bruno Jeudy confirme et ajoute: «Surtout, moi, j'ai toujours dit que c'est un macroniste souriant. C'est un macroniste qui n'énerve pas [...] et c'est sans doute ça aussi que l'opinion, les Français, ont vu à travers lui.»

Et nombrilisme oblige, nombre de rédactions flattées se font l'écho des gros titres de

“J’ai toujours dit que c’est un macroniste souriant. C’est un macroniste qui n’énerve pas.”

Bruno Jeudy

“Les profs l’ont aimé.”

Apolline de Malherbe

la presse étrangère: le paroxysme de la circulation circulaire de la «non-information» est atteint.

Las... L'épisode ne manque pas de rappeler la «success-story» médiatique qui propulsa, en son temps, un certain Emmanuel Macron. De «l'homme pressé» évoqué par le «20h» de TF1 (9 janv.) à «la fusée Attal» placardé en Une du *Point* (11 janv.) en passant par le portrait du «jeune prodige» et de «l'autre Mozart» réalisés respectivement par Europe 1 (9 janv.) et *Paris Match* (11 janv.), l'éditocratie se plaît à user des mêmes qualificatifs... pour la même soupe: «sacrifice du pluralisme sur l'autel du vedettariat médiatico-politique», «fonctionnement microcosmique de l'univers journalistique et couverture feuilletonesque», «journalisme politique plus soucieux de personnalisation que de pluralisme, de communication plus que d'information», «coproduction croissante de “l'événement” entre le champ [journalistique] et le monde politique»... Tels étaient quelques-uns des diagnostics que nous posions en 2016 à propos du «cas Macron»² et qui n'ont pas pris une ride: l'éditocratie prend les mêmes... et recommence.

«POURQUOI LES FRANÇAIS ADORENT GABRIEL ATTAL? PARCE QU'IL PREND DES DÉCISIONS.»

Parce que les médias dominants n'avaient donc pas attendu la nomination de Gabriel Attal à Matignon pour être conquis – l'épisode de «l'abaya à l'école» ayant répondu à leurs préoccupations et suscité leurs faveurs³ –, c'est donc le portrait d'un ministre de l'Éducation nationale aimé et pouvant se targuer d'un bilan solide qui est dessiné.

Fidèle à sa courtoisie, *Le Monde* prend toute sa part à l'exercice (11 janv.). Décrétant «la popularité» de l'ancien ministre, le quotidien se fend d'un édito qui ne tarit pas d'éloges: «Interdiction de l'abaya, promesse de relever le niveau des élèves et de restaurer l'autorité des professeurs, refonte des programmes... La demande était là. Et Gabriel Attal y a répondu en égrenant rapidement et régulièrement des annonces fortes. Il a ainsi prouvé qu'un macronisme bien vendu n'était pas voué à une impopularité chronique.» Invitée chez «Quotidien» (TMC, 9 janv.), l'intervieweuse Apolline de Malherbe généralise elle aussi sa propre fascination, et prend 900 000 enseignants à témoin au moment d'annoncer que «les profs l'ont aimé» et que le ministre leur avait «redonné la confiance». Un verdict édicté telle une «évidence» en dépit des appréciations rendues par la plupart des syndicats enseignants eux-mêmes. Mais peu

2. «Le “cas Macron” : un feuilleton médiatique à suspense», *Acrimed*, 29 nov. 2016.

3. «Abaya partout, éducation nulle part», *Médiacritiques* n° 48, oct.-déc. 2023, p. 27.





importe à Apolline de Malherbe, qui récidive le lendemain face au député LFI Manuel Bompard (RMC, 10 janv.): « On entend les différents syndicats qui, d'abord, reprochent à Gabriel Attal de quitter l'Éducation nationale. Donc, au fond, est-ce que ça ne laisse pas entendre qu'ils étaient plutôt contents qu'il soit à l'Éducation nationale? Ils veulent pas qu'il parte! » Le responsable de La France insoumise a beau avancer les preuves factuelles d'un véritable « désamour » et critiquer la déconnexion d'un « récit qu'on essaye d'installer », l'intervieweuse n'en démord pas:

– **Apolline de Malherbe:** *Moi je suis pas du tout sur un récit! J'écoute ce que disent notamment les syndicats de profs.*

– **Manuel Bompard:** *Bah les syndicats de profs, ils ne disent pas qu'ils sont très contents du bilan de Gabriel Attal à l'Éducation nationale!*

– **Apolline de Malherbe:** *Non, non, mais je vous disais... Je vous ai dit exactement ce qu'ils disaient. C'est-à-dire qu'ils lui reprochent pour l'instant de partir. Mais c'est vrai que quand on reproche à quelqu'un de partir, c'est qu'on a envie qu'il reste...*

Au reste, ses deux questions inaugurales donnaient le ton:

– *Est-ce que le succès de Gabriel Attal, c'est pas au fond tout ce que vous avez raté, tout ce à côté de quoi vous êtes passé? L'autorité, l'interdiction de l'abaya... Tout ce contre quoi vous vous êtes opposé, et qui a plu aux Français?*

– *Vous l'avez pas vu monter dans l'opinion? Vous l'avez pas vue, cette fusée Attal, décoller? L'opinion publique qui, sondage après sondage, en a fait... ben, le personnage politique préféré des Français?*

« Pourquoi les Français adorent Gabriel Attal? » paraphrasait la veille Franz-Olivier Giesbert sur LCI (9 janv.). Et d'apporter la réponse: « Parce qu'il prend

“Comme ministre de [...] l'Éducation nationale, il a envoyé des signaux très rassurants [...], il a eu beaucoup de courage, beaucoup de cran, il a fait preuve d'une grande fermeté.”

Caroline Fourest

des décisions.» Sur la même chaîne (9 janv.), Caroline Fourest abonde: « Comme ministre de [...] l'Éducation nationale, il a envoyé des signaux très rassurants [...], il a eu beaucoup de courage, beaucoup de cran, il a fait preuve d'une grande fermeté. [...] Les politiques qui ont connu des attentats en responsabilité souvent sont faits d'un autre bois. Il en fait partie. » Et Rachel Khan de prendre le relais, cette fois-ci sur X (ex-Twitter): « Une Femme d'État laisse la place à un autre espoir, celui que porte Gabriel Attal, par son âge bien sûr mais aussi et surtout par ses combats pour l'école, la jeunesse et l'engagement qu'est la citoyenneté. Les futures générations nous regardent. L'histoire s'écrit. » (9 janv.)

L'histoire s'écrit... aussi sur France 2. Accompagnant comme la quasi-totalité des confrères le premier déplacement de Gabriel Attal dans le Pas-de-Calais sinistré, les commentaires du service public sont d'une impertinence à couper le souffle: « Le nouveau Premier ministre promet des aides et donne le ton. [Gabriel Attal à une commerçante: Ne vous démoralisez pas.] Il choisit même des mots que prononçait en son temps Nicolas Sarkozy. [Gabriel Attal: Vous êtes l'incarnation de cette France qui travaille, laborieuse, qui se lève tôt le matin.] En une visite, le style Attal est déjà installé. » Quelle performance!

Mythifiant le Premier ministre à peine nommé, les élucubrations sur le « style Attal » sont érigées en information numéro 1. Sur CNews – « La méthode de Gabriel Attal: simplicité et bons sens » (Paul Sugy, 11 janv.) –, comme au « 20h » de TF1: « C'est surtout comme ministre de l'Éducation qu'il imprime sa marque. Celle d'un politique méthodique. Sa recette? Une décision forte, une communication. » Laquelle ne serait rien sans de serviles relais pour l'amplifier. Et à ce jeu, BFM-TV fait encore et toujours figure d'avant-garde (10 janv.): – **Ashley Chevalier, présentatrice:** *Ça fait 24 heures maintenant qu'il est officiellement Premier ministre: il y a déjà un style Gabriel Attal?*

– **Thomas Soulié, chef adjoint du service politique:** *Oui, il y a un style Gabriel Attal qu'il a pu démontrer hier. Alors, l'atalisme n'est pas encore clairement défini, Ashley, au bout de 24 heures. On va lui laisser quelques semaines, voire quelques mois, voire peut-être quelques années, on peut l'espérer pour lui. Mais hier, lors de ce déplacement, on voit ces images en direct, il a démontré un style. D'abord, de l'empathie avec les gens, ce qui avait fait défaut à Elisabeth Borne [...] Lui, eh bien il prend cette dame notamment par le bras, il a des mots assez rassurants sur la situation de ces sinistrés dans le Pas-de-Calais. Deuxième élément: il promet des résultats concrets. On sait que Gabriel Attal, en politique, il croit au pragmatisme et aux résultats. Il considère que si on prend des décisions d'en haut et qu'elles ne sont pas appliquées en bas, ça ne marche pas, c'est le terme qu'il*

“En une visite, le style Attal est déjà installé.”

France 2

a employé hier. [...] Et ainsi, il a promis une réunion pour ces sinistrés [...], demandé le numéro personnel de la dame avec qui il parlait en disant: «Voilà, on veut résoudre les problèmes par du concret». C'est ce qu'il a fait à l'Éducation nationale. Alors cinq mois, c'était très court certes, mais sur l'abaya, sur le harcèlement scolaire, il a essayé de prendre des sujets très concernés [sic] pour les Français [...]. Donc là, on voit un début d'attalisme: le pragmatisme, l'empathie [...].

Alléluia. Et c'est peu de le dire...

Christophe Barbier, BFM-TV, 10 janvier:

C'est quoi le sens étymologique de «Gabriel» dans la Bible? C'est la force de Dieu. C'est le bras armé de Dieu. Notamment pour protéger contre les anges rebelles. Il est missionné pour protéger Dieu, c'est-à-dire Macron, lors des prochaines européennes.

Le rédacteur en chef du *Figaro Magazine* (12 janv.), Carl Meeus, est, lui aussi, très en verve: Gabriel Attal tranche clairement, prend des positions fermes, ne tergiverse pas. [...] [C]est un travailleur infatigable. Il peut enchaîner plusieurs nuits sans sommeil, quitte à dormir plusieurs heures d'affilée le week-end. Ses cernes sous les yeux trahissent la fatigue et l'anxiété de celui qui vapote et se ronge les ongles pour tenter de se calmer. Mais ils ne l'empêchent pas d'avaler les dossiers techniques.

JOURNALISME D'ANTICIPATION

L'intoxication du journalisme politique aux sondages et autres baromètres d'opinion n'étant plus à démontrer, la multiplication des commentaires, prophéties et projections sur les futures élections était inéluctable... Ils furent au rendez-vous: dans les starting-blocks d'une course de petits chevaux, les éditorialistes anticipent et construisent d'ores et déjà un (nouveau mais toujours semblable) «duel», qui opposerait cette fois-ci Attal-la-personnalité-préférée-des-Français (Ispos/*Le Point*) et Bardella-seul-politique-parmi-les-personnalités-préférées-des-Français (Ifop/JDD)... en 2027.

L'occasion étant trop belle pour être ratée, la presse et les médias audiovisuels se sont ainsi passé le mot: en miroir de la communication gouvernementale, Gabriel Attal est désormais entrevu et qualifié d'«arme anti-Bardella», et même, plus largement, d'«arme anti-RN» en vue des élections européennes de 2024, voire de l'élection présidentielle de 2027. Le chef du service politique d'Europe 1, Louis de Ragueneil, au micro de Pascal Praud, donne la marche à suivre: «Il y aura un match à regarder: c'est le match Attal-Bardella.» (Europe 1, 10 janv.) Et salive à l'idée de ce duel: «Moi

qui regarde la vie politique, c'est un match que j'ai envie de voir, que j'ai envie d'observer, et je pense que ça amusera d'autres Français».

Les journalistes politiques, à tout le moins. Ou comment, une fois de plus, co-construire la binarité politique entre Renaissance et le Rassemblement National, et exclure, par là même, la gauche de l'équation.

Nominations officielles, remaniements...: ce type d'épisodes n'en finit pas de passionner le microcosme du journalisme politique. Loin de rompre avec leurs routines et pratiques ancestrales en la matière, les professionnels du commentaire font



preuve d'un mimétisme confondant, redoublent de dramaturgie, égrènent les non-informations et s'enivrent de sondages sans queue ni tête pour mieux légitimer leurs propres obsessions. L'assourdissant concert autour du «phénomène Attal» prêterait à sourire s'il ne parasitait pas le débat public et ne révélait pas, une nouvelle fois, la capacité des grands médias à peser sur le champ politique: starifier à outrance le personnel politique de son choix, consacrer les uns pour mieux dédaigner les autres et installer des «affrontements» binaires à leur convenance. Co-construire des «événements», co-construire des notoriétés publiques... le cycle paraît sans fin. «Qu'est-ce que ça change?» s'interroge benoîtement Anne-Élisabeth Lemoine à propos de la nomination de Gabriel Attal (France 5, 9 janv.). En réponse, Patrick Cohen synthétise la médiocrité du commentariat ambiant: «Eh ben ça change d'abord qu'on parle de lui [...] et que ça va continuer.» Compte tenu du journalisme de cour qui sature les grands médias français, nous n'en doutons malheureusement pas une seconde. ■

“La méthode de Gabriel Attal: simplicité et bons sens.”

CNews

MÉDIAS, SONDAGES ET RN

Journalisme d'anticipation.

« **S**eule alternative crédible », « vote attrape-tout », « grande gagnante des multiples crises sociales » : assurément Marine Le Pen et le RN n'ont pas à se plaindre du matraquage sondagier incessant¹ qui agite le journalisme politique à plus de trois ans de la prochaine élection présidentielle. Après avoir promu, légitimé et mis en scène sous forme de prophétie auto-réalisatrice un duel entre Macron et Le Pen sept années durant², ce journalisme d'anticipation nous offre son nouveau pronostic : une victoire inéluctable de l'extrême droite en 2027.

L'élection présidentielle n'est prévue que dans trois ans, les candidats ne sont pas encore connus ? Ce n'est pas un obstacle pour des journalistes politiques qui prétendent informer en dissertant sans fin sur des prévisions, des projections, des tendances, des hypothèses échafaudées sur du sable sondagier. La dernière livraison en date ? Un sondage Ifop-Fiducial sur le second tour de l'élection présidentielle de 2027, commandé et mis en Une par l'hebdomadaire *Valeurs actuelles*.

On ne s'étonne guère de voir CNews embrayer aussitôt (7 févr.) : « *Bientôt une femme présidente ?* ». Invité sur le plateau, l'ex-rédacteur en chef de *Valeurs actuelles* (et désormais directeur du service politique d'Europe 1)

Louis de Ragueneil fait dans la prospective : « *Si vous tracez, vous mettez des petits traits avec toutes les enquêtes d'opinion sur Marine Le Pen depuis 10 ans, ça ne cesse d'augmenter.* » Et Pascal Praud, d'acquiescer, en fond : « *Oui !* » De façon générale, c'est toute la galaxie Bolloré qui se mobilise. Dans le *JDD* : « *Marine Le Pen se positionne désormais comme la seule alternative crédible face au macronisme et ressort grande gagnante des multiples crises sociales ayant secoué la France ces derniers mois.* » (7 févr.)

Et le lendemain, ça continue. Paul Melun, CNews : « *Puisque La France insoumise fait n'importe quoi et s'est ridiculisée sur les sujets de l'antisémitisme et s'est déshonorée, que le macronisme fait un halo autour de lui, ben effectivement qu'est-ce qu'il reste comme opposition ? [...] Le problème c'est que quand vous n'avez plus d'autres oppositions crédibles, il n'y a que le RN qui l'incarne cette opposition.* » (8 févr.) Et le surlendemain (9 févr.), ça continue encore. « *Je voulais vous entendre sur Marine Le Pen, elle pourrait être la prochaine présidente de la République ?* » La question est posée à Franz-Olivier Giesbert, qui ne se fait pas prier : « *Bah oui c'est clair, oui bah on va pas se cacher, vous avez ces sondages, le sondage de Valeurs actuelles, le sondage du Point par exemple, [...] ça monte tout le temps, c'est comme une mer qui monte le marinisme. [...] D'ailleurs il y a un mouvement général en Occident, c'est pas juste propre à la France hein, vous avez regardé*

1. Lire « Le Pen grande gagnante » : un matraquage médiatico-sondagier, *Médiacritiques* n°47, juil.-sept. 2023, p. 8.

2. Lire « Le "duel" Macron-Le Pen » : une construction sondagière dans *Les médias contre la gauche*, Pauline Perrenot, Acrimed/Agone, 2023, p. 66.

le résultat, enfin les sondages en tout cas pour Trump aujourd'hui aux États-Unis. Meloni en Italie, les sondages sur l'AFD en Allemagne. Et enfin il y a un courant assez fort parce que l'Occident se sent pas bien, il se tourne vers, bah disons des systèmes un petit peu plus autoritaires. Et je pense que, au fond, c'est ça que... le coche que Macron est en train de rater. Hélas, hélas! pour la France aussi parce qu'il va rester peut-être comme le président qui aura ouvert les portes au Rassemblement national, à Marine Le Pen dans l'histoire, ça va être ça qu'on va retenir, comme on retient d'Obama, c'est lui qui a ouvert les portes pour Trump hein, c'est c'est... à un moment donné les gens vont chercher l'inverse ailleurs. Or, si vous voulez le vrai sujet, quand on parle tout à l'heure du contrôle, hein, contrôle de l'immigration, c'est qu'on vit aujourd'hui dans un pays où plus rien n'est contrôlé. Quand on pense, regardez les chiffres de l'immigration hein, [...] ce sont des chiffres dingues. Sur... au niveau de, des primo délivrances de type de séjour, on a des chiffres du genre 340 000 etc. Vous rajoutez à ça les demandes d'asile, on est à 140 000 mais à 120 000 si on met juste les premières demandes d'asile, tout ça, on aboutit à des chiffres, on n'est pas loin de 500 000. Vous rajoutez, c'est Gérald Darmanin qui le dit, il y a entre 600 000 et 900 000 clandestins en France, ça veut dire en gros, en calculant d'ailleurs au plus bas, vous avez à peu près l'équivalent d'une ville comme Marseille qui arrive en France chaque année.

Quand l'éditorialiste du *Point* se fait porte-parole du RN sur CNews, la boucle est bouclée...

Mais le sondage agite bien au-delà de la seule sphère des médias Bolloré. Comme lors d'épisodes similaires³, le (pseudo) événement sondagier fait le tour de tous les plateaux. La veille de la parution (7 févr.), deux députés Renaissance, un député RN et le directeur de la rédaction de *Valeurs actuelles* Tugdual Denis sont conviés sur le plateau de BFM-TV et questionnés sur le sondage; le sondologue Frédéric Dabi (Ifop) et une députée RN sont, de même, interrogés sur France Info. Le lendemain chez «Quotidien» (8 févr.), c'est l'indébou-



“Le problème c’est que quand vous n’avez plus d’autres oppositions crédibles, il n’y a que le RN qui l’incarne cette opposition.” CNews

“Le nombre de selfies que fait Jordan Bardella est nettement supérieur à ceux des autres responsables politiques.”
Jean-Michel Apathie

lonnable Jean-Michel Apathie qui verse sa contribution au débat: «Le seul intérêt de ces chiffres, c’est de permettre d’authentifier ce qu’on sent tous, c’est-à-dire la progression considérable, dans toutes les parties de la société du RN et de ses leaders.» Avant de pousser l’analyse: «Marine Le Pen se permettant même le luxe de travailler avec ses côtés Jordan Bardella, dont la popularité est vérifiée chaque fois qu’il va sur le terrain, le nombre de selfies que fait Jordan Bardella est nettement supérieur à ceux des autres responsables politiques.» Cette capacité à interpréter tous les signes venus du terrain, mêmes les plus insignifiants en apparence, pour nourrir ses analyses, voilà la marque des grands journalistes! Lesquels savent aussi poser les bonnes questions: «Faut se demander pourquoi aujourd’hui Marine Le Pen est devenue l’opposante principale, presque unique on a envie de dire, à Emmanuel Macron.» Jean-Michel Apathie n’ira pas jusqu’à s’interroger sur sa propre contribu-

tion, et celle de ses collègues, au phénomène.

Le journalisme politique appréhende la politique comme une course de petits chevaux? On peut compter sur Jean-Michel Apathie pour filer la métaphore face à François Ruffin: «Mais de fait Marine Le Pen recouvre le paysage politique, et puisque comme nous ne sommes pas loin des Jeux Olympiques, si on prend l’exemple du 5 000 mètres ou du 10 000 mètres, ce que vous voulez, Marine Le Pen a tellement d’avance qu’on voit pas comment vous allez la rattraper.»

Et sur Public Sénat (10 févr.), c’est à Georges-Marc

Benamou qu’il revient de tirer la sonnette d’alarme, en toute objectivité:

La question, c’est est-ce que Macron va laisser le pays à Marine Le Pen. Cela dit, c’est peut-être un peu tôt, 3 ans, il peut se passer des choses, à une condition: c’est que le bloc central centre-gauche, centre-droit et Les républicains, ne présente pas plein de candidats. À ce moment-là, le risque c’est la multitude des can-

didats, c'est d'avoir Marine Le Pen face à Jean-Luc Mélenchon, ce qui serait le cauchemar de la France.

Un commentaire qui n'apprend rien sur la vie politique française mais qui dit tout des préférences politiques de Georges-Marc Benamou...

Pour clôturer le tout en beauté, finissons avec Laurent Joffrin. Dans son éditorial, titré «Le Pen favorite» (LeJournal.info, 7 févr.), il félicite l'extrême droite pour «une opération de banalisation fort réussie», et fustige «les outrances de LFI», ou «feue la NUPES, entraînée par Mélenchon dans un pré carré radical où elle s'est enfermée avant d'implorer».

La banalisation médiatique du Rassemblement national est maintenant acquise, mais elle est, manifestement, à entretenir. Déclarations individuelles, «analyse» de sondages et des stratégies de communication plutôt que des propositions politiques, approbation des discours de l'extrême droite (notamment sur l'immigration), condamnation des «outrances» de la gauche de gauche: le fond de l'air médiatique s'obscurcit de jour en jour. ■

3. Lire «Tribune des généraux»: LCI en campagne», *Médiacritiques* n°41, janv.-avr. 2022, p. 26.

Luc Ferry ou la constante normalisation de Marine Le Pen

«Je pense pas du tout que Marine Le Pen soit raciste, je pense qu'elle est absolument pas antisémite.» Ainsi parlait Luc Ferry le 10 avril 2023, sur LCI. Rebelote le 2 janvier 2024, sur CNews-Europe 1: «Je la connais un peu, je sais très bien qu'elle n'est ni raciste ni antisémite»; puis, le lendemain, sur RTL: «Elle n'est ni raciste ni antisémite».

Depuis quelques années, et particulièrement depuis quelques mois, une petite musique se diffuse sur les plateaux: «Le Pen ne fait plus peur»¹. Le philosophe médiatique et ex-ministre Luc Ferry n'est pas le dernier à jouer (et rejouer) sa partition:

Moi, je suis pas sectaire, je ne pense pas que Marine Le Pen soit fasciste. Je la connais un peu, je sais très bien qu'elle n'est ni raciste ni antisémite, je suis désolé de dire ça à mes amis intellectuels de gauche qui veulent à tout prix dire «c'est le nazisme qui revient». Regardez madame Meloni en Italie: c'est pas le fascisme qui est revenu en Italie. Tout ça est assez ridicule. Marine Le Pen, c'est la droite populaire et républicaine. (CNews-Europe 1, 2 janv)

Et de se livrer à un grand exercice de réhabilitation:

– **Luc Ferry:** Elle est moins à droite que Pandraud et Pasqua en 1970, voilà c'est la vérité. Et ça n'a rien à voir avec l'extrême droite. L'extrême droite elle était antisémite, elle était raciste.

– **Sonia Mabrouk:** C'est quoi votre définition de l'extrême droite, d'ailleurs?

– **Luc Ferry:** L'extrême droite, comme l'extrême gauche, était révolutionnaire...

– **Sonia Mabrouk:** Factieuse?

– **Luc Ferry:** Elle était factieuse, elle assassinait les opposants, elle voulait prendre le pouvoir par les armes et par la violence, elle était antisémite et raciste. Ce n'est absolument pas le cas de Marine Le Pen, qui n'est ni antisémite ni raciste, qui est évidemment républicaine. Maintenant on peut avoir... moi, j'ai des désaccords avec le Rassemblement national, mais beaucoup plus sur le plan économique que sur le plan moral ou politique. Il faut arrêter de dire que c'est le fascisme et que c'est l'immoralité, c'est pas vrai! C'est simplement faux! Et les 42% qui ont voté pour elle savent que c'est faux. Et donc quand on insulte ces gens-là, on les renforce... à la limite, on va les rendre racistes si on continue. Voilà, c'est idiot comme raisonnement. Cette espèce de moralisme débile des intellectuels de gauche est fascinant pour moi.

Luc Ferry ne détient pas le monopole de la banalisation médiatique de l'extrême droite. Mais il en est, indéniablement, l'un des artisans. Tout comme le sont les médias et les journalistes qui se repaissent de ce type d'intervention... et d'intervenant. À l'analyse solide et étayée, portée



par des spécialistes – des historiens, des politistes ou des sociologues dont l'extrême droite est le sujet de recherche –, les médias dominants vont préférer inviter un toutologue, sans aucune autre légitimité que celle de disposer d'un capital médiatique et de maîtriser l'art du prêt-à-penser. Bon client par excellence, Luc Ferry répond à tout, s'inscrit parfaitement dans l'air du temps... et sait se rendre disponible. C'est ainsi que, le lendemain (3 janv.), on le retrouve sur RTL. Yves Calvi: «J'aimerais revenir sur vos propos hier Marine Le Pen, nous dites-vous, c'est désormais la droite populaire et républicaine. Elle n'est plus ou pas d'extrême droite, pour dire les choses très simplement?» Et Luc Ferry de se répéter, encore: «Marine Le Pen, c'est une droite populiste, une droite populaire, c'est une droite nationaliste, c'est une droite souverainiste mais ça n'est pas... elle est absolument républicaine, elle est pas contre-révolutionnaire, elle est pas contre l'héritage des Lumières, elle n'est ni raciste ni antisémite». ■

1. «Le Pen ne fait plus peur»: la faute à qui?», *Médiacritiques* n°42, mai-juin 2022, p. 40.

ENTHOUSIASME MÉDIATIQUE POUR RAPHAËL GLUCKSMANN

Médias en campagne.

Les éditorialistes et autres journalistes politiques ont le chic pour s'emballer sur les « dynamiques » des « personnalités » politiques. À gauche, le jeu s'apparente à une ritournelle: feu sur Jean-Luc Mélenchon et sur la Nupes, pâmoison devant la « gauche raisonnable ». Après Manuel Valls¹ ou Bernard Cazeneuve², le « nouvel espoir de la gauche » s'appelle Raphaël Glucksmann.

En janvier 2024, Raphaël Glucksmann fait l'agenda médiatique: invité des « 4 vérités » sur France 2 le 8, interview dans *Nice-Matin* le 12, dans *Le Monde* et sur le plateau de « Questions politiques » (France Inter et Franceinfo) le 14, invité de « C à vous » sur France 5 le 15, en Une de *L'Obs* le 25, interview dans *Ouest-France* le 29... Difficile de passer à côté de la tournée médiatique du député européen (et par ailleurs compagnon de Léa Salamé).³

« Le nouvel espoir de la gauche ? » (*Le Point*, 21 déc. 2023), « Peut-il créer la surprise ? » (*L'Obs*, 25 janv.), « Raphaël Glucksmann pourra-t-il sauver le Parti socialiste ? » (France Info, 31 janv.), « L'espoir de la gauche ? » (« C à Vous », 15 janv.), « L'empêcheur

de voter en rond ? » (*Le Point*, 21 janv.), « L'espoir d'un sursaut pour le PS » (*Les Échos*, 1^{er} févr.), « La carte chance du PS » (*Libération*, 22 janv.), « Nouvel espoir de la social-démocratie ? » (AFP repris par France 24, 22 déc. 2023), « La nouvelle mode Raphaël Glucksmann » (*Le Parisien*, 25 déc. 2023). De toute évidence, les faveurs médiatiques lui sont acquises. Ce qui se joue ici, c'est, encore une fois, la redéfinition médiatique de ce que doit être la gauche: « social-démocrate », « pro-européenne », et surtout... anti-mélenchoniste.

À l'avant-garde, on trouve *L'Obs*, qui s'interroge sur les attentes légitimes des Français: « Comment les circonstances pourraient-elles jouer en sa faveur? Quelles sont ses convictions? Et jusqu'où peut-il aller? ». La directrice de la rédaction, Cécile Prieur, défriche, dans son édito (25 janv.), « la voie de la social-démocratie ». « Car la social-démocratie n'est pas morte [...] elle vient de remporter une élection décisive en Pologne en s'alliant avec le libéral Donald Tusk ». En France, c'est donc Raphaël Glucksmann, « très actif pendant son mandat d'eurodéputé », qui « reprend le flambeau de la gauche progressiste et européenne, mais aussi clairement anti-mélenchoniste ».



1. Lire « Manuel Valls, mon amour », *Médiacritiques* n°39, juil.-sept. 2021, p. 3.

2. Lire « Bernard Cazeneuve ou la "gauche" dont rêvent les médias », *Médiacritiques* n°47, juil.-sept. 2023, p. 3.

3. Lire aussi « Européennes: Glucksmannia médiatique », Arrêt sur images, 27 déc. 2023.

Et *L'Obs* de s'enthousiasmer devant une (pourtant très relative) «*percée récente dans les sondages (qui) dit bien l'attente d'un électorat qui a soif de représentativité, et qui, depuis l'attaque d'Israël du 7 octobre par le Hamas et les propos de Mélenchon, refuse tout accommodement avec La France Insoumise.*».

Le portrait est, ailleurs, plutôt accommodant, si ce n'est louangeur. Du journal *Sud Ouest*, le 31 décembre, qui évoque son «*sourire aux lèvres, [le] ton calme et courtois dont cet adepte de la nuance ne se départit jamais en débat ou en entretien*», à Nathalie Saint-Cricq, dans «*C dans l'air*» (France 5, 20 janv.):

La thèse de Glucksmann, c'est que si lui – et ce qui est plutôt le cas pour l'instant dans les sondages, même si c'est embryonnaire –, s'il réussit à faire un score à deux chiffres [...], ça sera quand même le signal du début de quelque chose, d'une gauche qui se réveille, mais qui se réveille pas de la même façon que ce qu'on a eu après les législatives, c'est-à-dire pas la façon Nupes. [...] Mais ça veut dire qu'il y a une figure nouvelle qui émerge, alors il peut y avoir une Glucksmann mania comme on considère qu'il y a eu une Attal mania, ça peut ne pas durer, mais c'est vrai que dans le paysage politique, il y a quelqu'un qui apparaît, qui dit un certain nombre de choses qui ont été des invariants, que ce soit soit la poli-



tique étrangère, soit la construction européenne, qui creuse son sillon et qui dit «*bah écoutez non, moi LFI c'est pas... on pense pas du tout la même chose*», et qui peut susciter un début de retour, de renaissance, d'enthousiasme chez les gens de gauche, qui, après avoir pensé que la Nupes allait être un tremplin, se sont rendu compte plutôt que c'était le baiser de la mort de la part de Jean-Luc Mélenchon.

L'ADOUBEMENT PAR LE «CERCLE DE LA RAISON»

Si «*l'enthousiasme chez les gens de gauche*» reste encore

à établir, celui des invités permanents des médias est, lui, bien certain. Ainsi de Jacques Attali: «*Pour moi, même s'il est très différent, Raphaël Glucksmann est le plus proche de l'idée que Jacques Delors pouvait se faire d'un homme politique pour demain: passionnément pro-européen, soucieux des combats pour la justice, et moderne.*» (JDD, 28 déc. 2023); d'Alain Minc: «*Si Glucksmann faisait 15%, ce serait un événement positif pour le pays. [...] Je souhaite d'un même mouvement un score extrêmement élevé à la liste de Raphaël Glucksmann pour bloquer l'ascension vers le deuxième tour de Jean-Luc Mélenchon.*» (L'Opinion, 14 janv.); ou encore de Daniel Cohn-Bendit: «*Jeme dis que je vais soutenir l'initiative de Raphaël Glucksmann parce que la France a besoin d'une gauche écologiste socialiste, réformiste et responsable. Et ça, c'est le projet de Raphaël Glucksmann [...] La liste Glucksmann, c'est le dépassement de l'aveuglement paritaire des uns et des autres.*» (Le Point, 11 déc. 2023)

Être adoubé «*en même temps*» par Attali, Minc et Cohn-Bendit, de quoi susciter «*l'enthousiasme à gauche*», assurément.

Depuis presque deux ans, les éditocrates veulent la peau de la Nupes et de sa ligne trop à gauche à leur goût. Raphaël Glucksmann est leur dernière trouvaille pour incarner cette gauche raisonnable qu'ils appellent de leurs vœux. Ce soutien médiatique lui suffira-t-il pour faire mieux que les 6,2 % obtenus en 2019, alors qu'il emmenait déjà la liste du PS aux élections européennes? ■

«La nouvelle mode Raphaël Glucksmann»

Le Parisien

PORTRAIT
Européennes 2024 : Raphaël Glucksmann, l'espoir d'un sursaut pour le PS

Raphaël Glucksmann, l'empêcheur de voter en rond ?

P. Raphaël Glucksmann : le nouvel espoir de la gauche ?

Élections européennes : Raphaël Glucksmann pourra-t-il sauver le Parti socialiste ?

Raphaël Glucksmann, nouvel espoir de la social-démocratie ?

Européennes 2024 : à gauche, la nouvelle mode Raphaël Glucksmann

Raphaël Glucksmann, dernier Mohican de la gauche française

Profil
Européennes 2024 : Raphael Glucksmann, la carte chance du PS ?



LES CONFRÈRES AU SECOURS DE NATHALIE SAINT-CRICQ

Esprit de corps... et grand délire.

En décembre 2023, le microcosme médiatique se dressait comme un seul homme pour s'indigner d'un tweet de Jean-Luc Mélenchon contre Ruth Elkrief¹. Deux mois plus tard, nouveau branle-bas de combat dans la profession! Dans le cadre d'une campagne d'inscription sur les listes électorales, La France insoumise publie d'abord trois visuels à tonalité humoristique: « Les riches/les golfeurs/les racistes votent. Et vous? » Une deuxième série reprend le principe, en citant cette fois des personnalités médiatiques ou politiques: « Pascal Praud/Vincent Bolloré/Christophe Barbier/Manuel Valls/Bernard Arnault vote. Et vous? » Mais c'est l'affiche épinglant Nathalie Saint-Cricq qui déclenche la foudre. Entre indignations tonitruantes et mielleux soutiens, le journalisme politique donne la mesure de son corporatisme et de son aveuglement face à ses propres partis pris.

Le 28 février, LFI publie sur ses réseaux sociaux un visuel mettant en scène Nathalie Saint-Cricq. Dès le lendemain et pendant plusieurs jours, éditorialistes et journalistes politiques s'emballent sur X (ex-Twit-

ter). Adressant sa « *solidarité* » avec Nathalie Saint-Cricq, Ruth Elkrief accuse: « *Liberté de la presse attaquée. Il ne faut pas laisser passer.* » Directeur délégué de la *Tribune Dimanche*, Bruno Jeudy affiche lui aussi un « *soutien total* » à sa consœur et condamne « *LFI, ce parti qui jette en pâture le nom des gens et des journalistes singulièrement, comme le faisait jadis Jean-Marie Le Pen dans ses*

réunions publiques. » Tête pensante de France Info, Renaud Dély dégage la même référence: « *Il fut un temps où c'est [Jean-Marie Le Pen] qui jetait en pâture les noms des journalistes qu'il exérait et toute la gauche s'indignait. Aujourd'hui, quand [Jean-Luc Mélenchon] livre le nom d'une journaliste à la vindicte de ses troupes, la gauche se tait, hélas. Soutien total à Nathalie Saint-Cricq.* »

Même ambiance, autre comparaison du côté de la grand reporter au

Monde, Annick Cojean: « *Comme Trump qui jette à la vindicte populaire les journalistes qu'il déteste, et les fait huer dans ses meetings, La France insoumise cible Nathalie Saint-Cricq et plusieurs journalistes dans une campagne publicitaire indigne. Ce procédé est inacceptable dans une démocratie.* » Indignation, encore, au *Figaro*, où Sophie de Ravinel

“Liberté de la presse attaquée. Il ne faut pas laisser passer.”
Ruth Elkrief

1. Lire « Calomnies médiatiques contre LFI », *Médiacritiques* n°49, janv.-mars 2024, p. 40.

2. On ne peut cependant s'empêcher de pointer cette bizarrerie: comment Nathalie Saint-Cricq peut-elle féliciter Marine Le Pen de s'être « hyper dédiabolisée » – alors que cette dernière fait, comme son père, siffler des journalistes en meeting? Mystère...

signale une «minable attaque. [...] C'était déjà minable dans la bouche de Jean-Luc Mélenchon. L'institutionnaliser, c'est franchir une ligne.» D'où la «question» de Marion Van Renterghem, grand reporter à *L'Express*: «*La France insoumise est-elle un parti républicain?*» Comme elle le reconnaît elle-même, avec une certaine ingénuité: «*La réponse est dans la question*», avant de proposer quelques «arguments» bien pesés: «*Livrer à la vindicte une journaliste en dit long sur la conception qu'a le parti de Mélenchon de l'Etat de droit et du respect de la personne humaine.*» Jean-Michel Apathie va encore un peu plus loin, n'hésitant pas à qualifier La France insoumise de «*fabrique d'inspiration poutinienne*» et Jean-Luc Mélenchon... de «*duce qui ne s'ignore pas*», une référence au dirigeant fasciste Benito Mussolini qui s'imposait sans contredit. Dans un second tweet, l'éditorialiste reconnaîtra «*l'agressivité*» et la «*provocation*»... de LFI. Alexis Lévrier, l'historien médiatique des médias, ne résiste pas à l'envie d'ajouter son petit couplet au concert des donneurs de leçons: «*La France insoumise n'a toujours pas compris que la haine des médias n'est ni juste ni saine, et qu'on affaiblit la démocratie en voulant faire taire la presse.*» Tout simplement.

Alternant remontrances et câlinothérapie, les hauts-gradés du service public répondent évidemment présents. Présentatrice du «12.13 info» sur Franceinfo et chroniqueuse dans «C à vous», Émilie Tran Nguyen rend un hommage appuyé à sa consœur traînée dans la boue: «*Mon plein soutien à Nathalie Saint-Cricq, grande journaliste politique, libre, sincère. Je tiens ici à saluer son professionnalisme sans faille et la rigueur qu'elle met depuis toujours au service de son métier.*» Julian Bugier, présentateur du «13h» de France 2, dirait même plus: «*Nathalie est une grande pro et une super journaliste.*» La société des journalistes de France Télévisions-rédaction nationale y va de son communiqué officiel contre le «*dénigrement*» de l'éditorialiste. Lequel est relayé ensuite par la SDJ de Franceinfo, qui «*apporte son soutien total à Nathalie Saint-Cricq*». Aux grands personnages les grands moyens, la présidente de France Télévisions, Delphine Ernotte, sort le mégaphone: «*Nathalie Saint Cricq ciblée dans une campagne politique. Les attaques politiques contre les journalistes qui exercent librement leur métier sont inacceptables. Nous ne pouvons pas laisser passer: France Télévisions saisit*



“Nathalie est une grande pro et une super journaliste.”

Julian Bugier

la justice.» Deux syndicats vont jusqu'à se saisir de cette «affaire» de première importance et de haute gravité: la CFDT Journalistes, qui ne se signale pas par son originalité en dénonçant une campagne (celle de LFI) «*aussi odieuse que dangereuse et rappelle les méthodes couramment utilisées à l'autre bout du spectre politique*», et le SNJ, qui se joint au grand ramdam en lettres capitales: «*Il est totalement INADMISSIBLE qu'un parti politique cible un journaliste en particulier et le désigne comme un ennemi. On peut ne pas apprécier le travail d'un éditorialiste, et le dire, sans livrer les journalistes à la vindicte populiste.*» Reste à prouver qu'on peut dire ne pas apprécier le «travail» d'une «journaliste» sans être livré à la vindicte médiatique.

DE TWITTER AUX MÉDIAS: UN CERTAIN SENS DE LA HIÉRARCHIE DE L'INFO

Loin d'être cantonnée aux réseaux sociaux, la «polémique» est promue au rang de scandale: elle mérite de toute évidence une dépêche AFP (29 févr.), qui fait le tour de la PQR comme de la presse nationale. *Le Parisien* propose carrément une (courte) enquête (1^{er} mars), dans laquelle, divine surprise, Nathalie Saint-Cricq «*a accepté de [...] livrer son sentiment*»: «*Elle n'est pas étonnée mais navrée*», résume *Le Parisien*, avant de lui soutirer d'autres confidences: «*Ce "n'est pas la première fois" qu'elle est ciblée par le parti de Jean-Luc Mélenchon. "Ils ont les méthodes qu'ils ont", souligne-t-elle, précisant que l'épisode de cette semaine lui rappelait "les meetings du FN" lors desquels "Jean-Marie Le Pen faisait siffler un certain nombre de journalistes".*» Merveille de l'éditocratie, qui n'a pas besoin d'éléments de langage pour répéter les mêmes inepties – en l'espèce une comparaison qui a l'avantage d'esquiver la critique en congédiant indistinctement les argumentaires respectifs des «extrêmes qui se touchent»².

Dans «C à vous» (France 5, 29 févr.), Lorrain Sénéchal témoigne lui aussi d'un sens aigu de la hiérarchie de l'information: après avoir évoqué «*la menace nucléaire de Poutine*», «*les incendies monstres*» aux États-Unis et «*l'invasion de moustiques*» due aux pluies torrentielles en Argentine, le journaliste enchaîne sur une autre catastrophe. «*Une campagne des Insoumis visant des journalistes*», introduit gravement Anne-Élisabeth Lemoine. Élise Lucet, l'invitée du jour, est comme par miracle sur la même ligne:



On est très nombreux à avoir [...] apporté notre soutien à Nathalie Saint-Cricq ou à Christophe Barbier. Enfin, je veux dire, on peut pas attaquer des journalistes comme ça, sur des affiches. C'est scandaleux, absolument scandaleux. Un parti politique en France ne peut pas faire ça. On l'envoie à la vindicte populaire, enfin qu'est-ce que c'est que ce comportement d'un parti qui se dit républicain? [...] Moi, j'ai tweeté [...] cette après-midi pour soutenir Nathalie, mais je crois qu'on est des dizaines, des centaines à l'avoir fait.

À France Télévisions ou ailleurs d'ailleurs, parce qu'on réagirait de la même manière si c'était un journaliste de Radio France, du Monde, de Elle ou n'importe quoi. C'est scandaleux.

Anne-Élisabeth Lemoine approuve: «Voilà. Tout notre soutien à Nathalie Saint-Cricq et à Christophe Barbier.» Et pas à Pascal Praud?

À la mi-journée, déjà, les «Grandes Gueules» de RMC étaient sur les rangs pour défendre Nathalie Saint-Cricq «livrée», tém-pête Alain Marschall, «à la vindicte populaire»; des «affiches écœurantes», s'indigne Barbara Lefebvre, qui poursuit: «C'est une honte. De toute façon, je crois que ça y est, on a compris. Les Insoumis se vautrent dans l'espèce de délation.» Et la chroniqueuse de ruminer ses propres obsessions, sous couvert de saluer «le courage» de l'éditorialiste de France Télévisions: «Une vraie républicaine, une femme qui défend la laïcité. Et je pense que c'est surtout ça qui dérange beaucoup La France insoumise, surtout depuis le 7 octobre.»

Mêmes réquisitoires du côté de la matinale de France Inter (2 mars)³ et de Sud Radio (1^{er} mars), où

Manon Aubry, tête de liste LFI pour les élections européennes, est prise à partie par Jean-Jacques Bourdin: «Vous aimez beaucoup les journalistes en ce moment... [...] Surtout quand vous les affichez sur les murs. [...] Vous les jetez en pâture!» Ce n'était là qu'un démarrage: «Un mot quand même sur l'affichage des journalistes [...] parce que je trouve la pratique scandaleuse. Je vous le dis, Manon Aubry! [...] Avez-vous demandé leur autorisation d'ailleurs? Avez-vous demandé leur autorisation?! L'utilisation de leur image! Avez-vous demandé l'autorisation de leur image?!»

Le même jour, Jonathan Bouchet-Petersen, de Libération, peine à dissimuler son conformisme sous une pirouette rhétorique: «Les insoumis sont pénibles, ils nous obligent à défendre Nathalie Saint-Cricq et, pire, Pascal Praud». S'insurgeant contre des «attaques ad hominem détestables», il concède qu'«il serait excessif d'y voir un parallèle avec les affiches Wanted représentant des fugitifs recherchés dans les westerns», préférant recourir à des comparaisons plus raisonnables: «procédés de l'extrême droite», «méthode Trump», «populiste en diable». Et naturellement, «ce n'est pas là une question de corporatisme». Qui pourrait, en effet, avoir une idée aussi saugrenue?

NON-DITS, CONFUSION ET AVEUGLEMENT

Ce puissant réflexe de corps – et de classe – pourrait faire sourire s'il n'était pas symptomatique des tares du journalisme politique dominant.

De sa futilité, d'abord, et de sa défense à géométrie variable de «la liberté de la presse». A-t-on lu ou entendu un mouvement collectif de protestations comparable face au sort des journalistes massacrés à Gaza? «Au moins 94 journalistes», dont «la majorité [...] (89) étaient des Palestiniens tués par l'armée israélienne», comme on peut le lire dans une lettre signée d'une trentaine de médias internationaux le 29 février, à laquelle seule s'est jointe l'AFP du côté des médias français, et qui n'a par ailleurs reçu aucun écho de la part de nos grands indignés? Les éditocrates qui ignorent superbement d'authentiques combats à mener en faveur d'une liberté effective de la presse – et ils ne manquent pas! –, se mobilisent courageusement pour pilonner quiconque ose se moquer d'une consœur. Voilà qui est «juste et sain» et renforce à coup sûr la «démocratie».

De son impudence, ensuite, mélange de cynisme et d'arrogance: s'estimant outragées par une pointe sarcastique contre l'une des leurs, les vedettes de la profession n'hésitent pas à sortir le bazooka, les comparaisons injurieuses, les grands mots et les grandes leçons, usant d'une violence et d'une outrance dont ils ne supporteraient pas le quart.

«Ce n'est pas là une question de corporatisme»

Jonathan Bouchet-Petersen

De son aveuglement, enfin, quant à ses propres partis pris: ceux de gardiens de l'ordre social, qui épousent l'idéologie dominante au point de ne pas s'en apercevoir, et dont Nathalie Saint-Cricq n'est qu'un exemple. Certes criant, comme le relevaient il y a peu... des journalistes, à l'occasion de la mobilisation contre la réforme des retraites:

À chaque apparition en plateau, l'éditorialiste politique de France Télévisions déverse sa déférence, plutôt que son indépendance. Courtiser plutôt qu'analyser, voilà la véritable honte du service public. Dans quel autre pays peut-on entendre une journaliste expliquer la révolte populaire par la personnalité d'un président qui «réussit, qui est jeune, qui est diplômé et qui est riche». [...] Cette déconnexion effarante contribue pleinement à la montée de la défiance des téléspectateurs envers nos éditions et émissions d'information. [...] Le traitement partisan et orienté parisien n'est plus tolérable sur nos antennes. Le public est en droit d'attendre autre chose que des opinions de la part de ceux qui s'expriment au nom de [France Télévisions]. La France est excédée par la violence de l'exécutif macroniste. Ceux et celles qui ne le voient pas, et ne le comprennent pas, n'ont rien à faire sur les plateaux de la télé publique.

«Vous faites des chasses aux sorcières en fait! C'est du maccarthysme!»
Gilles Bornstein

Publié le 28 mars 2023 par la section CGT de France Télévisions, ce communiqué salutaire – et autrement plus brutal qu'une affiche constatant simplement que l'éditorialiste «vote» – n'avait alors suscité aucune indignation chez tous les gardiens de l'ordre précédemment cités: il est vrai qu'il émanait de journalistes, fussent-ils encartés à la CGT.

Manifestement, et c'est là le plus amusant de cette affaire, nos éditocrates ne semblent pas toujours comprendre le «sous-entendu», pourtant fort simple – et difficilement contestable – de l'affiche: Nathalie Saint-Cricq a des opinions politiques qui, pour n'être pas affichées explicitement par l'intéressée, n'en sont pas moins parfaitement identifiables, et clairement opposées à celles défendues par LFI.

Exemple avec Gilles Bornstein, qui convoque Manuel Bompard sur France Info le 1^{er} mars, pour lui faire la leçon, six minutes durant, sur l'affiche de la discord. L'éditorialiste se fâche tout rouge: «Moi ce que je trouve hallucinant, c'est que d'une certaine manière, vous faites des chasses aux sorcières en fait! C'est du maccarthysme! Vous désignez les bons et les mauvais journalistes!» Et de lui poser la question, qui suppose que la réponse n'a rien d'une évidence: «Nathalie Saint-Cricq, elle est votre adversaire comme Vincent Bolloré ou comme les racistes?!»

Sur la même chaîne un peu plus tard, face à Manon Aubry, Jean-François Achilli fait état de la même incompréhension:

Jean-François Achilli: *On a bien compris que vous la classez, notre consœur, au rayon de quoi? Des opposants?! [...] Là vous ciblez une journaliste! [...] Non mais une journaliste! Je comprends que vous pensiez aux grands patrons qui sont vos ennemis de classe habituels, mais une journaliste de France Télévisions!*

On se permettra de regretter que Manon Aubry n'ait pas pu ou voulu expliquer simplement qu'en effet, Nathalie Saint-Cricq est une opposante, et même une militante politique. Quiconque a déjà subi un de ses éditoriaux ou s'est infligé une de ses interviews de représentants de La France insoumise décèlera sans mal le rôle qu'elle y joue sous couvert de «contradiction»... et la mission indue qu'elle s'arroge: décréter le périmètre de l'acceptable et disqualifier celles et ceux qui auraient l'outrecuidance de ne pas vouloir s'y soumettre. Mais cela est invisible aux yeux de Jean-François Achilli, pour la bonne raison qu'il partage peu ou prou la même position sociale⁴, les mêmes positionnements politiques... et la même illusion que ce positionnement (qu'ils s'imaginent indéchiffrable) n'a rien à voir avec la position qu'ils occupent.

C'est sans doute ce qui explique que le radicalisé Pascal Praud ou l'autoproclamé macroniste Christophe Barbier, pourtant «journalistes» eux aussi, n'ont pas trouvé autant de défenseurs: la faute à leurs partis pris plus assumés⁵. Sous-entendre que Nathalie Saint-Cricq serait, au fond, faite du même bois, voilà qui vient fracasser le grand mythe de la «neutralité» journalistique, nécessaire à la bonne conscience des journalistes pataugeant dans l'idéologie dominante.

ET PENDANT CE TEMPS, SUR CNEWS...

Coutumière d'attaques *ad hominem* autrement plus violentes, CNews ne recule devant rien. «Mettre des cibles dans le dos, c'est quand même assez dérangeant», feint de s'inquiéter le présentateur Éliot Deval (2 mars). «Extrêmement malsain», renchérit Philippe Guibert, avant de partir en croisade contre le «discours populiste [...] de La France insoumise, qui est de dire les pouvoirs médiatiques sont contre nous». L'hôpital qui se fout de la charité? Il semblerait. Pierre Gentillet: «Quel est le camp politique en France qui attaque les journalistes, qui attaque la presse? Maintenant, on le sait. C'est clairement l'extrême gauche.» Et le commentateur de la chaîne de la réalité alternative de conclure: «Regardez le peu de réactions médiatiques par rapport à cette campagne! Si ça avait été un autre camp politique, [...] il est évident que toutes les chaînes de télévisions, le 20h de France 2, tout le monde en parlerait en disant que la liberté est menacée!» ■

3. Face à la députée insoumise Clémence Guetté, Marion L'Hour et Ali Baddou s'attardent pendant trois minutes sur le blasphème du moment.

4. Il a été chef du service politique de France Inter de 2000 à 2006.

5. Et, pour Pascal Praud, nettement plus à droite: ce qui explique qu'il n'est en général même pas cité par les «défenseurs de la liberté de la presse», qui prouvent par là la nullité de leur argumentaire.



PLURALISME J'ÉCRIS TON NOM

Égalité du temps de parole et d'antenne: le ras-le-bol de Patrice Duhamel

Dans le cadre d'une commission d'enquête sur l'attribution des fréquences de télévision, trois membres du comité d'éthique du groupe M6 ont été entendus à l'Assemblée nationale. Au cours de l'audition, il fut question de la régulation des temps de parole en période électorale. L'occasion d'une leçon de démocratie, signée Patrice Duhamel.

Patrice Duhamel est un ancien dirigeant de média. Ex-directeur général de France Télévisions, il a également occupé par le passé des postes de direction à RMC, La Cinq, France Inter, Radio France, France 3, France 2 ou encore au *Figaro Magazine* et à *Madame Figaro*. Et depuis 2017, il siège au comité « relatif à l'honnêteté, à l'indépendance et au pluralisme de l'information et des programmes » du groupe M6 (M6, W9, RTL, etc., sous la propriété de la fondation Bertelsmann), unique représentant de la profession : à ses côtés, l'ex-parlementaire UMP Louis de Broissia, l'ancienne magistrate (et, entre autres, ex-membre du CSA) Jacqueline de Guillenchmidt, l'inspectrice générale honoraire de la police nationale Nicole Tricart et la femme d'affaires Anne Lalou. Quoique sociologiquement représentative des comités d'éthique tels qu'ils existent

partout ailleurs dans l'audiovisuel¹, une telle composition laisse pour le moins songeur... mais ce n'est pas, ici, notre sujet. Notons également que Patrice Duhamel est l'époux de Nathalie Saint-Cricq, le père de Benjamin Duhamel, le frère d'Alain Duhamel et l'oncle de la ministre Amélie Oudéa-Castera. Mais ce n'est pas, ici non plus, notre sujet.

ACTE 1: LES AVEUX D'UN GRAND DÉMOCRATE

Le 18 janvier 2024, dans le cadre de la commission d'enquête « sur l'attribution, le contenu et le contrôle des autorisations de services de télévision à caractère national sur la télévision numérique terrestre », Patrice Duhamel est interrogé par le député Quentin Bataillon (Renaissance) sur son appréciation des « règles comptables en matière de pluralisme sur les chaînes privées ou publiques s'appliquant aux candidats ». Sa réponse initiale mérite d'être citée *in extenso*: **Patrice Duhamel:** *J'en ai fait l'expérience lorsque j'étais journaliste et, surtout, lorsque j'ai dirigé des grands médias, avec une responsabilité sur les directions de l'information. Comme l'aurait dit le général de Gaulle, il est archi-légitime que chacun puisse s'exprimer, dans le cadre d'une campagne présidentielle, ou, dans quelques mois, d'une campagne européenne. Parfois,*

1. Lire « Pour la dissolution des Comités dits d'éthique », Acrimed, 16 févr. 2018.



pour ne pas dire souvent – trop souvent, de mon point de vue –, il arrive cependant que le respect de l'arithmétique l'emporte sur celui du pluralisme au sens littéral du terme. En tant que journaliste politique, je considère que le fait de donner, à la seconde près, le même temps d'antenne à un candidat qui pèse 20 % ou 25 % des voix qu'à celui qui en représente 2 % peut poser des problèmes dans le suivi d'une campagne électorale. Si je n'ai pas en mémoire le détail des dernières évolutions intervenues en la matière, le fait d'avoir étendu cette comptabilité au traitement de l'information par les journalistes eux-mêmes – le temps d'antenne – me semble être totalement surréaliste.

C'est là un point de vue personnel, que je n'exprime donc pas en ma qualité de membre du comité d'éthique. Une régulation est certes nécessaire, car il est inenvisageable de ne pas encadrer les médias qui bénéficient de fréquences publiques, comme cela est le cas aux États-Unis. L'encadrement gagnerait cependant à être beaucoup plus souple et à faire davantage confiance à la responsabilité des journalistes et de leur hiérarchie.

Et d'y revenir un peu plus tard au cours de l'audition :

Patrice Duhamel : *Concernant les campagnes électorales, il faut se placer du point*

de vue du public – les téléspectateurs et les auditeurs – pour lequel on travaille : donner, de façon assez caricaturale, la même importance à un candidat ou une candidate susceptible d'être président de la République ou de figurer au second tour, qu'à un ou une candidate qui représente 2 % ou 3 % du corps électoral, sans disposer d'aucun parlementaire, est trop pesant. Beaucoup d'auditeurs ou de téléspectateurs ont réagi en ce sens. Encore une fois, il ne s'agit que de mon expérience personnelle et je n'ai pas de leçons à donner.

Un bingo. Revenons donc sur quelques cases.

L'ÉGALITÉ, CETTE « PESANTEUR »

La période électorale à laquelle se réfère Patrice Duhamel est celle de la stricte « égalité des temps de parole et des temps d'antenne dans des conditions de programmation comparables » telle qu'éditée par l'Arcom. Lors de l'élection présidentielle de 2022, cette période courait du 28 mars au 8 avril. Douze jours seulement... mais douze jours de trop pour Patrice Duhamel, qui verbalise ici le mépris proverbial que voue l'éditocratie aux « petits candidats ». Rien de neuf : les lois du champ journalistique consacrent celles du champ politique. L'aveu de Patrice Duhamel n'est d'ailleurs pas sans rappeler celui de Guillaume Dubois – ancien vice-président de BFM Business, directeur général de BFM-TV, directeur de la rédaction de *L'Express*, directeur d'antenne à LCI et aujourd'hui directeur général d'Euronews – dans son livre *Priorité au direct*. Égalité de temps de parole ? « L'égalité sans concession, au pied de la lettre, jusqu'à l'absurde. La démocratie façon Robespierre, tout en nuances. »

L'ENCADREMENT DU TEMPS D'ANTENNE : « SURRÉALISTE »

Compte tenu du fardeau que semble représenter le respect de l'égalité du temps de parole, on comprend aisément que l'encadrement du temps d'antenne, cette fois – soit le temps où est évoqué tel ou tel candidat à l'antenne, sans que ce dernier s'exprime à proprement parler –, soit une croix lourde à porter pour le journalisme politique. « Surréaliste », même, aux yeux de Patrice Duhamel. À sa décharge, force est de constater que les dispositifs audiovisuels où se commente la « vie politique » comme les pratiques des journalistes politiques eux-mêmes – lesquels privilégient le journalisme de commentaire tous azimuts sur le modèle d'une course de petits chevaux – ne facilitent pas la tâche en la matière. Mais dès lors, faut-il remettre en cause les règles existantes... ou les pratiques dominantes du journalisme politique ? Faut-il maintenir des dispositifs

“L'encadrement gagnerait [...] à être beaucoup plus souple et à faire davantage confiance à la responsabilité des journalistes et de leur hiérarchie.”

Patrice Duhamel



indigents... ou fabriquer l'information autrement, en s'inspirant d'une philosophie visant à garantir le pluralisme, ce principe démocratique élémentaire ? En période électorale par exemple, envisageons un seul instant cette idée saugrenue : aux faux débats réunissant les cohortes traditionnelles de toutologues et aux émissions dédiées au traitement « événementiel » et feuilletonné des campagnes électorales faisant la part belle à la communication politique, les chefferies éditoriales préféreraient des plateaux axés sur les contenus des programmes... et leur analyse éclairée. L'information n'en serait que mieux servie et le temps d'antenne par candidat... nettement plus facile à calculer que d'ordinaire !

“En tant que journaliste politique, je considère que le fait de donner, à la seconde près, le même temps d'antenne à un candidat qui pèse 20 % ou 25 % des voix qu'à celui qui en représente 2 % peut poser des problèmes dans le suivi d'une campagne électorale.”

Patrice Duhamel

«AU NOM DE LA DÉMOCRATIE»

Pour justifier ses critiques à l'encontre des règles d'égalité, Patrice Duhamel convoque tantôt ses pairs – qui pâtiraient d'une mesure alourdissant considérablement leurs conditions de travail et dont ils ne comprendraient pas le sens –, tantôt « le public » – qui n'en comprendrait pas le sens non plus et s'y opposerait « par bon sens ». Patrice Duhamel y insiste : « Si vous interrogez les patrons de médias qui disposent de services très développés et compétents sur les retours des téléspectateurs ou des auditeurs, ils vous confirmeront que tous – quelle que soit leur sensibilité politique – s'étonnent des problèmes posés par cette stricte égalité. » Tous les téléspectateurs ou tous les patrons de médias ? C'est que se

défausser d'une incurie éditoriale et d'un rapport pour le moins contrarié au pluralisme en invoquant « le public » et ses intérêts supposés – et supposé en miroir de ceux des commentateurs –, n'est pas le moindre des talents des chefferies médiatiques.

«À L'AVEUGLE»

Enfin, comme à court d'arguments, Patrice Duhamel ouvre la voie de la « raison » : il faudrait assouplir les règles existantes et « faire davantage confiance à la responsabilité des journalistes et de leur hiérarchie. » Confiance en celle de RTL par exemple, épinglée par l'Arcom en mars 2022 pour une « surreprésentation » « persistante » d'Éric Zemmour « en temps de parole comme en temps d'antenne » sur la période courant du 1^{er} janvier au 7 mars ? Confiance en des hiérarchies qui entravent et pèsent de tout leur poids sur chaque processus électoral depuis des décennies ? Confiance en des journalistes politiques intoxiqués aux sondages (pré-)électorales dont les sciences sociales ont de très longue date démontré l'inanité ?

Si les dirigeants de médias multiplient les coups de boutoir contre deux courtes semaines d'égalité des temps de parole, ils semblent en revanche n'avoir aucune critique à formuler contre les critères de l'Arcom censés garantir « le pluralisme au quotidien ». Et pour cause, tant ces derniers laissent les mains totalement libres aux chefferies éditoriales. En dehors des périodes électorales en effet, les règles disposent *primo* qu'un tiers du temps total des interventions à l'antenne est réservé à l'exécutif. Et l'Arcom de poursuivre : « Le reste du temps total d'intervention est réparti selon le principe d'équité entre les partis et mouvements politiques qui expriment les grandes orientations de la vie politique nationale. Les critères sur lesquels s'appuie l'Arcom comprennent notamment les résultats des consultations électorales, le nombre et les catégories d'élus, l'importance des groupes parlementaires ou les indications de sondages d'opinion. La contribution des formations politiques à l'animation du débat politique est également prise en compte. » Comment les chefferies médiatiques interprètent-elles ces critères – totalement subjectifs et volontairement flous, s'agissant des deux derniers – et comment les transcrivent-elles à l'antenne ? En toute opacité. Et selon des appréciations visiblement peu regardantes du pluralisme tant ces dernières peuvent déboucher, par exemple, sur la surmédiatisation d'une personnalité au détriment de toutes les autres, quitte à ce que cette dernière devienne le centre de gravité de l'agenda journalistique – que l'on pense ici à l'hystérisation médiatique autour d'Éric Zemmour en

“J’ai totalement le droit, en toute liberté, de dire ce que je pense, comme 99 % des journalistes de ce pays qui suivent les campagnes électorales, à savoir que les règles actuelles ne permettent pas aux journalistes de couvrir de la manière la plus efficace possible des grandes campagnes électorales.”

Patrice Duhamel

2021-2022 ou d’Emmanuel Macron en 2016-2017. Ainsi, non contentes de pouvoir piétiner le pluralisme en temps ordinaire, les chefferies médiatiques devraient avoir davantage de « marges de manœuvre » en période électorale...

ACTE 2: QUAND UN CHIEN DE GARDE TOMBE SUR UN OS

Aussi la tirade de Patrice Duhamel interpelle-t-elle quant à la philosophie qui, explicitement et en creux, guide les dirigeants de médias. C’est en ce sens que le rapporteur et député Aurélien Saintoul (La France insoumise) rebondit sur ses propos au cours de l’audition:

Aurélien Saintoul: *Vous nous avez fait part de votre étonnement, vous entendrez le mien. Je m’étonne que l’on confie le soin de faire respecter le pluralisme de l’information à des personnes qui, manifestement, considèrent que les règles d’égalité du temps de parole sont absurdes. Cela ne me semble pas être une disposition d’esprit adéquate, même si l’important est que la loi soit respectée.*

Une telle adresse ne fut pas du goût de Patrice Duhamel, qui per-

siste et signe... à deux reprises:

Patrice Duhamel: *Il m’a été demandé de faire part de mon expérience. Elle est la suivante: du point de vue des journalistes et du public – pour lequel les journalistes travaillent, dans le secteur public comme dans le secteur privé –, est-il normal qu’un candidat ou une candidate de La France insoumise, de Renaissance ou du Rassemblement national, pesant chacun 20 % à 25 % des voix – j’ai pris l’exemple d’une campagne présidentielle mais on pourrait en évoquer d’autres, moins importantes – dispose, pendant une période, même restreinte, à un moment essentiel – plus on se rapproche du premier tour, plus les règles d’égalité des temps de parole sont strictes –, à la seconde près, du même temps d’antenne dans les journaux télévisés ou radio, qu’un candidat ou une candidate qui pèse 1 % ou 2 % ?*

[...]

Je considère que j’ai été mis en cause par une intervention du rapporteur, ce que je n’accepte pas. Je ne vois pas à quel titre on a pu me reprocher de m’être vu confier des responsabilités alors que j’estimerai que les règles d’égalité du temps de parole sont absurdes. [...] On m’a demandé de faire part de mon expérience. Ainsi, j’ai totalement le droit, en toute liberté, de dire ce que je

pense, comme 99 % des journalistes de ce pays qui suivent les campagnes électorales, à savoir que les règles actuelles ne permettent pas aux journalistes de couvrir de la manière la plus efficace possible des grandes campagnes électorales.

Fermez le ban.

On ne peut conclure qu’en tentant de rassurer Patrice Duhamel et avec lui, «99% des journalistes politiques de ce pays», sur la base de ce qu’ils savent déjà: en période électorale ou non, et quelles que soient les règles en vigueur, les éditocrates disposent d’une palette de pratiques leur permettant de couvrir l’actualité du champ politique non pas de «la manière la plus efficace» ni informative qui soit, mais selon celle qui leur sied le mieux. Calquer l’agenda médiatique sur celui des forces politiques dominantes; convertir certaines actualités militantes/temps de campagne en «événements» à la Une et en laisser une multitude d’autres sous les radars; entretenir la notoriété et le capital médiatiques de certains élus et délégitimer ceux qui leur déplaisent; informer ou non sur leurs programmes; faciliter ou non leur expression; leur présenter ou non des signes de déférence; organiser des débats électoraux sans les «petits candidats» par temps de campagne, constituer des plateaux déséquilibrés par temps ordinaire; favoriser les «bons clients» et ignorer les plus rétifs ou les moins à l’aise; etc. Autant de pratiques mises au service de choix éditoriaux à sens unique et qui reviennent à fouler aux pieds le pluralisme. De quoi méditer un propos que tint Louis de Broissia, le président du comité d’éthique du groupe M6, au cours de l’audition: «Nous sommes une petite pierre dans le chemin du soutien à l’indépendance, au pluralisme, à la liberté d’informer. Est-ce que nous sommes la pierre essentielle? Sans doute pas.» De là à dire qu’ils représentent même un obstacle sur ce chemin... il n’y a qu’un pas! ■



UNE MATINALE AU CŒUR DE LA CONTRE-RÉVOLUTION RÉACTIONNAIRE

Quatre mois sur Europe 1.

À l'occasion des récentes recommandations adressées par le Conseil d'État à l'Arcom en matière de régulation du pluralisme, tous les regards se sont tournés vers CNews. Comme il n'est plus à démontrer que la chaîne est devenue, sous l'égide de Vincent Bolloré, un média d'opinion promouvant une contre-révolution réactionnaire, nous avons décidé de nous pencher sur l'autre pépite de l'empire médiatique constitué par le magnat d'extrême droite : Europe 1. Du 28 août au 29 décembre 2023, nous avons écouté l'intégralité des interviews réalisées par Sonia Mabrouk et Dimitri Pavlenko. La matinale incarne un condensé du prêt-à-penser médiatique 2.0, entre néolibéralisme autoritaire mainstream et extrême droite normalisée, au prix d'un sacrifice systématique des opinions et des représentants de la gauche, dans toutes ses composantes.

Le 25 octobre 2023, l'Arcom approuvait le changement de contrôle du pôle radio de Lagardère (Europe 1, Europe 2 et RFM) au profit d'une société en commandite par actions (SCA) dirigée par Arnaud Lagardère... dont le groupe est sous la coupe de Vincent Bolloré, actionnaire via Vivendi à hauteur de 60%. À cette occasion, l'autorité de régulation de

l'audiovisuel indiquait dans son communiqué de presse que « *les obligations d'Europe 1 en matière de pluralisme de l'information et en matière sociétale ont été renforcées* ». La convention stipule notamment, au titre de l'article 2-3, que « *le titulaire assure le pluralisme des courants de pensée et d'opinion* ».

Mais dans la station bollorésisée, la pratique prend quelques libertés avec la théorie... Laissons de côté les deux heures trente quotidiennes en compagnie de Pascal Praud et les plateaux extrême droitisés de Laurence Ferrari (couplés avec CNews), « *les dossiers judiciaires les plus terrifiants* » racontés par le fait-diversier en chef Christophe Hondelatte, les « *véritables histoires* » du médiatique historien de garde Stéphane Bern, le « *studio des légendes* » du non moins tristement légendaire Jacques Vendroux ou encore les faux débats orchestrés par le très libéral Pierre de Vilno.

Cet article se focalise sur la matinale (7h-9h) et, plus précisément, sur ses deux principaux créneaux d'interviews¹ : l'entretien avec « l'invité actu » mené à 7h10 par Dimitri Pavlenko et « la grande interview », prise en charge une heure plus tard par Sonia Mabrouk. Leur observation sur la période courant du 28 août au 29 décembre 2023 permet de tirer une conclusion très simple : promotrice infatigable

1. En termes d'audience, si la matinale d'Europe 1 est la dernière du quinté concurrent (France Inter, France Info, RMC, RTL), elle réunit toutefois plus d'un million d'auditeurs chaque jour selon le dernier bilan de Médiamétrie (11 janv.) et reste le créneau le plus écouté de la station qui, comme s'en vante la maison, « *progresses sur tous les indicateurs* » (Europe 1, 12 janv.).

2. Lire notamment Mathieu Rigouste, *Les marchands de peur. La bande à Bauer et l'idéologie sécuritaire*, Libertalia, 2013.

3. Lire « L'islamologue Florence Bergeaud-Blackler : derrière le buzz, des travaux déconsidérés et des méthodes décriées », Mediapart, 9 juil. 2023, et « Israël, Gaza, Arras : Gilles Kepel partout, pluralisme nulle part », Arrêt sur images, 24 oct. 2023.

de la « familia grande » réactionnaire, Europe 1 n'en a que faire des obligations légales qui la contraignent à respecter le pluralisme!

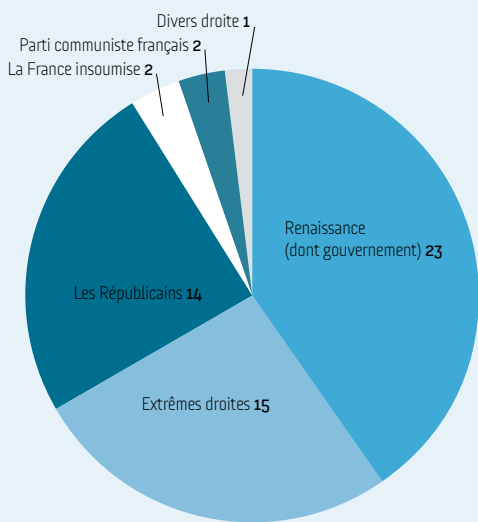
« LA GRANDE INTERVIEW » : LA RÉACTION À VISAGE DÉCOUVERT

Sans doute pourrait-on s'épargner un préambule sur Sonia Mabrouk, passionaria de la droite décomplexée, adepte d'interrogatoires étrillants les contre-pouvoirs, maîtresse en jeux de massacre contre la gauche qui lui déplaît et accommodante à l'égard de celle qui embrasse ses obsessions, propagandiste antisociale à la remorque de l'extrême droite, du pouvoir politique quand il le faut et du grand patronat en temps normal. Bref, une incarnation de l'éditocratie travaillant activement au maintien de l'ordre... et au renforcement des idées réactionnaires.

Et pour ce faire, Sonia Mabrouk sait s'entourer. Parmi les 75 invités recensés au cours des quatre mois étudiés, 57 sont des hommes ou des femmes politiques. Le pluralisme est à couper le souffle.



Représentation du champ politique
dans « La grande interview » de Sonia Mabrouk
28 août - 29 décembre 2023



Avec 4 fauteuils sur 57, les élus de gauche (LFI et PCF) doivent se contenter de 7% des invitations.

Restent 18 invités, qui ne dénotent pas dans le paysage. La profession journalistique est représentée à deux reprises en l'unique personne de Franz-Olivier Giesbert. Défilèrent également la syndicaliste policière Linda Kebbab – égypte des plateaux télé comme de la presse réactionnaire, de *Valeurs actuelles* au *Figaro*

4. En pointe dans la plupart des emballements politico-médiatiques réactionnaires; voir par exemple son rôle dans la séquence «ensauvagement» en 2020, que nous détaillons dans *Les médias contre la gauche*, Acrimed/Agone, p. 203-208.

–, Michel-Édouard Leclerc – le plus médiatique des patrons de la grande distribution – et le préfet de Paris Laurent Nuñez. «*L'ordre, l'ordre, l'ordre*», comme dirait l'autre! La catégorie des «experts» est faite du même bois. L'omniprésent Jérôme Fourquet intervient une fois, l'inénarrable Dominique Reynié également, le «marchand de peur» Alain Bauer² une fois lui

Chez Sonia Mabrouk, les élus de gauche (LFI et PCF) doivent se contenter de 7% des invitations.

aussi, tout comme les universitaires Gilles Kepel et Florence Bergeaud-Blackler, très décriée dans le milieu universitaire³. On compte ensuite trois invitations passées au très réactionnaire avocat (et ancien parachutiste de réserve) Thibault de Montbrial⁴, deux passages pour l'ostracisé des médias Michel Onfray – lequel vient

Le panel consiste en un alliage entre des intervenants réactionnaires peu connus du grand public, circulant principalement dans les réseaux médiatiques d'extrême droite, et des représentants plus traditionnels de l'extrême centre, proches des sphères de pouvoir, politique et économique.

de se voir confier une émission hebdomadaire sur... CNews, en compagnie de Laurence Ferrari – et deux fauteuils accordés à Georges Bensoussan.

En d'autres termes, ce sont là 71 invités sur 75 qui auront dispensé, quatre mois durant, des argumentaires et des visions du monde représentatifs de courants conservateurs, si ce n'est ultra-réaction-

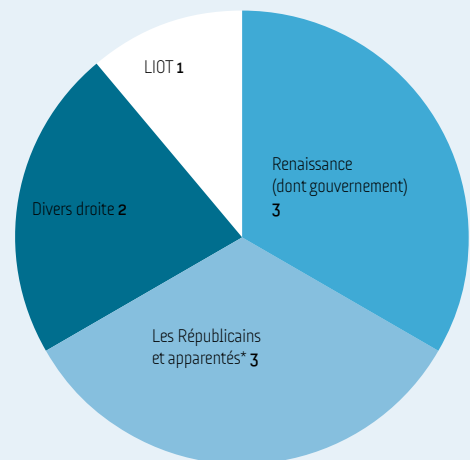
naires. Le 29 février 2024, après avoir prêté serment devant la commission d'enquête parlementaire sur l'attribution et le contrôle des fréquences de la TNT, Sonia Mabrouk déclarait à propos de CNews, chaîne avec laquelle est couplée son émission: *«Oserais-je dire, mesdames et messieurs, que notre arc républicain à nous, ce sont toutes les sensibilités de l'hémicycle que vous représentez aujourd'hui, et donc tous les Français à travers vous. Et nous en sommes fiers.»* L'impunité en étendard... Car la tendance est structurelle: alors que nous rédigeons cet article, Arrêt sur images a publié sa propre recension⁵ réalisée du 1^{er} septembre 2023 au 29 février 2024, incluant donc deux mois supplémentaires par rapport à la nôtre. Bilan des courses? Seuls deux représentants de gauche s'ajoutent à notre tableau, *«pour un total de six interviews en six mois – et aucun responsable politique du PS, d'EELV ou des partis à la gauche de LFI.»*

Ajoutons par ailleurs que dans la «grande interview», la parité n'est pas plus respectée que le pluralisme: Sonia Mabrouk a invité 84% d'hommes (63 sur 75) sur la période que nous avons étudiée. Et ce n'est certainement pas l'interview de 7h10 menée par Dimitri Pavlenko qui permet de rééquilibrer la balance...

«L'INVITÉ ACTU»: LA RÉACTION À PAS DE LOUP

En 2021, la nomination de Dimitri Pavlenko aux commandes de la matinale d'Europe 1 était dans l'ordre bolloréen des choses. Après une circulation dans différents médias (France Inter, France Bleu, TF1, LCI, France 2, etc.), le journaliste pose bagage: il fait ses débuts de matinalier à l'antenne de Sud Radio puis de Radio Classique avant de fourbir de nouvelles armes sur CNews dans l'émission «Face à l'info», véritable rampe de lancement pour la campagne d'Éric Zemmour sous l'égide de Christine Kelly. Une fois propulsé à la tête de la matinale d'Europe 1, il emporte avec lui la ligne éditoriale. En comparaison de l'entretien piloté par Sonia Mabrouk, l'interview de Dimitri Pavlenko dénote quant au profil des invités: chez lui, peu de figures politiques. Du 28 août au 29 décembre, on n'en compte que neuf, dont l'orientation ne diffère pas, toutefois, de celle des invités de sa consœur: ne cherchez pas la gauche, vous perdriez du temps...

Représentation du champ politique dans «L'invité actu» de Dimitri Pavlenko 28 août - 29 décembre 2023



* Bernard Carayon (LR); Arnaud Robinet (Horizons); Arnaud Murgia (ex LR, proche de Renaud Muselier).

5. «Sonia Mabrouk: tromper les député-es, mode d'emploi», Arrêt sur images, 1^{er} mars.

La spécificité de Pavlenko est donc là : l'essentiel des invités est issu de ce que les grands médias tendent à appeler « la société civile ».



Mais pas n'importe laquelle... Là encore, elle est majoritairement masculine, à 74,6% et, comme ailleurs, les catégories socioprofessionnelles aisées ont presque seules voix au chapitre. Mais surtout, le panel consiste en un alliage entre des intervenants réactionnaires peu connus du grand public, circulant principalement dans les réseaux médiatiques d'extrême droite, et des représentants plus « traditionnels » de l'extrême centre, gardiens de l'ordre estampillés « vu à la télé » et proches des sphères de pouvoir, politique et économique. Largement acquise dans l'espace public, la légitimité des seconds participe de la légitimation des premiers.

DE L'EXTRÊME CENTRE À L'EXTRÊME DROITE

Comprenant peu d'élus, la grille de Dimitri Pavlenko nécessite une approche plus qualitative pour qui souhaite mesurer sensiblement son « pluralisme ». Prenons par exemple la catégorie la plus fournie, celle des représentants de think tanks, d'instituts ou d'associations (18).

Trois invités bénéficient de deux fauteuils chacun : Bruno Tertrais, directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique et membre de l'Institut Montaigne, un think tank patronal⁶, l'ultra-libérale Agnès Verdier-Molinié au titre de sa présidence de l'Ifrap⁷, et Frédéric Dabi, directeur général à l'Ifop. Coqueluche des médias dominants, égérie de *Valeurs actuelles*, la seconde est invitée une

première fois (20 oct.) pour étriller « l'utilisation de l'argent asile-immigration mais aussi l'argent du social » et aligner les poncifs d'extrême droite les plus crasses contre les immigrés⁸. Rappelée deux mois plus tard, Agnès Verdier-Molinié déverse de nouveau son fiel sur « le taux de chômage [très élevé] des non natifs » [sic] et les « personnes plutôt âgées [...] qui viennent pour retrouver leurs familles et peut-être, c'est une question aussi qu'il faut se poser, pour toucher le minimum vieillesse [...], pour se mettre dans une logique de profiter aussi du modèle social français. »

C'est encore au prisme d'une obsession extrême droitière et complotiste – le « grand remplacement » – que Dimitri Pavlenko lance à demi-mot l'interview d'un autre représentant du « cercle de la raison », Bruno Tertrais, le 30 août :

Dimitri Pavlenko : *Vous venez de publier pour l'Institut Montaigne une note éclairante sur l'équation démographique de la France. Alors le constat que vous dressez est sans équivoque, je vous cite : « Si les tendances actuelles se poursuivent, dans les années qui viennent, l'apport migratoire va constituer l'essentiel de la croissance de la population française. » Vous êtes en train de nous dire, Bruno Tertrais, que la France va changer ?*

Un mois plus tard (7 nov.), le même intervenant est devenu « expert » du conflit au Proche-Orient. Et Dimitri Pavlenko continue de l'orienter sur le terrain de l'extrême droite : « *Est-ce qu'il faut voir à travers cette attaque et les réactions qu'elle suscite dans le monde entier, un choc entre deux civilisations, l'Occident d'un côté contre le monde arabo-musulman ?* » « *Je ne crois pas* », répond d'abord Bruno Tertrais, avant de théoriser un « affrontement » et une « épreuve de force généralisée » entre des « sociétés plutôt démocratiques et libérales, sociétés civilisées » et des « dictatures ou pouvoirs autoritaires. » Apprécions la « nuance » fort progressiste de l'analyse, qui ne fut rien moins que celle... du pouvoir politique en place.

Dimitri Pavlenko impose les cadrages de droite et d'extrême droite pour aborder les informations sociales, économiques et politiques à son agenda, en dépit de l'apparente diversité des actualités traitées dans son émission.

6. Lire « L'Institut Montaigne fait la Une : "Travaillez plus !" », *Médiacritiques* n°35, avr.-sept. 2020, p. 16.

7. Lire « Agnès Verdier-Molinié, ou la "pédagogie" à coups de marteau : "sus à l'hôpital public" ! », *Acrimed*, 15 avr. 2020.

8. Par exemple : « Qui habite dans nos logements sociaux ? Là aussi ce sont les Français qui financent », s'indignait-elle avant de poursuivre : « Il n'y a pas que le coût des HLM, il y a le coût de l'éducation, de la santé donc tout ça au bout d'un moment, ça fait des dépenses publiques qui sont énormes, pour finalement des personnes qui ne devraient pas être en France et qui en plus se retrouvent à nuire. Typiquement, on l'a vu, avec des actes de terrorisme. Donc là, c'est vraiment du perdant-perdant pour les Français : ils financent et derrière, ils se font attaquer. »

phobes) que le Printemps Républicain : elle organise des conférences avec Florence Bergeaud-Backler et Nathalie Heinich⁹, relaie des publications de *Franc-Tireur*, fustige l'ancien ministre de l'Éducation nationale Pap Ndiaye à l'antenne de Sud Radio, ne parle d'école publique que pour dénoncer une prétendue « offensive islamiste » en son sein (X, 27 oct. 2022) et qualifie Sandrine Rousseau de « supplétive de la domination patriarcale islamiste, comme son acolyte Piolle, au nom de leur vision différentialiste, racialisée et in fine paternaliste de la société. » (X, 3 oct. 2022) Pour terminer le tableau, trois structures sont reçues pour parler du conflit opposant Israël aux Palestiniens et de ses répercussions en France : la Licra, le Crif et le Consistoire Central israélite de France (nous y reviendrons).

S'ajoutent à ces interlocuteurs plusieurs personnalités évoluant dans les réseaux et les médias d'extrême droite. Le directeur-adjoint de la rédaction de la revue *Causeur* et président de l'Association des conservateurs britanniques de Paris, Jeremy Stubbs ; le directeur de l'Institut pour la justice¹⁰, Pierre-Marie Sève ; la déléguée générale de SOS Éducation¹¹, Sophie Audugé, et *last but not least*, Nicolas Pouvreau-Monti, cofondateur de l'Observatoire immigration et démographie. Lancé en 2020 par un manifeste cristallin publié dans les pages de *Causeur*, courtisé par toute la galaxie médiatique réactionnaire – de CNews au *Figaro* en passant par Sud Radio, le JDD et donc, Europe 1 –, cet observatoire décrié jusque dans *L'Express* (28 août 2021) est promu dans *Valeurs actuelles* : « Tribunes dans la presse, études relayées à la télévision, à l'instar de CNews, chiffres pris en exemple par Éric Zemmour, les travaux de l'OID "pèsent" de plus en plus dans le débat public. » Un palmarès qui parle pour lui.

En dehors de Muriel Réus – présidente de l'association « Femmes avec » – invitée pour aborder le système de domination patriarcale et les violences sexistes et sexuelles (24 nov.), tous les intervenants véhiculent donc, là encore, des visions du monde, des perspectives et des argumentaires au mieux conservateurs, au pire réactionnaires.

Quant à Frédéric Dabi, il est convié le 18 octobre afin de promouvoir un sondage réalisé pour le compte du *Figaro* autour des élections européennes, bavarder comme de coutume sur le dynamisme du RN et la chute libre de La France insoumise, lesquels s'expliqueraient par un « effet Proche-Orient ». De nouveau sollicité le 6 novembre, il s'élançait : « *Le lien insécurité-immigration, il faut le dire, il est fait maintenant de manière automatique et majoritaire par les Français. D'ailleurs c'est Gérard Darmanin qui le premier en avait avant parlé il y a quelques années quand il avait publié des statistiques sur les délinquants étrangers à Paris.* » Le grand n'importe quoi s'incarnant, encore une fois, dans un parfait numéro de duettiste :

– **Frédéric Dabi** : *Ce n'est pas la priorité des priorités [...], mais il y a maintenant ce lien insécurité-immigration, un lien immigration-économie, un lien immigration-terrorisme, on l'a vu avec l'affaire de Dominique Bernard. [...] C'est un enjeu qui doit montrer que l'État a repris le contrôle.*

– **Dimitri Pavlenko** : *C'est un sujet sur lequel les Français considèrent que le pouvoir est faible.*

– **Frédéric Dabi** : *Exactement. C'est vraiment ça.*

Parmi les think tanks gravitant à l'intérieur du « cercle de la raison », on trouve également le Cevipof – représenté par Bruno Cautrès, sollicité lui aussi sur la « loi Immigration » – et l'Institut Jacques Delors, en la personne de son « conseiller immigration » Jérôme Vignon, ancien haut-fonctionnaire et ancien président du Mouvement chrétien des cadres et dirigeants. Celui qui s'invitait en 2013 dans *Le Monde* pour revendiquer sa participation à la « Manif pour tous » chante désormais sur Europe 1 les louanges du « Pacte immigration européen » qui, « *s'il réussit, il rétablira une forme d'état de droit entre responsabilité et solidarité* » (19 sept.). Enfin, l'association « Unité laïque » et son président, Jean-Pierre Sakoun, bénéficie d'une invitation. Adouée par des membres du gouvernement, admiratrice du maire de Cannes David Lisnard (LR), la structure porte les mêmes étendards (islamo-

9. Lire « Tuer Bourdieu trois fois : quand Nathalie Heinich règle ses comptes dans *L'Express* », Acrimed, 17 févr. 2022.

10. Lire par exemple « Institut pour la justice : derrière la manifestation en hommage à Lola, une association aux combats communs à l'extrême droite », *Le Monde*, 20 oct. 2022.

11. Lire par exemple « Parents vigilants », les zemmouristes à l'assaut de l'Éducation nationale », *Mediapart*, 11 déc. 2023 et « De SOS Education à la "santé naturelle", voyage dans la galaxie conservatrice des Laarman », *Le Monde*, 19 oct. 2019

12. Les sujets étiquetés dans « Autres » (7) portent sur un engagement de la Fondation BNP Paribas auprès des Restos du cœur (Isabelle Giordano, 5 sept.) ; la promotion d'un ouvrage de Jean-Pierre Le Goff sur Mai 68 (2 oct.) et de celui de la psychanalyste Judith Cohen Solal sur « *l'humour juif* » ; le travail de l'association « Unité Laïque » (Jean-Pierre Sakoun, 27 nov.) ; et enfin, les décès de Jean-Pierre Elkabbach (Catherine Nay, 4 oct.) et Jacques Delors (Jacques Attali, 28 déc.).

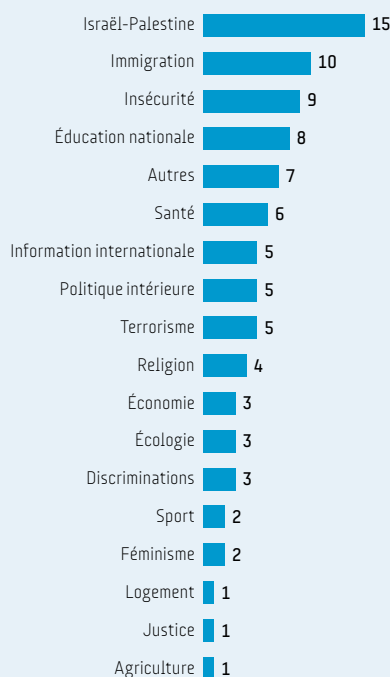
13. Le 27 décembre, on l'entend seulement de la bouche du chercheur invité, Gilles Kepel, qui mentionne que les « bombardements de civils [...] auraient causé au moins 20 000 morts ».

LES CADRAGES DE L'EXTRÊME DROITE COLONISENT L'ANTENNE

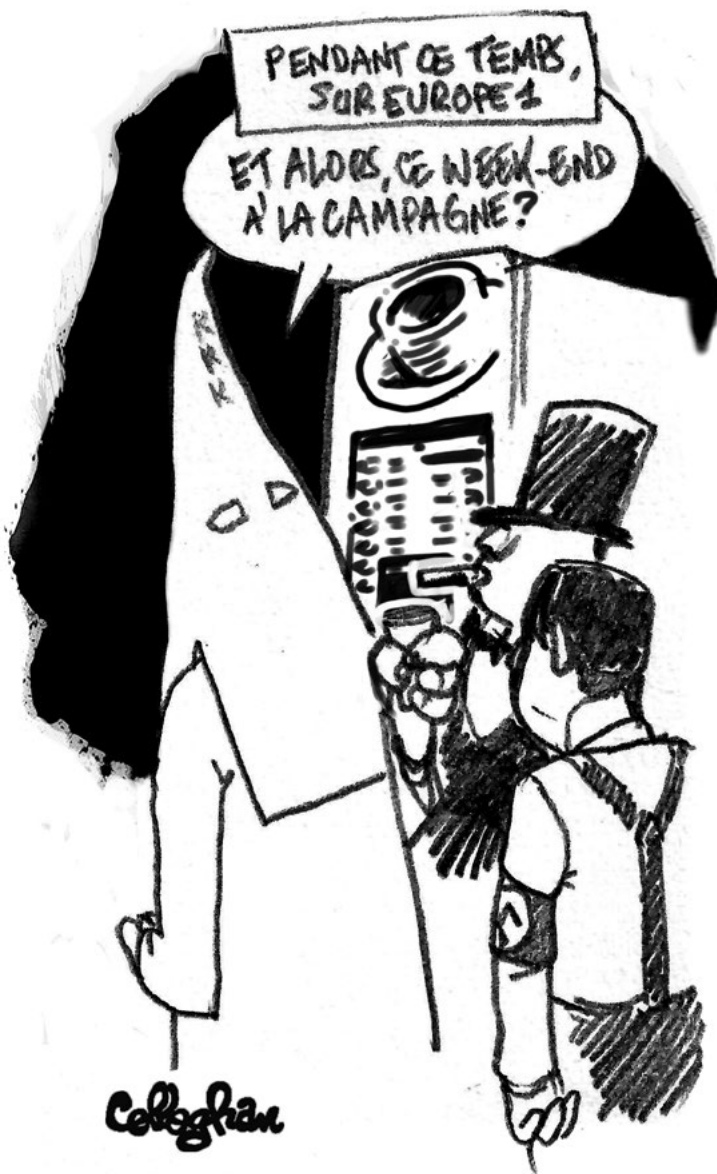
Comme on a pu l'entrevoir, Dimitri Pavlenko impose les cadrages de droite et d'extrême droite pour aborder les informations sociales, économiques et politiques à son agenda, en dépit de l'apparente diversité des « actualités » traitées dans son émission.¹²

L'agenda de Dimitri Pavlenko

28 août – 29 décembre 2023



Les entretiens portant spécifiquement sur des questions économiques (3) se font en compagnie d'orthodoxes du néolibéralisme: le ministre des Comptes publics est invité pour prôner l'austérité budgétaire et le poids de la dette (7 sept.), Agnès Verdier-Molinié pour fustiger les dépenses publiques (20 oct.) et Frédéric Descrozaille, député Renaissance, pour défendre le capital et affirmer que face à l'inflation, « il n'y pas eu la révélation de ce qu'on peut appeler les profiteurs de crise » (28 sept.). Bref, dans un contexte d'accroissement des inégalités, alors que les multinationales encaissent des superprofits, que s'accumulent les mesures antisociales et que l'inflation grève le quotidien de millions de Français, l'ordre établi est bien gardé... et peu traité.



► Proche-Orient: propagande israélienne à la Une

Sur la période étudiée, c'est la situation au Proche-Orient qui fait la Une (15 interviews), également évoquée au cours des trois entretiens relatifs aux discriminations – où seule la question de l'antisémitisme est abordée.

Au cours de ces quinze entretiens, le présentateur ne donnera pas une seule fois le bilan des civils tués par l'armée israélienne à Gaza¹³. En trois mois, aucune voix palestinienne, en soutien du peuple palestinien ou simplement en capacité de donner des informations sur la situation humanitaire à Gaza ne sera donnée à entendre. À l'exception du 25 décembre, où Antoine-Marie Izoard, directeur de la revue *Famille*

«L'Assemblée générale [de l'ONU] est dominée par des dictatures» sera l'une des outrances avancées (sans contradiction) en guise d'explication par le journaliste. Fermez le ban.

► Immigration et insécurité: des thématiques omniprésentes

Compte tenu de l'actualité du champ politique sur la période étudiée – marquée par le débat parlementaire autour de la «Loi immigration» et par l'attentat à Arras –, deux des thématiques-phares des droites sont prépondérantes dans l'agenda. L'immigration fait l'objet de 10 sujets spécifiques et 8 interviews sont consacrées à la thématique de l'«insécurité», auxquelles s'ajoutent 5 entretiens sur la question du terrorisme.

Sans surprise, sur Europe 1, l'immigration doit être «choisie», quand elle n'est pas présentée comme dangereuse, et les opposants à la loi n'ont tout simplement jamais voix au chapitre. Quant à l'«insécurité», elle est présentée comme endémique et est instrumentalisée pour mieux exciter les peurs. Un syndicaliste policier est invité pour évoquer un «phénomène de contagion» à propos de fausses alertes à la bombe (19 oct.); un procureur dénonce «l'omerta» à propos d'«entreprises du BTP de Grenoble rackettées» (8 déc.); Dimitri Pavlenko titre une interview «Fabienne, assassinée par un migrant», en recevant la sœur de cette dernière (7 déc.); une journaliste d'Europe 1 est elle aussi sollicitée comme témoin pour amplifier un fait divers et évoquer le cas de son enfant maltraité en crèche (6 sept.); quant au meurtre de Thomas à Crépol, il serait le fait d'une «frange de la population [refusant] toute forme de citoyenneté et d'intégration» selon la maire (ex-LR) de Romans-sur-Isère (29 nov.) et témoignerait, d'après un maire divers droite, de «déserts de sécurité» dans les campagnes françaises (21 nov.), où sévit une insécurité «tentaculaire» aux yeux d'un «expert» d'extrême droite (22 nov.). Dans un tel chaos radiophonique, on ne s'étonne guère de voir Dimitri Pavlenko convoquer un «entrepreneur et essayiste» pour son «plaidoyer en faveur [...] de la vidéo-protection», «source de liberté» (29 sept.), ni d'assister à la promotion d'«agents de sécurité dans les quartiers sensibles» (4 déc.)... Et encore moins de constater que le

chrétienne, est interrogé sur l'annulation des célébrations de Noël à Bethléem et... sur «[l]es chrétiens qui souffrent presque en silence et dans l'indifférence»¹⁴. Traduit en chiffres, cela donne cet effarant constat: sur près de deux heures d'antenne cumulées consacrées à la situation au Proche-Orient, à peine une minute trente est dédiée à Gaza et à ses habitants, chrétiens, uniquement. Seulement 6 minutes sur plus de cinq heures chez Sonia Mabrouk.

En lieu et place, la communication, les stratégies et les préoccupations du gouvernement d'extrême droite israélien constituent une ligne rouge omniprésente, à laquelle s'ajoute la question des otages. Convié à trois reprises, le général Christophe Gomar affirme par exemple que l'armée israélienne a donné «la preuve d'une armée parfaitement démocratique» en ayant reconnu avoir tué trois otages (18 déc.). Début décembre, le publicitaire Franck Tapiro invente ses propres buts de guerre: «libérer la population palestinienne», «essayer d'imaginer un espoir de paix dans la région», et, enfin, empêcher que s'«export[e] le djihad islamique ici, chez nous. [...] Israël est au front pour la défense de nos valeurs [...]. Voilà pourquoi il faut le soutenir». (1^{er} déc.) Quant au journaliste Stéphane Amar, résidant à Jérusalem, il est sollicité à deux reprises pour lui aussi diffuser, outre des fake-news, une défense acharnée de la politique de Netanyahu: «Il n'y a pas de sentiment, ici, de disproportion dans la riposte israélienne. Quelle proportion peut-on amener aux massacres de bébés, à la décapitation de nourrissons?» déclare-t-il notamment le 3 novembre, avant de poursuivre: «La détermination des Israéliens est intacte. Ces considérations de disproportion, d'atteinte aux civils comptent autant, je dirais, que pour Winston Churchill quand il ordonnait le bombardement de Dresde ou que Roosevelt ordonnait le bombardement d'Hiroshima.» La contradiction de l'intervieweur est inexistante:

– Stéphane Amar: *Le Conseil des droits de l'Homme épargne l'Iran [...], la Corée du Nord, épargne même la Russie de Poutine et s'acharne de manière grotesque, de manière cette fois-ci complètement disproportionnée, contre Israël.*

– Dimitri Pavlenko: *Mais comment ça s'explique ce harcèlement, pardonnez-moi, le mot n'est peut-être pas le bon, mais ce harcèlement onusien, cet acharnement à condamner Israël?*

14. À cette occasion, l'invité mentionne seulement qu'«on a beaucoup prié pour la paroisse de Gaza» et que le Pape va «appeler à un cessez-le-feu».

seul entretien catégorisé dans la rubrique « Justice » est dédié à la libération du policier ayant tué Nahel (16 nov.). C'est d'ailleurs l'avocat du fonctionnaire, Laurent-Franck Liénard, qui se voit dérouler le tapis rouge, au prix de renversements pour le moins spectaculaires: « *Comment [le policier] va aujourd'hui, est-ce que vous pouvez nous raconter un peu par quelles étapes il est passé [...] depuis ce 27 juin fatal pour lui?* » ; « *Défendre des policiers aujourd'hui, c'est prendre des risques pour sa vie également, maître Liénard?* »

Même lorsque l'immigration ou l'insécurité ne sont pas *a priori* à l'agenda, les prismes sécuritaire, identitaire et xénophobe gangrènent les entretiens. Les nombreuses interviews consacrées à l'école (8) sont un bon exemple. Notons pour commencer que les personnels de l'Éducation nationale n'y ont que peu la parole¹⁵: un professeur retraité (Jean-Paul Brighelli) et une professeure officiant dans le secondaire (Eve Vaguerlant)... tous deux habitués des plateaux de CNews et auteurs dans *Causeur* – chroniqueur même, s'agissant du premier, anciennement encarté dans le parti de Nicolas Dupont-Aignan. Ainsi, interrogée par Dimitri Pavlenko à propos du « *vrai malaise des enseignants* », soit, dans son imaginaire, une inhibition pour « *parler de l'héritage chrétien de la société française* », Eve Vaguerlant n'hésite pas à dissenter sur « *l'islamisation de l'école* » après avoir fantasmé dans un joli contresens un « *refus bourgeois de la transmission de la culture et du savoir* » au nom duquel « *en cours de musique, on chante des chansons de Pink au lieu d'écouter du Beethoven* ». À bien écouter la matinale d'Europe 1, les problèmes majeurs de l'école concernent l'autorité, l'abaye et le harcèlement scolaire, auquel sont consacrés trois entretiens sur huit – les trois thématiques ayant été au cœur de l'agenda gouvernemental à la rentrée 2023. Aussi apprend-on à longueur d'antenne que « *les profs ont*

peur » (11 déc.), qu'« *il faut être dans la fermeté* » face au déclin de l'autorité (14 déc.) ou encore que « *l'immigration tire le niveau vers le bas* » (13 déc.). Quant aux problématiques constituant le cœur des préoccupations syndicales – déficit structurel de moyens humains et matériels, maltraitance des personnels et précarisation grandissante de tous les corps de métier, crise du remplacement et des vocations, classes surchargées, etc. – elles sont reléguées aux marges ou tout simplement ignorées. L'antenne ne s'entoure d'ail-

leurs d'aucun syndicaliste travaillant dans un service public... excepté la police¹⁶.

Les entretiens relatifs aux questions de santé (6) pâtissent du même angle mort: alors que l'hôpital public est en décrépitude, aucune interview ne lui est consacrée. En revanche, Dimitri Pavlenko prend soin de ne pas faire l'impasse sur l'Aide médicale d'État, « *une des composantes de l'attractivité médicale française* » selon ses mots, qui le conduit à inviter une « *consultante santé et spécialiste de la facturation des soins* » visiblement ravie de pouvoir pointer les « *abus du tourisme médical* » et de stigmatiser les étrangers en situation irrégulière (17 déc.). Europe 1 ayant

la passion du débat, un seul entretien est consacré à celui portant sur le « *projet de loi fin de vie* », en compagnie d'un professeur émérite d'éthique médicale qui s'y déclare opposé¹⁷.

► **L'écologie: une nuisance**

À l'image du seul entretien portant sur la constitutionnalisation de l'IVG... et réalisé avec un homme¹⁸, l'écologie se discute sans écologistes et sans la gauche. Trois interviews, en tout et pour tout, se contentent de recycler le prêt-à-penser le plus droitier sur ces questions. Le très médiatique Antoine Bueno, ancien chroniqueur d'Europe 1, présenté comme « *essayiste [...] prospectiviste* » et « *conseiller au Sénat sur les questions de développement durable* » se charge de diffuser la vulgate: haro sur l'« *idéologie [...] et [la] pensée*

15. Bien que présenté comme « *professeur de culture générale* », Joachim Le Floch-Imad (13 déc.) est surtout membre du bureau de Refondation républicaine, le mouvement politique de Jean-Pierre Chevènement, et était investi sous l'étiquette Renaissance lors des élections législatives de 2022. Quant à Fatiha Agag-Boudjahlat (14 déc.), ancienne comparse de Céline Pina au sein du mouvement Viv(r) la République, elle est sans doute la proviseure-adjointe en collège la plus médiatisée dans l'audiovisuel (lire « *Fatiha Agag-Boudjahlat, militante virulente de la laïcité* », *Médiacités*, 22 mars 2021).

16. Matthieu Valet (25 sept.) et David Le Bars (9 oct.). Un troisième est président du syndicat ReAGJIR des jeunes médecins généralistes. Quant au quatrième et dernier syndicaliste invité, c'est du côté patronal que Dimitri Pavlenko va le chercher: Arnaud Rousseau, président de la FNSEA.

17. Les autres questions abordées concernent « *la nécessité de prendre rendez-vous avec le médecin pour obtenir un certificat médical* » (12 sept.), le vaccin contre le cancer du poumon avec un dirigeant d'entreprise cotée en bourse (13 sept.), un focus sur les « *invisibles du soin* » (6 oct.) et le « *traitement des corps dans le plus grand centre d'anatomie d'Europe* » (21 sept.).

18. Le très médiatique Benjamin Morel, maître de conférences en droit public (31 oct.).

Systematiquement exclus des entretiens, les intervenants en capacité d'apporter une contradiction étayée au prêt-à-penser libéral, antisocial, autoritaire, sécuritaire et xénophobe n'en sont pas moins pilonnés en leur absence.

unique qui conduiraient à faire croire que l'écologie, c'est la décroissance» et bénie soit «l'économie de marché», qui est certes présentée comme «la cause du désastre environnemental» mais qui «ne peut être que la solution à la transition environnementale» (15 sept.).

Une fois le cadrage posé, Dimitri Pavlenko débloque deux créneaux pour fustiger les militants écologistes. Une première fois avec Bernard Carayon, maire LR passé par le GUD, qui montre son sens de la nuance et sa connaissance de la société française pour décrire les manifestants contre le projet d'A69 – projet selon lui «très consensuel» : «Il y a eu à peu près 5 000 manifestants : 2 500 qui relèvent en quelque sorte de la famille chichon, les derniers lecteurs de Libération; et puis 2 500 voyous, militants ultra violents de l'extrême gauche radicale verte-rouge.» (21 oct.) Et une seconde fois en compagnie du journaliste Marc Lomazzi, auteur d'un livre sur les Soulèvements de la Terre au titre éloquent : *Ultra écologistes, les nouveaux croisés de l'écologie*. Naturellement, il est exclusivement question des modes d'action du collectif, criminalisé à travers l'emploi d'une métaphore guerrière filée : «ultra-gauche», «écologie radicale», «intrusions violentes», «éco-sabotage», «opérations impressionnantes sur un plan tactique», «force de frappe», «base-arrière», «méthode d'action type black-bloc parfois extrêmement violente», «éco-warriors», «souvent fichés S». «C'est l'idéologie rouge et noire, révolutionnaire, d'extrême gauche qui déteint sur la cause verte?» l'interroge benoîtement Dimitri Pavlenko, après avoir donné le ton dans sa question inaugurale :

Dimitri Pavlenko : *Il ne se passe pas un jour ou presque sans que les Soulèvements de la Terre passent à l'action en un endroit du territoire, le plus souvent sous les radars de l'actualité nationale. Dans une note [...], le renseignement territorial constate que le mouvement écologiste radical a changé de tactique : les chefs sont passés dans la clandestinité, ça se militarise, on pilote des actions de sabotage. [...] Les Soulèvements de la Terre, est-ce qu'ils sont en train de devenir une sorte d'Action directe du climat?*

Apprécions la comparaison...

Comme ailleurs, en pire, la novlangue orwellienne règne en maître sur les interviews audiovisuelles et la gauche, véritable bouc-émissaire, est inlassablement décrédibilisée : Europe 1, une propagande de tous les instants.

► Haro sur les contre-pouvoirs

Systematiquement exclus des entretiens, les intervenants en capacité d'apporter une contradiction étayée au prêt-à-penser libéral, antisocial, autoritaire, sécuritaire et xénophobe n'en sont pas moins pilonnés en leur absence. Piétiner toute forme de contre-pouvoir : une tradition ancestrale de l'extrême droite. Les libertés publiques ? Dimitri Pavlenko a son invité tout trouvé : «Vous dites que [...] la CNIL [Commission nationale de l'informatique et des libertés] joue contre les Français [...], c'est une sorte de cour suprême qui empêche d'avoir un débat serein et éclairé sur la question de la vidéosurveillance.» (Face à Robin Rivaton, 29 sept.) Les associations de défense des droits humains et des exilés ? Elles aussi sont dans le viseur du présentateur, comme le montre sa première question à Agnès Verdier-Molinié, à propos de la famille de l'assassin du professeur Dominique Bernard (20 oct.) :

Dimitri Pavlenko : *Alors est-ce que ces gens sont des experts du droit d'asile ? Pas la peine, puisqu'il existe en France un écosystème d'associations pour les assister juridiquement ! La Cimade, le Gisti, France Terre d'asile, Utopia 56, il y en a beaucoup d'autres ! [...] Combien les associations d'aides aux migrants perçoivent-elles d'argent public ?*

Le 17 octobre, c'est encore à l'avocat Philippe Fontana que Dimitri Pavlenko confie sans retenue le micro, pour des propos délirants à propos de la Cimade : «Je crains qu'elle partage une certaine idéologie, comme elle envoyait un bateau pour secourir les nord-vietnamiens dans les années 1970, comme elle aidait les sandinistes en Amérique du Sud. C'est une association d'extrême gauche qui fera tout pour faire prévaloir son idéologie.»

Mais comme ailleurs, la cible de choix d'Europe 1 reste d'abord et avant tout La France insoumise. Une fois les intervenants triés sur le volet, Dimitri Pavlenko n'a plus qu'à ouvrir les vannes et laisser ses invités disserter en roue libre, sans jamais leur opposer le début du commencement d'une contradiction. Pierre-Henri Tavoillot, maître de conférences en philosophie, peut ainsi sereinement déclarer que «pour les Insoumis, le 6 octobre [sic], c'est-à-dire le jour du massacre du Hamas, c'est un point de détail», avant de préciser sa bouillie :

Pierre-Henri Tavoillot : *L'extrémisme a changé de camp. Aujourd'hui, le Rassemblement national a cessé d'être un parti d'extrême droite et l'extrême gauche devient de plus en plus extrême gauche dans les deux sens, c'est-à-dire toute l'idéologie de l'extrême gauche, mais aussi véritablement un extrémisme avec à la fois ce qu'on peut appeler l'intolérance, et puis aussi par ailleurs, dans d'autres occasions, le culte de la violence. (11 nov.)*

La veille (10 nov.), face à Serge Klarsfeld venu commenter la marche contre l'antisémitisme, Dimitri Pavlenko dégage un leitmotiv islamophobe obsessionnel parmi les chiens de garde – « *Peut-être qu'il y a en arrière-pensée, chez Jean-Luc Mélenchon, l'intention de draguer [...] l'électorat musulman qui est sensible à la cause palestinienne* » – avant de laisser son invité livrer un vibrant plaidoyer à la gloire du RN, un « *parti qui autrefois était antisémite, qui ne l'est plus depuis un certain nombre d'années et qui rejoint les valeurs républicaines* » : « *On se passera de l'extrême gauche antisioniste et antisémite et on accueillera le RN, devenu un parti fréquentable.* » Le 8 octobre, déjà, le président de la Licra Marc Stasi est invité à évoquer le cas Jean-Luc Mélenchon, accusé d'avoir « *choisi son camp, le camp de la haine [...]. J'ai honte pour la France, ce type est indigne de la classe politique, il sort de l'arc républicain.* » Le 24 octobre, de nouveau encouragé par le présentateur, le président du Crif, Yonathan Arfi, qualifie d'« *indécent* » l'appel de Mathilde Panot (LFI) au cessez-le-feu à Gaza. Quant à l'entretien avec l'avocat Richard Malka (12 oct.), au cours duquel les militants de La France insoumise sont qualifiés de « *populistes de la pire espèce* », c'est un festival :

Richard Malka : *LFI est le tombeau de la gauche. Mélenchon est le déshonneur. [...] Aujourd'hui, on ne peut plus ne pas voir que ce parti est un parti immoral. [...] La France insoumise, son programme électoral, c'est la défense de l'abaya et puis celle du Hamas aussi. [...] Ils considèrent, peu importe le fanatisme religieux, peu importe qu'il s'agisse de Daesh ou du Hamas ou de je ne sais qui, ils considèrent que les musulmans, y compris les fous de Dieu, eh bien ils doivent les défendre, quoi qu'ils fassent.*

De longues minutes d'outrances, conclues par un présentateur béat : « *Merci beaucoup Richard Malka. Paroles fortes ce matin sur Europe 1. Merci d'être venu nous voir.* »

Et de la sorte, à l'infini. Promouvoir le RN et qualifier La France insoumise d'ennemi intérieur : une habitude quasi quotidienne à l'antenne d'Europe 1, jusqu'au billet « humoristique » de Gaspard Proust. Comme ailleurs, en pire, la novlangue orwellienne règne en maître sur les interviews audiovisuelles et la gauche, véritable bouc-émissaire, est inlassablement décrédibilisée : Europe 1, une propagande de tous les instants.

Marginalisation de la gauche politique ; prédominance des commentateurs réactionnaires et des représentants les plus droitiers du « cercle de la raison » ; omniprésence des thématiques et des thèses chères à l'extrême droite, avec un primat donné au ton spectaculaire et alarmiste ; invisibilisation de la question sociale, des argumentaires et des revendications syndicales du mouvement ouvrier ; stigmatisation de toute forme de contre-pouvoir et de toute pensée progressiste attachée à contester l'ordre établi... C'est entendu : les deux interviews dispensées dans la matinale d'Europe 1 piétinent le pluralisme (et l'information) dans les plus grandes largeurs.

À cela s'ajoutent les éditos de Vincent Hervouët, Alexis Brézet et Vincent Trémolet de Villers – hauts-gradés des rédactions de LCI et du *Figaro* –, mais aussi les « signatures » de Gaspard Proust, Philippe Val et Catherine Nay, trois têtes de gondole de la réaction, ou encore les interventions de Jérôme Béglé et Charlotte d'Ornellas, deux historiques de CNews : une matinale à droite toute ! Ce vaste panorama nous amène à considérer l'intérêt du recours porté par RSF devant le Conseil d'État, lequel enjoint à l'Arcom de prendre en compte l'ensemble des intervenants, au-delà des seules personnalités politiques, dans son appréciation du pluralisme. L'occasion de rappeler que ce dernier ne se mesure pas simplement à l'aune des « pedigrees » des différents intervenants, mais aussi – et peut-être, surtout – en fonction de la manière dont est problématisée l'information délivrée au public, comme des déséquilibres et des angles morts systématiques qui la mutilent... ■

ALAIN MINC ET JACQUES ATTALI, L'ÉTERNEL RETOUR DES DUETTISTES MÉDIATIQUES

Nous sommes en 1984. Alors que l'émission « Vive la crise » présentée par Yves Montand sur Antenne 2 rencontre un franc succès, Bernard Pivot décide à son tour de mettre à l'honneur sur la chaîne du service public le libéralisme économique en invitant simultanément deux sémillants penseurs, Alain Minc et Jacques Attali, tout acquis à la rigueur budgétaire désormais prônée par les hiérarques socialistes. Quarante ans plus tard, ô surprise, revoici nos deux compères dans les studios de France Inter, invités par Léa Salamé et Nicolas Demorand dans « le débat du 7/10 » (11 mars 2024). Au menu, « Faut-il augmenter les impôts ? ». L'occasion rêvée de revenir sur une improbable longévité médiatique.

UNE AMITIÉ COMPLICE

Avant leur passage dans la matinale de France Inter, Léa Salamé, aussi audacieuse qu'inventive dans ses choix d'invités, avait déjà accueilli fin décembre nos deux complices dans son émission « Quelle époque », toujours sur le service public. Nos deux amis sont inséparables, c'est un fait. Depuis 45 ans au moins, ils murmurent à l'oreille des puissants – patrons et politiques de tous bords –, pondent des livres comme des rapports

à intervalles réguliers (du rapport Nora-Minc sur « l'informatisation de la société » de 1977 au rapport Attali pour « la libération de la croissance française » de 2008), dirigent des entreprises et autres cabinets de conseil florissants, sans jamais négliger leurs passages dans les médias dominants, innombrables.

ÉLOGE DE L'ENTRE-SOI ET DE LA DOMINATION

Rompus l'un comme l'autre aux marathons promotionnels, ils ne ratent jamais une occasion de dire tout le bien qu'ils pensent des œuvres de leur homologue ; par exemple, dans *L'Express* du 18 janvier 2007, Jacques Attali ne tarit pas d'éloge sur la biographie de J. M. Keynes que vient de publier Alain Minc : « Avec force détails, Alain Minc révèle bien des aspects méconnus de l'homme qui révolutionna la pensée économique. [...] Dans sa passionnante biographie, Alain Minc nous fait partager, minutieusement, presque jour après jour, les méandres de la vie de ce géant du XX^e siècle. » Émouvant témoignage d'amitié, en effet, venant de celui qui, auteur d'une biographie de Marx à la même époque, attendait sans doute un compte rendu flatteur en retour... car au sein du club d'admiration mutuelle qu'ils partagent avec quelques autres éditorialistes, tous les renvois d'ascenseur sont permis.

Jadis membres des dîners du « Siècle » et fervents promoteurs du capitalisme dans sa version pure et parfaite, ils n'ont de cesse de vanter les vertus du libéralisme économique ; lors de leur récent passage sur France Inter, Léa Salamé, goguenarde, ose rappeler à Alain Minc, chantre de « la mondialisation heureuse » qu'« il n'est pas le plus grand ennemi de l'économie de marché » tandis que Jacques Attali, convaincu pour sa part que marché et démocratie vont de pair, souligne qu'« il faut évidemment réduire les dépenses ».

DUEL OU DUO ?

Le numéro semble tellement bien rôdé qu'il serait plus juste de se figurer nos deux éditocrates, souvent présentés comme adversaires, côte-à-côte que face-à-face. À l'instar d'un Jacques Julliard « opposé » à Luc Ferry (voir la séquence qui leur est consacrée dans « Les Nouveaux Chiens de garde »), ou d'un Franz-Olivier Giesbert « confronté » à Laurent Joffrin, force est d'admettre que nos deux essayistes se confortent plus qu'ils ne se confrontent. En témoignent les extraits du « débat » radiophonique du 11 mars dernier :

– **Alain Minc** : *Jacques Attali a parfaitement raison.*

– **Jacques Attali** : *Et Alain... Minc a tout à fait raison. [J. Attali semble oublier un instant qu'il doit feindre une certaine distance avec son interlocuteur...]*

– **A. M.** : *Non, mais je suis tout à fait d'accord avec ce qu'a dit Jacques Attali. [...] Mais surtout il a dit une chose qui est très claire. [Et de poursuivre, sourire complice aux lèvres, au sujet de la taxation sur le capital:] Je sais que nous avons une vraie divergence – enfin – avec Jacques Attali.*

Comme le disait si joliment Jacques Julliard à Luc Ferry au sujet de leur propre proximité, Minc et Attali sont deux intellectuels « qui n'arrivent pas à être en désaccord ». De quoi s'interroger sur l'impérieuse nécessité de faire dialoguer des gens que rien ou presque ne sépare. Un



beau numéro de duettistes – plutôt que de duellistes – en tout état de cause.

VRAIS-FAUX EXPERTS

Que ces vrais-faux débats soient animés par de vrais-faux experts est somme toute logique. Comment pourrait-il en être autrement, d'ailleurs ? Pour occuper de façon continue depuis un demi-siècle une telle surface médiatique, il fallait en effet que nos deux hommes fussent spécialistes de tout... et de rien. Cultivant le transformisme, Minc et Attali cumulent volontiers les casquettes : écrivains, essayistes, économistes, enseignants, hommes d'affaires, conseiller des princes, artistes même... Sans parler de la variété des sujets sur lesquels ils se sentent légitimes à s'exprimer qui vont bien au-delà de l'économie. Être toutologue est en effet la condition *sine qua non* d'une survie médiatique durable. C'est bien parce que nos deux personnages se sont progressivement mués en experts de l'expertise capables de parler de tout et de rien, de dissertar sur les sujets les plus divers, qu'ils continuent d'avoir leur rond de serviette dans les médias dominants. Sans jamais craindre l'erreur ni le ridicule.

ENTRE INCOMPÉTENCE ET ARROGANCE

Et pourtant... S'il faut assurément une bonne dose de confiance en soi – ou d'inconscience – pour intervenir si souvent

sur des sujets si vastes et si nombreux, leur longue expérience médiatique aurait dû les inciter à la prudence voire à la contrition. Mais non. Quand l'un – Attali – glose sur la victoire de la droite espagnole... alors que la gauche vient de l'emporter aux élections législatives de 2004¹, l'autre est convaincu à la veille de la présidentielle américaine de 2016 finalement remportée par Donald Trump que « *Mme Clinton sera élue – Dieu merci* ». Il n'y eut cependant pas que les ratés et les prophéties hasardeuses (celle de Minc à la veille de la crise des subprimes restant un modèle du genre). Il y eut aussi les plagiat ; Minc, condamné multirécidiviste, est orfèvre en la matière. Mais son acolyte n'est pas en reste, aussi très capable de savants tripatouillages qui lui furent aussitôt pardonnés puisque « les guillemets avaient sauté ». Il faut dire que nos intellectuels de plateau livrent en moyenne un ouvrage par an. Dur métier que celui d'éditorialiste multicarte...

LA PRIME À L'IMPOSTURE

Étonnamment, alors que leur incompetence avérée et répétée aurait dû les disqualifier depuis longtemps, le système médiatique n'a jamais cessé de les accueillir à bras ouverts. Comment peuvent-ils continuer de sévir sur les plateaux, dans les studios et à longueur de

chroniques ? Au fond, ce sont de « bons clients » pour les médias dominants, jamais avares de leurs lumières, plutôt heureux d'être là, assez dociles pour ne pas remettre en cause un système qui les nourrit si bien – ou assez habiles pour le faire de manière si convenue et distanciée qu'ils ont la garantie d'être réinvités. S'ils sont indéniablement amis des puissants, y compris médiatiques, il faut leur reconnaître une certaine souplesse dans le jugement qui les autorise à dire aujourd'hui le contraire de ce qu'ils soutenaient hier, sans que quiconque y trouve à redire ; entendre Jacques Attali, pilote de PlaNet Finance, affirmer en 2024 que « *l'important, c'est évidemment tout ce qui pourra créer les conditions de la mobilité sociale et de l'accès de tous aux richesses* » ne manque pas de sel. De même, il est cocasse d'entendre Alain Minc défendre les hausses d'impôt et une certaine régulation de l'économie quand il les combattait naguère avec la dernière vigueur. On est contorsionniste ou on ne l'est pas...

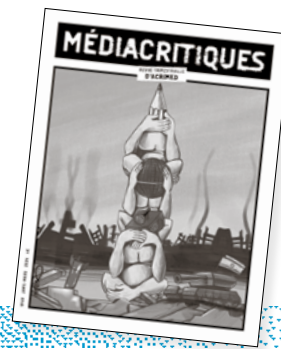
S'il est une leçon à tirer de l'omniprésence persistante de ces bateleurs médiatiques, c'est que l'amnésie journalistique a de beaux jours devant elle ; car pour nos deux hérauts de la pensée, le meilleur moyen de faire oublier leurs errements, c'est encore d'occuper le terrain. Comme le rappelait Jacques Bouveresse citant Karl Kraus, le problème est sans doute moins le mal que l'accoutumance au mal. Pendant combien de temps encore les plagiaires avérés, faussaires de la pensée et fossoyeurs du progrès pourront-ils tenir le haut du pavé médiatique ? ■

1. Lire Mona Chollet, Olivier Cyran, Sébastien Fontenelle et Mathias Reymond, *Les Éditoocrates*, La Découverte, 2009.

ISRAËL-PALESTINE

LE NAUFRAGE DU DÉBAT PUBLIC (SUITE)

En complément
du *Médiacritiques* n°49.



Le 12 février 2024, *Le Monde* mettait en ligne un article titré « Les visages du massacre dans la bande de Gaza », signé de six journalistes, également présent sur la Une de l'édition papier datée du 13 février, dans lequel étaient dressés les portraits de neuf des près de 30 000 victimes de la campagne militaire israélienne contre la bande de Gaza. Le moins que l'on puisse dire est que cet article tranchait singulièrement avec le traitement à l'œuvre depuis le 7 octobre dans les médias dominants. Nous signalions ainsi dans le numéro précédent¹ que « cette séquence a reconduit, voire aggravé la déshumanisation chronique des Palestiniens par le traitement journalistique ordinaire : dans de nombreux médias, ils ont été la plupart du temps réduits, au choix, à des "terroristes", à des individus sans nom ni voix... ou carrément invisibilisés. » Ce constat est toujours opérant, et l'article du *Monde* est malheureusement, selon la formule consacrée, l'exception qui confirme la règle, *a fortiori* si l'on met en regard le traitement réservé aux Palestiniens avec celui appliqué aux victimes israéliennes : depuis le 7 octobre, malgré le bilan effroyable à Gaza et, dans une moindre mesure, en Cisjordanie, le bruit médiatique – entendu comme la somme des effets de cadrage, de (dé)légitimation

et d'imposition de problématiques à l'œuvre dans les grands médias – a été marqué par les doubles standards, les compassions sélectives et, au total, une invisibilisation de la tragédie de Gaza, ultime symptôme d'un phénomène de déshumanisation des Palestiniens.

DOUBLES STANDARDS (1): **INFORMATION ISRAËLIENNE,** **PROPAGANDE PALESTINIENNE**

Informers en temps de conflit armé n'est pas chose aisée, et loin de nous l'idée selon laquelle il suffirait de se baisser pour ramasser les informations, le travail ne consistant alors qu'à les mettre en forme. Les conditions « sur le terrain » ne facilitent guère l'exercice du métier de journaliste, surtout lorsque, comme dans le cas de la bande de Gaza, la zone n'est pas accessible en raison des restrictions imposées par l'État d'Israël. Qui plus est, les guerres et conflits armés sont l'occasion du développement spectaculaire de diverses formes de propagande, auxquelles ont recours toutes les parties, ce qui impose une mise à distance critique pour quiconque veut produire de l'information et pas seulement servir l'agenda de tel ou tel protagoniste.

1. « Myopie et doubles standards », *Médiacritiques* n°49, janv.-mars 2024, p. 12.

À ce titre, il est en premier lieu frappant de constater à quel point la mise à distance a été à géométrie variable selon que les informations venaient de la partie israélienne ou de la partie palestinienne, un phénomène participant de l'adoption des doubles standards qui ont structuré, et structurent aujourd'hui encore, le bruit médiatique. Par «double standard», nous entendons ici la pratique par laquelle les critères de jugement ou d'appréciation – en général non énoncés – changent non en fonction de leur objet mais en fonction de l'individu ou du groupe sur lesquels ils portent. Un exemple particulièrement caricatural nous a été donné à voir par BFM-TV qui, à de multiples reprises et sans visiblement mesurer l'énormité de la chose, a jugé bon, lorsque la chaîne reprenait des images diffusées par l'armée israélienne ou par le Hamas, d'apporter les précisions suivantes:



«*Images fournies par*» vs «*Images de propagande de*»: le «deux poids, deux mesures» est ici particulièrement flagrant et, si tous les grands médias n'ont pas été aussi loin dans la caricature, force est toutefois de constater que les doubles standards quant à la mise à distance des informations fournies par les protagonistes du conflit ont été un marqueur, et une constante, du traitement médiatique de la séquence en cours.

L'un des exemples les plus frappants concerne les bilans humains avec le recours systématique, lorsqu'il s'agit de mentionner le nombre de morts à Gaza dans des articles et dépêches, à la formule «selon le Hamas», parfois même jusque dans les titres:



En soi, cette précision ne serait pas problématique si elle trouvait son équivalent lors de la mention des victimes israéliennes de l'opération armée du 7 octobre – ce qui est beaucoup moins systématiquement le cas – et si elle n'était pas accompagnée de questionnements récurrents quant à la « fiabilité » des chiffres fournis par la partie palestinienne – ce qui n'est jamais le cas concernant Israël. Témoin de la prégnance de ces questionnements, le nombre d'articles qui entendent établir si, oui ou non, ces chiffres sont fiables.

2. Lire « Israël, 7 octobre: un massacre et des mystifications », *Libération*, 11 déc. 2023.



Là encore, il n'y a pas de problème en soi à questionner la fiabilité des chiffres fournis par le Hamas ou, pour être plus précis, par le ministère de la Santé de Gaza. Le contexte de conflit en général et certaines annonces prématurées en particulier, notamment l'origine des tirs et le nombre de victimes lors du bombardement de l'hôpital al-Ahli le 17 octobre, surévalué dans un premier temps, ont incité à ne pas prendre pour argent comptant les chiffres communiqués par les autorités gazaouies qui, en raison du blocus imposé par Israël, sont les seules à pouvoir fournir des chiffres. Mais il est pour le moins troublant de constater que, sur la durée, et ce malgré le travail de vérification d'un certain nombre de journalistes de grands médias (y compris dans les articles dont nous avons reproduits les titres ci-dessus) qui ont établi que l'ONU, l'OMS et les ONG internationales avaient toujours considéré les données du ministère de la Santé de Gaza comme étant fiables, et qu'il en allait de même des... autorités israéliennes, les précautions d'usage se soient transformées en éléments d'une langue automatique dont l'un des principaux effets est de semer le doute quant à la véracité des chiffres.

Le fait que les autorités israéliennes aient pu dans un premier temps surévaluer le nombre de victimes de la sanglante opération armée du 7 octobre 2023 et qu'elles aient en outre relayé voire diffusé de fausses informations², n'a nullement entraîné une telle réaction: ni multiplication des articles du type « Peut-on se fier à... » – dont l'existence même et la répétition dans le temps, quand bien même ils concluraient à la fiabilité des chiffres (ce qui est quasi unanimement le cas), entretiennent un climat de suspicion vis-à-vis des chiffres des autorités de Gaza –, ni lourde insistance sur le fait que tel ou tel chiffre fourni par Israël serait par définition sujet à caution dans la mesure où la source se serait trompée et/ou aurait menti dans un passé récent.

Confirmation de ce phénomène avec la récurrence de l'usage du terme générique « ministère de la Santé du Hamas » en lieu et place de l'appellation officielle de l'institution (« ministère de la Santé de Gaza »), massivement utilisé dans les studios TV/radio et dans les dépêches et articles, là encore jusque dans les titres de ces derniers.



Un choix à notre connaissance unique au monde: nos recherches ont peut-être été insuffisantes, mais nous n'avons pas trouvé d'autres situations où un *ministère* serait systématiquement associé au mouvement politique qui le dirige. Un choix qui n'est là encore pas anodin et qui ne trouve pas davantage son équivalent du côté d'Israël: sauf erreur de notre part, aucun média ne parle du « ministère de la Santé de Netanyahu » ou du « ministère de la Santé du Shas » (parti religieux ultra-orthodoxe auquel appartient le ministre de la Santé israélien Uriel Buzo), mais bien du « ministère israélien de la Santé ».

En accolant le nom « Hamas » au ministère, au regard du traitement médiatique global réservé à cette organisation politique, un puissant effet de délégitimation est à l'œuvre puisque, *de facto*, la suspicion est jetée sur l'institution elle-même et donc sur les informations qu'elle communique. Exemple – parmi bien d'autres – avec cet extrait d'une dépêche publiée sur le site de France Info le 11 janvier 2024: « Le ministère de la Santé du Hamas affirme que 23 469 personnes sont mortes depuis le début de l'offensive israélienne, et fait état de 59 604 blessés. Aucune autre source ne permet de confirmer ce bilan de manière indépendante. » Précaution ou délégitimation?

« L'attaque du Hamas », « selon le Hamas », « le ministère de la Santé du Hamas » : le nom de l'organisation palestinienne revient ainsi en boucle dans les grands médias. Mais cette omniprésence se double paradoxalement d'une spectaculaire absence: la parole est-elle donnée aux militants et dirigeants de ce Hamas dont on parle tant, afin que leur point de vue, aussi critiquable fût-il, soit entendu? Après une recherche approfondie, nous n'avons en réalité trouvé aucune interview en tant que telle d'un membre du Hamas dans la presse écrite et/ou sur les sites des principaux journaux³, tandis que du côté des radios et télévisions, deux seules exceptions confirment la règle, avec l'émission « Complément d'enquête » (France 2, 15 févr.)⁴ et une (très courte) interview de Bassem Naim, responsable des relations extérieures du Hamas à Gaza, diffusée sur BFM-TV le 5 novembre 2023 durant la tranche 18h-19h. Sur les 80 minutes de l'entretien réalisé, via Skype, par le journaliste Igor Sahiri, un montage d'environ une minute et 45 secondes (!) a ainsi été diffusé à l'antenne et mis en ligne sur le site de BFM-TV, encadré d'un propos introductif sur les conditions de l'interview (1'35") et d'un commentaire – fort – critique d'Ulysse Gosset, « éditorialiste politique internationale » (1'20").

3. Signalons tout de même une enquête utile et documentée de Georges Malbrunot pour *Le Figaro* (« Comment le Hamas a organisé dans le plus grand secret son attaque contre Israël », 26 déc. 2023).

4. Un reportage donne la parole à deux responsables du Hamas au Liban: Oussama Hamdane (20 secondes) et Hamad el-Hajj (2 minutes).

Et c'est tout. Signalons ici que nous avons renoncé à comparer cette interview et ces 105 secondes avec le nombre d'interventions et le temps de parole de responsables des autorités civiles et militaires israéliennes, qui ont eu quant à eux micro ouvert pendant plusieurs semaines, notamment sur les chaînes d'information.

L'existence de ces deux seules interviews de dirigeants du Hamas démontre au moins deux choses. La première est évidemment le contraste frappant entre l'omniprésence du Hamas comme *objet* médiatique et son absence comme *sujet* médiatique, notamment dans les médias audiovisuels: on parle du Hamas, mais le Hamas ne parle pas. Le point de vue de l'organisation n'est jamais donné à voir, lire ou entendre, ou alors uniquement sous forme d'extraits d'allocutions ou de citations partielles de communiqués et déclarations. Or, ce que démontre aussi l'existence de cette interview sur BFM-TV, c'est qu'il est *possible* de s'entretenir avec des responsables du Hamas et de leur permettre de s'exprimer, quitte à les contredire et/ou à commenter de manière critique leurs propos.

Ce que confirme un regard à l'international: en plus des multiples interviews accordées à des médias en langue arabe, nous avons ainsi pu trouver – liste non exhaustive – des entretiens avec de hauts responsables du Hamas du côté du *New York Times*, du *Times*, de *The Economist*, du *New Yorker*, du *Corriere della Serra*, du *Temps* ou encore de l'agence Associated Press, et également, dans l'audiovisuel, côté BBC, CBS, NBC, Sky News ou ABC. Cette spectaculaire absence dans les médias français est une expression exemplaire des doubles standards à l'œuvre, et joue un rôle éminemment négatif du point de vue de l'information en laissant entendre que le Hamas n'a rien à dire et qu'il n'y a donc rien à comprendre, le mouvement apparaissant comme une organisation sans idées, sans programme, sans revendications, mais dont on rappelle en revanche, en permanence, le caractère «terroriste».

Se dégage ainsi un bruit médiatique qui – c'est le moins que l'on puisse dire – ne sert guère l'infor-

mation en biaisant considérablement, quand bien même cela ne serait pas fait sciemment, la réception que le public peut avoir de telle ou telle information. Au-delà, c'est aussi parce qu'ils font écho à ce bruit de fond que certains spécialistes des outrances peuvent se permettre d'asséner leurs «vérités» sans les argumenter et sans qu'on leur demande de s'expliquer. À l'instar de Caroline Fourest le 29 octobre 2023 sur BFM-TV, en réponse à une question du désormais incontournable Benjamin Duhamel portant sur la «guerre de l'information» entre Israël et les Palestiniens:

Les responsabilités journalistiques dans ces moments-là sont immenses. C'est-à-dire que quand on a une source unique terroriste [les autorités de Gaza] il faut le préciser, il faut savoir qu'il faut diviser les chiffres, si ce n'est par 5, au moins par 10 [sic]. Et néanmoins [...] il ne s'agit pas de nier qu'il y a des pertes civiles aujourd'hui dans la bande de Gaza.

Benjamin Duhamel, qui avait (timidement) fait remarquer un peu plus tôt que le bilan des autorités de Gaza «était repris régulièrement lors des précédents conflits sans que... pas grand-monde y voit euh... source à commentaires», ne commentera pas, ni n'interrogera son «invitée de la semaine» à propos de ses méthodes de calcul. Bien au contraire, sa «relance» sera la suivante: «Compte tenu des méthodes du Hamas que vous évoquiez, est-ce que la bataille est perdue d'avance pour Israël dans cette guerre de la propagande?»

Ou comment, à la faveur du bruit médiatique, des inepties, pourtant invalidées par les institutions et les ONG internationales, ainsi que par des enquêtes journalistiques, y compris dans des médias mainstream, peuvent être proférées à l'antenne à une heure de grande écoute sans que leurs auteurs soient un tant soit peu questionnés. Soulignons que la très grande expertise et la très grande rigueur de Caroline Fourest lui avaient déjà valu d'être invitée quelques jours plus tôt par Laurent Delahousse lors de la séquence «20h30 le dimanche» sur France 2, au cours de laquelle elle avait notamment énoncé cette profession de foi: «C'est très important d'être attaché aux faits, quand ils nous arrangent ou quand ils nous dérangent.» (22 oct. 2023) Certes.

DOUBLES STANDARDS (2):

INTERVIEWS À GÉOMÉTRIE VARIABLE

Ce rapport biaisé et déséquilibré aux sources d'information est, nous le disions, l'un des révélateurs d'un phénomène plus global d'application de doubles standards, entendus comme des principes différenciés selon qu'ils s'appliquent à telle ou telle partie en présence. En l'espèce, les règles qui s'appliquent aux Palestiniens et à leurs soutiens – réels ou supposés – ne sont pas les mêmes que celles qui s'appliquent à l'État d'Israël et à ses soutiens – réels ou supposés. Ce qui est également particulièrement manifeste dans les interviews audiovisuelles avec, d'un côté, des invités se posant, à des degrés divers, en défense d'Israël, qui peuvent dérouler leur argumentation quand bien même certaines questions n'iraient pas dans le sens de leurs propos et, de l'autre, des invités se posant, à des degrés divers, en défense des Palestiniens et à qui l'on oppose systématiquement des contre-arguments (de plus ou moins bonne foi), quitte à les interrompre voire à les empêcher de s'exprimer. Nous nous appuierons ici, en comparant des interviews dans des configurations identiques (mêmes médias, tranches horaires et journalistes), sur trois exemples illustrant le sort qui a pu être réservé à trois grands types d'invités: acteurs locaux, responsables politiques français, intellectuels convoqués pour leur « expertise ».

Nous avons déjà signalé un exemple typique de ce « deux poids, deux mesures » en comparant deux interviews diffusées à quelques minutes d'intervalle sur l'antenne de BFM-TV le 10 octobre 2023. Olivier Rafowicz, colonel de réserve et porte-parole de l'armée israélienne, avait alors pu s'exprimer en duplex sans être interrompu ou sans que ses propos soient commentés par les journalistes, même lorsqu'il déclarait: « *Nous sommes en train aujourd'hui de frapper très durement la bande de Gaza. Ils peuvent pleurer, ils peuvent appeler au secours, rien n'y fera.* » Quelques minutes plus tard, Ziad Medoukh, professeur de français gazaoui, également en duplex, subissait un sort très différent, avec en plateau un Maxime Switek tenant à contredire son interlocuteur lorsque ce

dernier insistait sur le terrible bilan humain à Gaza: « *Mais vous savez ce que répond Israël et l'armée israélienne. [...] Il y a ce discours-là aussi face à vous, qui est de dire: on ne vise pas les civils palestiniens, on ne vise pas les civils. Ceux que l'on vise, ce sont le Hamas. Le Hamas qui, d'une certaine manière, prend en otage la population palestinienne.* » Et alors que Ziad Medoukh répondait au journaliste en évoquant notamment la « *propagande israélienne* », Maxime Switek enfonçait le clou: « *Vous parlez de "l'armée d'occupation", Israël a quitté la bande de Gaza il y a maintenant 17 ans ou 18 ans me semble-t-il⁵... Merci beaucoup Ziad Medoukh d'avoir été en direct avec nous* », le duplex étant brusquement interrompu.

Cet exemple est symptomatique des traitements différenciés à l'œuvre, lesquels valent aussi pour les responsables politiques, comme a pu par exemple s'en rendre compte le député LFI François Ruffin, également sur BFM-TV, le 15 octobre 2023. Alors qu'il était l'invité de l'interview dominicale de la chaîne (« BFM politique »), il a ainsi été interrompu à pas moins de 27 reprises en un peu plus de neuf minutes consacrées à la situation en Israël-Palestine, soit en moyenne une fois toutes les 20 secondes⁶, se retrouvant dans l'impossibilité de formuler la moindre idée et le moindre argument. Deux semaines plus tard, Xavier Bertrand, élu LR, invité à la même émission, a été interrompu 12 fois en 16 minutes consacrées au même sujet, soit en moyenne une fois toutes les 80 secondes, soit quatre fois moins que François Ruffin, alors qu'il avançait des positions pour le moins... discutables: « *Il faut éradiquer le Hamas* » ; « *Ça sera eux ou nous* » ; « *Un cessez-le-feu permettrait au Hamas de se structurer davantage encore* » ; « *Le Hamas a commis les pires atrocités qu'on n'ait pas vu depuis la Shoah* » ; « *[Le Hamas] utilise la population palestinienne comme bouclier humain* » ; « *[Les victimes civiles à Gaza] sont les victimes du Hamas* » ; etc. Signalons en outre que les interruptions ont été non seulement beaucoup moins nombreuses mais aussi beaucoup moins virulentes, donnant à voir des doubles standards à la fois quantitatifs et qualitatifs...

5. Maxime Switek est de toute évidence mal renseigné sur ce que dit le droit international. Gaza est en effet toujours considérée comme un territoire occupé.

6. Lire « Au nom d'une "guerre juste" », *Médiacritiques* n°49, janv.-mars 2024, p. 28.

Troisième illustration du phénomène avec le procédé consistant à reprocher à certains invités, convoqués comme « experts », d'avoir des « biais ». Comprendre: votre propos n'a pas une vocation informative, il est l'expression d'un point de vue situé. On pourrait se contenter de faire remarquer que toute parole est par définition un point de vue, entendu comme le point depuis lequel on voit, et que le rappeler n'est pas, en soi, un problème. Mais le problème commence lorsque ces rappels sont à géométrie variable: tous les invités n'étant pas logés à la même enseigne, un soupçon de parti pris se développe concernant certains d'entre eux, produisant des effets de délégitimation et, par là même, de légitimation de ceux à qui le reproche n'est pas fait.

Exemple avec Rafaëlle Maison, professeure de droit international, invitée le 3 janvier 2024 dans la tranche « Enjeux internationaux » de la matinale de France Culture. Au programme: la saisine, par l'Afrique du Sud, de la Cour internationale de justice (CIJ), au titre de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. Avec un grand thème, formulé au début de l'entretien par le journaliste-animateur Guillaume Erner: « *Dans quelle mesure les actions militaires d'Israël sur la bande de Gaza répondent-elles ou non à la définition juridique du génocide ?* ». La majeure partie de l'interview se déroule « normalement », la juriste ayant le temps d'exposer un raisonnement, avançant des arguments juridiques allant dans le sens d'une recevabilité de la démarche de l'Afrique du Sud devant la CIJ. C'est alors que le journaliste, tandis que la fin de l'entretien approche, lui demande: « *Est-ce que l'on pourrait considérer que les actions du Hamas le 7 octobre tombent également sous le coup de l'accusation de génocide [...] ?* » Rafaëlle Maison répond qu'elle n'est « *pas très convaincue par cette idée* » et tente d'expliquer pourquoi, mais elle est alors interrompue à deux reprises par un Guillaume Erner visiblement agacé, qui finit par lui lancer: « *Je crois que nous n'allons pas être en accord. Je pense que vous avez une vision biaisée des attaques du 7 octobre.* » L'interview se termine abruptement quelques instants plus tard, alors que la juriste explique que « *personne ne nie que la prise d'otages soit un crime de guerre dans le droit international* » avant d'être coupée d'un « *Je ne parlais pas des prises d'otages, là, je parlais des meurtres. Merci beaucoup, Rafaëlle Maison.* »⁷ Un épisode symptomatique, qui n'est là encore qu'un exemple parmi d'autres, au cours duquel la parole d'une invitée est délégitimée, sans possibilité d'un échange argumenté, au motif qu'elle serait l'expression d'une « *vision biaisée* ».

Le même Guillaume Erner a pourtant, au cours de la séquence post-7 octobre, fait preuve de beaucoup plus de compréhension à l'égard d'autres « experts », s'est bien gardé de traiter ses invités comme il l'avait fait avec Rafaëlle Maison, et n'a par exemple pas accusé l'historien Stéphane Courtois, invité le 14 novembre 2023, d'avoir une « *vision biaisée* » lorsque ce dernier a affirmé, au moyen d'un parallèle douteux avec... Staline, que le Hamas s'était rendu coupable d'un « *génocide* ».

Ces doubles standards dans les interviews participent en réalité d'une forte distorsion, voire d'un anéantissement, du principe même du pluralisme. Il ne s'agit pas ici pour nous, en effet, de se limiter à constater l'existence d'un « *deux poids, deux mesures* », mais bien de s'interroger sur ses conséquences concernant l'information sur le conflit opposant Israël aux Palestiniens. Or, les interviews à géométrie variable s'inscrivent dans un processus d'imposition d'un cadrage médiatique au sein duquel le périmètre du débat est considérablement restreint, intervieweurs et éditorialistes décidant de manière arbitraire, autoritaire et, de toute évidence, asymétrique, quels sont les points de vue légitimes. Tant pis pour le pluralisme, tant pis pour l'information, tant pis pour le public: ainsi va la vie au royaume des doubles standards.

COMPASSIONS SÉLECTIVES: «IL Y A DES VICTIMES CIVILES CERTES, MAIS»

L'une des expressions les plus spectaculaires de la normalisation de ces doubles standards est la banalisation des compassions sélectives, y compris dans leur expression la plus brutale. On pense ici en premier lieu aux multiples interventions d'éditorialistes et autres intellectuels de plateaux qui, avec plus ou moins de circonvolutions, ont pu nous expliquer, tout en s'en défendant, que toutes les vies et/ou toutes les morts ne se valaient pas, tout dépendant, selon ces brillants esprits, des intentions – supposées – des auteurs des crimes.

– **Pensée de Raphaël Enthoven:** *Il y a une différence à faire entre des gens, des civils qui sont assassinés dans la rue par des commandos islamistes, qui débarquent dans les villages pour brûler les maisons, et les victimes collatérales de bombardements consécutifs à cette attaque. Je pense qu'il faut marquer cette différence, que c'est même très important de la faire. Là encore, ça n'est pas commensurable. [Sur le plateau: « Hélas à la fin c'est des enfants qui meurent. »] Bien sûr.* (BFM-TV, 10 oct. 2023)

7. Lire aussi « Israël-Gaza: France Culture et la chercheuse "biaisée" », Arrêt sur images, 11 janv.

– **Question de David Pujadas:** *Est-ce que je peux vous poser une question très délicate, mais au fond, est-ce qu'il n'y a pas le sentiment chez certains que les civils à Gaza seraient, peut-être pas complices, mais voyez, comme on le dit des Russes... Souvent, on entend dire des Russes, de la population russe: «Bah, il y a des manifestations, ils ne sont pas beaucoup descendus dans la rue, qu'est-ce qu'ils font pour contester Poutine, on n'a pas le sentiment que le sort de l'Ukraine vraiment les préoccupe beaucoup.» Est-ce qu'on est là dans ce même cas de figure ou est-ce qu'il faut dire «Un civil à Gaza, c'est la même chose qu'un civil en Israël»? (LCI, 11 oct. 2023)*

– **Conversation entre Christophe Barbier (C. B.) et Olivier Truchot (O. T.)**

C. B.: *[On ne peut pas] mettre sous le même vocable, comme l'a fait Mathilde Panot, le vocable de «crime de guerre», ce que fait l'armée d'une démocratie, Tsahal, ce que fait l'armée d'Israël, et qui est une action militaire et qu'il faut surveiller et contrôler parce qu'il peut toujours y avoir des bavures, et de l'autre côté des actes terroristes. Mettre dans ce fourre-tout des actes qui sont substantiellement différents. Non seulement au regard du droit mais au regard de la philosophie et de la morale...*

O. T.: *D'un côté des actes de barbarie qui tuent des civils délibérément, de l'autre il y a des victimes civiles certes mais qui sont des dommages collatéraux on va dire.*

C. B.: *Voilà. C'est une chose de tuer des civils voire des enfants dans un bombardement, parce que la guerre c'est ça, toutes les guerres c'est ça, et puis de l'autre côté de rentrer dans une maison, de voir un enfant dans un berceau et de froidement le tuer, c'est pas la même chose. (BFM-TV, 23 oct. 2023)*

– **Vérité de Caroline Fourest** [Face aux acquiescements de Benjamin Duhamel]: *On ne peut pas comparer le fait d'avoir tué des enfants délibérément, en attaquant comme le fait le Hamas, et le fait de tuer des enfants involontairement comme le fait Israël. Cette différence-là ce n'est pas pour dire que c'est plus grave ou moins grave qu'un enfant meure d'un côté ou de l'autre. Un enfant qui meurt c'est toujours grave, c'est grave pour sa famille, c'est grave. Mais en revanche refuser cette distinction intellectuelle et morale entre l'intention de tuer pour attaquer [sic] quelqu'un en raison de qui il est, ce qui est un acte raciste, ce qui est un pogrom, et encore une fois bombarder pour se défendre, au risque de tuer des civils ça n'est pas la même démarche, ça n'est pas la même intention et c'est normal que ça n'entraîne pas exactement les mêmes réactions. Ça entraîne de la tristesse mais ça n'entraîne pas exactement les mêmes commentaires et c'est normal parce que ça n'est pas la même chose en réalité. (BFM-TV, 29 oct. 2023)*

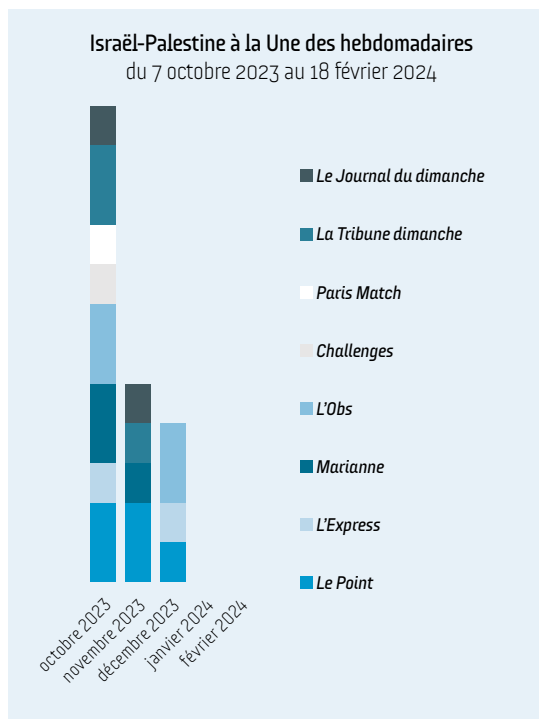
– **Illumination d'Abnousse Shalmani** (chroniqueuse à *L'Express* et sur LCI): *L'armée israélienne fait tout pour éviter de massacrer des civils, c'est des dommages collatéraux. [...] Entre des terroristes qui viennent sur un territoire et qui volontairement tuent des femmes, des hommes, des vieillards, des enfants, mais*

parce qu'ils sont juifs, et une armée qui essaie d'éviter au maximum de tuer des civils mais qui sont utilisés comme boucliers humains par le Hamas c'est quand même pas la même chose. Ça donne le même mort [sic] et les morts ont tous la même valeur mais l'armée israélienne ne va pas massacrer des civils. (i24News, 13 févr.)

Ces propos sont-ils représentatifs? Le moins que l'on puisse dire est que nous n'avons malheureusement pas eu à chercher longtemps pour les trouver et que les exemples que nous citons ici ne représentent qu'une mince partie des expressions de compassion sélective qui ont pu être entendues dans la plupart des grands médias audiovisuels, au premier rang desquels les chaînes d'information. Précisons en outre – et surtout – que leurs auteurs n'ont pas été particulièrement chahutés sur les plateaux lorsqu'ils ont fait ces déclarations, qui n'ont visiblement pas choqué les autres journalistes et éditorialistes présents, et qui ne leur ont pas valu d'être mis à l'écart des antennes, bien au contraire. Les déclarations ci-dessus ne sont dès lors en rien des «dérapages», et on en déduit donc qu'il est permis de considérer des milliers, voire des dizaines de milliers de morts comme des «dommages collatéraux», de prétendre que même s'il est «triste» ou «grave» que des enfants meurent, il peut y avoir des raisons légitimes à leur mort, ou laisser entendre que certains civils pourraient être considérés comme étant moins civils que d'autres. Cela est permis, mais à une condition: que ces morts, ces enfants, ces civils soient des Palestiniens de Gaza.

Soulignons ici que l'on ne saurait comprendre comment ces formes brutales de compassion sélective peuvent s'exprimer aussi librement si l'on ne les rapporte pas au bruit médiatique global auquel elles font écho. Depuis le 7 octobre 2023, le «deux poids, deux mesures» quant à l'attention portée à la vie des Palestiniens et à celle des Israéliens est en effet patent, comme l'illustrent par exemple les choix éditoriaux des principaux hebdomadaires, qui se sont notamment exprimés dans les Unes de ces derniers, elles aussi particulièrement révélatrices du bruit (et des silences) médiatiques duquel elles participent. Nous avons ainsi examiné l'ensemble des Unes de huit hebdomadaires (*Le Point*, *L'Express*, *Marianne*, *L'Obs*, *Paris Match*, *Challenges*, *La Tribune dimanche* et le *Journal du dimanche*) sur la période allant du 7 octobre au 18 février, soit 19 semaines⁸. Au total, ces huit titres ont consacré 21 Unes au conflit opposant Israël aux Palestiniens, avec une inégale répartition en termes de chiffres (de une pour *Paris Match* et *Challenges* à cinq pour *Le Point*), de dates (12 en octobre, cinq en novembre, quatre en décembre) et de contenu.

8. Nous avons décidé de ne retenir que les Unes dont le titre principal concerne la situation en Israël-Palestine.



Premier constat: si les premières semaines de la séquence ouverte le 7 octobre 2023 ont attiré l'attention des hebdomadaires au point qu'ils choisissent de faire leur Une sur la question, le moins que l'on puisse dire est que cette attention est vite retombée. Ainsi, seuls *L'Obs*, *L'Express* et *Le Point* ont consacré, depuis fin novembre, une Une liée à la situation en Israël-Palestine (en décembre), alors que les huit hebdomadaires étudiés l'avaient fait dans leur édition suivant le 7 octobre 2023. Une tendance qui s'est approfondie début 2024 avec... zéro Une jusqu'à mi-février. À première vue, la longue tragédie des Palestiniens de Gaza ne semble pas susciter autant d'émotion et d'intérêt que le terrible drame vécu par les Israéliens le 7 octobre 2023.

Une impression confirmée par le contenu des 21 Unes étudiées. Ainsi, seule une d'entre elles traite spécifiquement de la situation à Gaza (4,8%), contre 10 centrées sur Israël (47,6%), six sur le « conflit » en général (28,6%) et quatre sur des sujets plus « décentrés » type « Jérusalem: 3 000 ans de passion » ou « Israël-Palestine: la France est-elle totalement communautarisée ? » (19%). Autrement dit, à part *La Tribune dimanche* à une reprise, aucun hebdomadaire n'a jugé pertinent de mettre Gaza à la Une pendant quatre mois⁹. Une partialité d'autant plus marquée que les Unes centrées sur l'État d'Israël n'ont guère vocation à mettre en avant la violence de sa campagne militaire, mais plutôt à susciter l'empathie:

« Israël dans le piège terroriste du Hamas », « Israël: l'odieux chantage aux otages », « Terreur sur Israël », « Israël: l'onde de choc », « 7 octobre 2023: un pro-grom au XXI^e siècle », « La guerre et après: le destin d'Israël »... Les Palestiniens quant à eux n'existent pas, sinon comme des terroristes et des preneurs d'otages, et l'on notera au passage, d'une part, que si le mot « Palestine » apparaît deux fois en Une (de *Marianne*), c'est dans un surtitre « Israël-Palestine », et, d'autre part, que le mot « palestinien » n'apparaît jamais, tandis que les mots « Israël » ou « israéliens » comptent quant à eux 15 occurrences. Avec une mention spéciale au *Point* qui, sur ses cinq Unes liées à la situation en Israël-Palestine, en a consacré quatre à Israël et une à « L'islamisme: ses crimes, nos dénis », apportant sa pierre à l'édifice de la normalisation des compassions sélectives.

UNE INVISIBILISATION DE LA TRAGÉDIE DE GAZA

Cela peut sembler au premier abord paradoxal, mais les silences font partie du bruit médiatique, et s'intéresser à ce qui est tu n'a pas moins d'intérêt que s'intéresser à ce qui est dit. Le silence assourdissant des hebdomadaires à propos de Gaza participe des doubles standards que nous étudions ici et se révèle être, en définitive, l'un des symptômes d'un processus d'invisibilisation de la petite bande côtière assiégée et bombardée et, plus globalement, des Palestiniens.

Ce processus a en réalité débuté dès les premiers jours qui ont suivi le 7 octobre 2023, comme nous l'avons déjà relaté en constatant par exemple que sur BFM-TV, « au soir du 8 octobre, les présentateurs en plateau, les bandeaux et les reportages ne cessaient de dénombrer "au moins 700 morts et 2 100 blessés", soit un bilan de victimes israéliennes. Quant aux Palestiniens, ils étaient littéralement absents, alors que les bombardements avaient déjà causé des centaines de morts à Gaza. » Le début de la « deuxième phase » de la campagne militaire d'Israël contre Gaza le 27 octobre 2023 avait été l'occasion d'une confirmation de ce phénomène, avec la multiplication des interventions affirmant ou laissant entendre que, jusqu'alors, Israël n'avait pas réellement attaqué Gaza¹⁰:

– **Ronald Guinrange (journaliste à BFM-TV), le 27 octobre 2023:** *La contre-offensive israélienne a-t-elle véritablement débuté? [...] Cette réplique israélienne, est-ce qu'on s'en rapproche désormais?*

– **François Gapihan (journaliste à BFM-TV), le 27 octobre 2023:** *Pour vous, il semble illusoire [...] de pouvoir protéger d'une quelconque manière les civils dans la bande de Gaza et dans la*

9. Pour être tout à fait exact, *L'Obs* a bien mis à la Une, dans son édition du 19 octo 2023, une photo de Gaza. Mais le texte complet (« Israël-Gaza, au bord de l'abîme: la catastrophe humanitaire, le risque de contagion régionale, le retour de la menace terroriste ») nous a conduits à classer cette Une dans la catégorie « Le "conflit" en général ».

10. Lire « Une propagande "en continu" », *Médiacritiques* n°49, janv.-mars 2024, p. 34.

perspective d'une réponse majeure d'Israël qui commence actuellement peut-être ?

– Article sur le site de France Info, le 29 octobre 2023, à propos d'une famille gazaouie: Ils étaient coupés du monde depuis vendredi 27 octobre, 17h30, lorsque l'armée israélienne a commencé à pilonner la bande de Gaza.

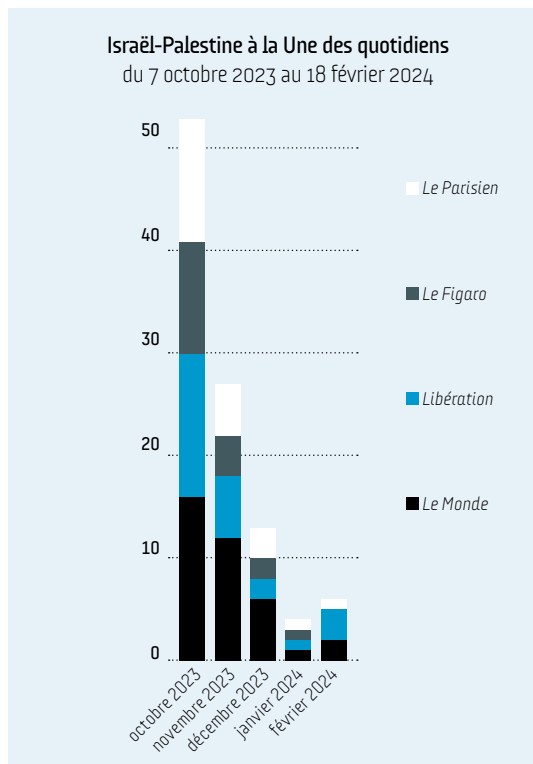
– Camille Diaou (animatrice de « C ce soir »), le 30 octobre 2023: Est-ce que ce qui se passe à Gaza depuis trois jours vous semble être dans le cadre d'une riposte légitime, justifiée, proportionnée ou est-ce qu'on est en train d'assister à ce que j'appellais le début d'une fuite en avant ?

– Benjamin Duhamel (BFM-TV) ne réagit pas face à un Xavier Bertrand qui déclare en interview le 28 octobre « [qu']Israël, ce n'est pas trois jours après qu'ils sont intervenus, c'est trois semaines après ».

Rappelons qu'à la date du 27 octobre 2023, 7 000 Palestiniens avaient été tués en trois semaines de bombardements sur Gaza, que Médecins sans frontières avait expliqué que « malgré les annonces d'Israël laissant penser qu'il existe des lieux sécurisés pour la population prise au piège dans la bande de Gaza, elle est en réalité exposée aux bombardements dans l'ensemble du territoire » (14 oct.), que le secrétaire général des Nations unies avait appelé à un « cessez-le-feu humanitaire immédiat » (18 oct.), qu'Amnesty International dénonçait « la catastrophe humanitaire sans précédent qui touche la bande de Gaza et s'aggrave de jour en jour » (26 oct.), ou encore que l'Assemblée générale des Nations unies venait d'adopter une résolution exigeant « une trêve humanitaire immédiate, durable et soutenue » (27 oct.).

Si tous les grands médias ne sont évidemment pas à logger à la même enseigne, nos observations nous amènent toutefois à constater que le phénomène d'invisibilisation de Gaza et des Palestiniens a été rapide et massif, et que la longue tragédie de Gaza – toujours en cours – a très rarement fait la Une, le sujet Israël-Palestine étant quant à lui peu à peu relégué au second plan sans que cela corresponde à une quel-

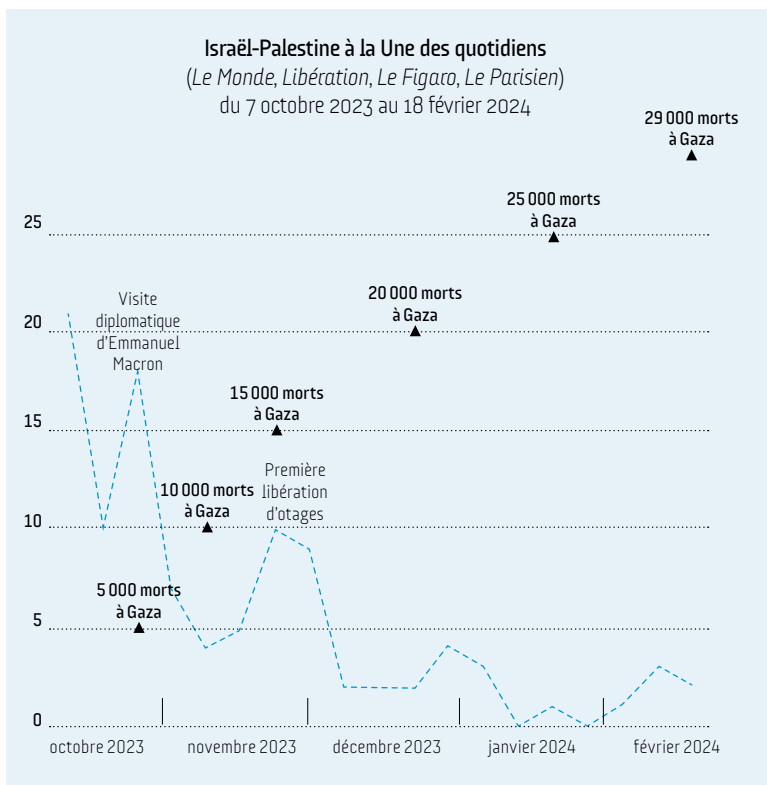
conque « accalmie » sur le terrain. Ce que confirme par exemple notre étude des Unes de quatre grands quotidiens (*Le Monde*, *Libération*, *Le Figaro*, *Le Parisien*) sur la période allant du 9 octobre au 18 février, soit un total de 452 éditions. Sur la durée, le constat concernant les Unes traitant du sujet Israël-Palestine¹¹ est le même que pour les hebdomadaires, à savoir celui d'un désintérêt manifeste après une notable attention éditoriale lors des tous premiers jours: 53 Unes cumulées en octobre (dont 21 la semaine du 9 au 15), 27 en novembre, 13 en décembre, quatre en janvier et six en février (du 1^{er} au 18). Si *Le Monde*, cela mérite d'être signalé, se distingue par une baisse moindre en novembre et décembre, le tableau d'ensemble est sans appel.



Au-delà de ce constat global d'une disparition progressive du conflit opposant Israël aux Palestiniens et, partant, d'une invisibilisation de la situation catastrophique à Gaza, une étude plus précise nous per-

11. Pour le choix des Unes, même remarque méthodologique que celle concernant les hebdomadaires (cf. note 8). Avec une exception toutefois: la Une du *Monde* daté du 13 février a été incluse dans notre sélection, l'article « Gaza: les visages du massacre », bien que n'étant pas le titre « principal », occupant une place particulièrement visible en raison de son positionnement et de la taille de la titraillie et des photos.

met en outre de constater que les rares moments de regain d'intérêt sont largement décorrélés du drame en cours sur le terrain.



12. « Informer sur le Proche-Orient », *Médiacritiques* n°3, avr.-juin 2012, p. 18.

13. Lire « Désinformation par omission », *Médiacritiques* n°49, janv.-mars 2024, p. 18.

Ainsi, le premier des deux « événements » à avoir enrayé la chute d'attention est la visite d'Emmanuel Macron en Israël et à Ramallah le 24 octobre, avec sept Unes sur les 18 de la semaine du 23 au 29 octobre. Confirmation d'une tendance lourde que nous avons pointée en 2012¹², celle du « journalisme de diplomates », que nous décrivions ainsi : « Il s'agit de l'alignement quasi-systématique des lignes éditoriales sur l'agenda diplomatique. Il ne s'agit pas seulement de privilégier, ou de valoriser, les analyses et les propositions de la diplomatie française et, plus généralement, occidentale. Il s'agit bien souvent de trier les informations, consciemment ou non, en fonction des aléas du mal-nommé "processus de paix". » L'enjeu n'est pas tant d'informer sur les évolutions de la situation concrète sur le terrain que de suivre les faits et gestes de tel ou tel ministre ou, en l'espèce, du président de la République, de rapporter et (faire) commenter ses rencontres, ses propositions, y compris lorsqu'elles ne débouchent sur absolument rien, comme ce fut le cas avec la visite d'Emmanuel Macron.

Le second « événement » qui a ramené l'attention sur la région est l'accord de trêve et d'échange de prisonniers entre Israël et le Hamas, qui a – entre

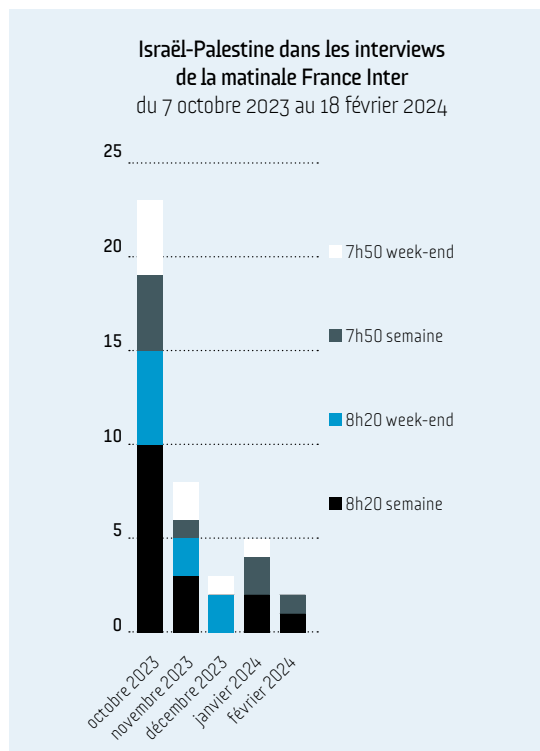
autres – débouché sur la première vague de libération d'otages israéliens (à partir du 25 novembre). Soulignons que durant le mois écoulé depuis la visite d'Emmanuel Macron, l'offensive israélienne s'était accentuée, que la situation humanitaire dans la bande de Gaza s'était considérablement dégradée et que le cap symbolique des 10 000 morts avait été franchi, sans que cela suscite une quelconque agitation éditoriale. Dans le détail, concernant la période de regain d'intérêt du 19 au 29 novembre (avec 16 Unes), le mot « otages » apparaît 10 fois en Une, le mot « trêve » quatre fois et les prisonniers palestiniens... ne sont jamais évoqués. Une sélection qui en dit là encore long quant aux choix éditoriaux, quant à ce que l'on donne ou pas à voir et, plus généralement, quant à ce(ux) dont on parle et ce(ux) dont on ne parle pas. Mention spéciale au *Parisien*¹³ qui a produit en 10 jours quatre Unes sur les otages avant de se désintéresser à nouveau de la région, pour n'y revenir que près de trois semaines plus tard avec une Une consacrée à... la mort d'un otage, puis une semaine après avec une Une sur... les ex-otages.

Un constat qui s'est vérifié par la suite : après le frémissement de la période du 25 novembre, le conflit opposant Israël aux Palestiniens a été relégué à l'arrière-plan et, hormis quatre Unes du *Monde* (4, 11, 26 et 27 décembre, une exception qui mérite d'être soulignée), deux Unes de *Libération* (6 et 27 décembre) et une Une du *Figaro* et du *Parisien*, la bande de Gaza a quasi-disparu durant le mois de décembre, pour ensuite n'être mentionnée à aucune reprise en Une lors du mois de janvier, malgré – entre autres – l'approfondissement de la catastrophe humanitaire, le franchissement du cap symbolique des 25 000 morts et la saisine de l'Afrique du Sud devant la Cour internationale de justice. Notons au passage que c'est durant cette même période que le site du *Monde* a choisi de mettre un terme à son « direct permanent », en cours depuis le 7 octobre. Une décision mise en œuvre le 22 décembre, soit le jour où le ministère de la Santé de Gaza annonçait que le cap des 20 000 morts avait été franchi.

Cela va sans dire, mais cela va mieux en le disant : les données que nous exposons ne préjugent

pas de l'orientation et de la qualité des articles en pages intérieures, et l'on doit souligner que *Le Monde* (surtout), *Libération* (aussi) et *Le Figaro* (moins) ont assez régulièrement produit des analyses et reportages de très bonne facture. Mais cela n'invalide malheureusement pas notre constat relatif au bruit médiatique et aux silences qui ont participé, à l'échelle du champ journalistique, de l'invisibilisation de la tragédie de Gaza. Comme nous le soulignons dans le numéro précédent¹⁴, le bruit médiatique n'empêche certes pas, à la marge, d'autres sons de cloche de se faire entendre, mais il est suffisamment puissant pour les atténuer considérablement, voire les rendre inaudibles.

Et ce n'est pas la matinale de France Inter qui a inversé cette tendance globale à l'invisibilisation, comme le montre notamment ce récapitulatif des deux « grandes » interviews (7h50 et 8h20) du programme radio le plus écouté de France, pour lequel nous avons comptabilisé l'ensemble des invités qui l'ont été pour s'exprimer sur le conflit opposant Israël aux Palestiniens durant la période du 8 octobre au 18 février¹⁵.



¹⁴. «Bruit et silences médiatiques», *Médiacritiques* n°49, janv.-mars 2024, p. 4.

¹⁵. Pour notre étude, nous avons retenu les interviews concernant spécifiquement le conflit opposant Israël aux Palestiniens, ainsi que les entretiens durant lesquels l'invité a été interrogé durant une durée significative sur cette question (au moins un tiers de la durée totale de l'interview).

¹⁶. «TF1, France 2: 29 heures de JT, 5 minutes pour les Gazaoui-es», Arrêt sur images, 15 févr.

Un autre cas d'école que nous ne développerons pas autant que les précédents tant les constats se rejoignent. On note ainsi par exemple qu'aucun entretien spécialement dédié à la situation en Israël-Palestine n'a eu lieu à 8h20 en semaine, soit le créneau le plus exposé et le plus relayé, entre le 21 novembre 2023 et le 23 janvier 2024, cette dernière interview étant lancée par Nicolas Demorand avec la question suivante: «*Il y a une semaine Israël annonçait que la phase intensive des combats se terminerai bientôt. Ce matin, on apprend que 21 soldats israéliens ont été tués hier, bilan quotidien le plus lourd depuis le début de la guerre. Qu'est-ce que cela dit, Frédéric Encel, quelle lecture faites-vous de la situation?*» Un choix pour le moins significatif, *a fortiori* lorsque l'on sait qu'à aucun moment de l'interview le bilan humain à Gaza (qui s'élevait alors à plus de 25 000 morts) ne sera mentionné.

LA DÉSHUMANISATION DES PALESTINIENS

Les observations d'Arrêt sur images concernant les JT¹⁶ confirment elles aussi la dynamique d'invisibilisation du conflit en général et de Gaza en particulier. Du 4 au 15 février 2024 à la mi-journée, Arrêt sur images a visionné les JT de 13h et 20h de TF1 et France 2, pour un total de 46 JT et près de 30 heures d'antenne. Là encore, le constat est sans appel:

Dans les deux journaux de TF1, comme dans les 13 heures de France 2, le sort des Gazaoui-es ne fait l'objet d'aucune séquence dédiée, que ce soit avec un reportage ou en plateau. Et aucun journal, d'aucune chaîne, n'a indiqué sur cette période de bilan chiffré du nombre total de morts à Gaza, plus de 28 000 à ce jour. Deux séquences font exception, toutes deux diffusées dans le 20 heures de France 2 pour un total de 5 minutes d'antenne.

Une absence de Gaza et des Palestiniens d'autant plus notable que, dans le même temps, «*les otages israélien-nes, ainsi que les annonces de l'État hébreu, bénéficient d'une couverture médiatique [...] [pour un total d']un peu plus de 26 minutes consacrées aux otages du 7-October ou à des informations venant d'Israël.*»

Des constats qui s'inscrivent dans la lignée, concernant les JT, de ceux réalisés plus tôt par Célia Chirol, doctorante en sociologie des médias et créatrice du blog « À la télévision sur ma télévision »¹⁷, qui a observé les JT de 20h de TF1, France 2 et M6 dans la période du 8 au 14 janvier 2024, semaine dont l'autrice rappelle à juste titre l'importance puisqu'elle « couvrait l'examen de la plainte inédite de l'Afrique du Sud contre Israël pour violation de la Convention pour la prévention et la répression du génocide par la Cour pénale internationale, et marquait les 100 jours post-attaques du 7 octobre et des bombardements israéliens sur Gaza. »

Bilan de cette observation :

Sur les 20 JT analysés, seulement 29 secondes de temps d'antenne ont été consacrés à Gaza et au sort des Palestiniens. Plus en détails, cela donne 5 secondes pour TF1, 10 secondes pour M6 et 14 secondes pour France 2. [...] Le nombre de morts palestiniens n'est indiqué qu'une seule fois par France 2 et il est approximatif de « plus de 23 000 morts ». Passée cette demi-minute, le terme « Gaza » n'est mentionné qu'à trois autres reprises dans notre analyse, uniquement lors des sujets sur les bombardements américains et britanniques sur le Yémen, le 12 janvier. À noter que ces mentions ne sont que le fait de reprises des déclarations des Houthis.

Et plus loin :

Gaza et les Palestiniens n'ont pas de sujet consacré. Ces 29 secondes sont toutes extraites de sujets plus larges sur les 100 jours dits de « guerre entre Israël et le Hamas » dans chacun des journaux et dont la plus « grosse » partie se concentre sur l'hommage fait aux otages à Tel-Aviv.

Au total, sur la période observée, ce sont 5 minutes d'antenne, soit dix fois plus de temps, qui ont été consacrées à Israël et aux Israéliens, notamment aux otages à Gaza mais aussi à des « civils » ayant décidé de s'armer, suivis et interrogés lors d'un reportage dédié, lequel fut annoncé par Anne-Sophie Lapix dès les titres du JT du 8 janvier 2024 : « Traumatisés par les attentats du 7 octobre, les Israéliens se ruent sur les armes. Ils sont 260 000 à avoir demandé un port d'arme pour se défendre en cas de nouvelle attaque. » Saisissant contraste.

Cette invisibilisation massive de Gaza est en réalité l'expression la plus aboutie d'une invisibilisation globale des Palestiniens comme individus et comme peuple, qui participe, en définitive, d'un

processus de déshumanisation, entendu comme un phénomène par lequel le traitement réservé à un individu ou un groupe d'individus les place, intentionnellement ou non, aux marges, voire à l'extérieur de l'humanité, et les donne à voir comme tels. Soulignons ici que l'on ne peut comprendre de tels phénomènes, qui ne sont pas propres aux médias, si on ne les appréhende pas comme participant d'un impensé colonial qui, s'il n'explique pas tout, ne saurait être mis de côté, au contraire, ne serait-ce que parce qu'il est particulièrement frappant de constater à quel point les processus exposés ici font écho aux écrits sur les mécanismes de déshumanisation à l'œuvre dans les projets coloniaux¹⁸. Un impensé colonial qui imprègne les chefferies médiatiques à un point tel qu'il est de plus en plus dénoncé, y compris au sein de certaines rédactions et par des collectifs comme l'AJAR (Association des journalistes anti-racistes et racisé-e-s).

Dans le cas qui nous préoccupe, la combinaison entre l'entretien de la suspicion vis-à-vis des Palestiniens, l'absence visible de compassion à leur égard et l'invisibilisation d'une tragédie pourtant déjà fort documentée¹⁹ et diffusée quasiment en direct sur les réseaux sociaux, produit un résultat implacable, *a fortiori* tant l'asymétrie avec l'intérêt, l'empathie, voire la solidarité qui s'expriment vis-à-vis d'Israël et des Israéliens, est marquée. Ce qui est donné à voir, à l'échelle du champ des médias dominants, n'est pas une « classique » (et néanmoins blâmable) absence de considération pour un conflit éloigné, méconnu et « sous les radars », mais bien une cécité manifeste, des silences assourdissants et, au total, des choix éditoriaux dont les critères de sélection ne font guère bon ménage non seulement avec la production d'une information digne de ce nom mais aussi avec la morale la plus élémentaire. À l'instar de ce titre glané le 23 janvier 2024 sur le site de *Courrier International*, au-dessus d'un article dans lequel on apprend que « depuis le début du conflit, plus de 1 300 Israéliens ont été tués – civils et militaires –, tandis que plus de 25 000 Palestiniens sont morts à Gaza, selon les autorités locales. »

17. « Gaza au 20h : 29 secondes pour 100 jours », À la télévision sur ma télévision, 17 janv.

18. Voir entre autres et notamment, concernant le colonialisme français, les écrits de Frantz Fanon, Aimé Césaire ou Albert Memmi.

19. Comme l'a par exemple montré le plaidoyer de l'Afrique du Sud devant la CIJ, mais encore eut-il fallu s'y intéresser.



Rebelote le 26 janvier, jour du rendu du verdict de la CIJ, qui a jugé recevable la plainte de l'Afrique du Sud et formulé diverses préconisations face à un «risque génocidaire», verdict qui n'aura par exemple fait l'objet que d'une brève de moins de 10 secondes au 20h de France 2. Quant aux chaînes d'information «en continu», elles n'ont là encore pas jugé bon de diffuser en direct le rendu de la CIJ, contrairement à nombre de leurs homologues «occidentales», de CNN à la BBC en passant Sky News et Fox News, toutes en «édition spéciale». Ce qui donnait, durant l'énoncé du verdict entre 13h15 et 13h45, le tableau suivant²⁰ :



Il est à cet égard particulièrement frappant d'observer le (non-)traitement d'un épisode pourtant essentiel et, à certains égards, historique, à savoir la saisine de la Cour internationale de justice par l'Afrique du Sud au titre de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. Cet épisode réunissait pourtant, à première vue, toutes les conditions pour être un événement médiatique, avec une saisine pour un motif peu habituel («génocide»), venue d'un État à l'histoire singulière (l'Afrique du Sud), devant la plus haute juridiction de l'ONU, avec des plaidoiries conséquentes, diffusées en direct sur internet et propices à commentaires et analyses, le tout à propos d'une question qui faisait la Une de l'actualité encore quelques semaines plus tôt. En théorie, tous les ingrédients semblaient réunis pour que cette démarche ait un écho médiatique conséquent. Mais en pratique, il n'en fut rien.

Ainsi, les audiences des 11 et 12 janvier à la Cour internationale de justice, durant lesquelles l'Afrique du Sud puis Israël ont exposé leurs arguments, n'ont donné lieu, d'après les observations de Célia Chirol déjà citées, à aucune couverture dans les JT de 20h de TF1, France 2 et M6: ni sujet ni reportage ni même mention en plateau, avec donc un temps total de... 0 seconde. Pas davantage d'initiatives du côté des chaînes d'information (BFM-TV, LCI et France Info) qui ont fait le choix de soigneusement ignorer la retransmission en direct, le 11 janvier, de la plaidoirie de l'Afrique du Sud, France Info se singularisant le lendemain par une couverture en direct de la plaidoirie d'Israël... Vous avez dit deux poids, deux mesures ?

20. Notons que LCI s'est distinguée le 26 janvier non par une diffusion en direct du verdict de la CIJ mais par l'organisation d'une discussion dédiée en plateau une fois le verdict énoncé.

Et c'est ainsi qu'alors que la plus haute juridiction internationale reconnaissait le risque de génocide à Gaza et que toutes les informations étaient là, disponibles, à portée, à peu près personne, du côté des hiérarchies éditoriales et rédactionnelles des télévisions, n'a considéré qu'il s'agissait d'un *sujet* méritant que l'on s'y arrête, préférant multiplier les bavardages en plateau sur les politocaileries franco-françaises. Peut-il exister preuve plus éclatante du fait que certains sont tellement peu dignes d'intérêt que la question de leur survie ne mérite pas que l'on s'y attarde, faisant par là d'eux des sous-humains, voire un groupe exclu de l'humanité ?

Et si l'argument justifiant la difficulté à «humaniser» la tragédie de Gaza du fait de l'impossibilité d'accéder au territoire et à sa population, et donc à donner à voir, au-delà des chiffres, des noms, des visages, des vies, est partiellement recevable, il ne saurait justifier l'entreprise de déshumanisation de masse à laquelle nous assistons à l'échelle du champ des médias mainstream. Est-il nécessaire d'être présent à Gaza pour couvrir les audiences de la Cour internationale de justice ? Évidemment, non. Pas plus que cela n'est nécessaire pour :

- (faire) connaître et diffuser réellement, quitte à s'en distancier, les informations venues des témoins, des ONG, des médecins, des humanitaires;

- (faire) prendre la mesure de l'ampleur du tragique bilan humain à Gaza et non se contenter de répéter mécaniquement des chiffres qui semblent, le temps passant, ne plus vouloir rien dire, avec le recours systématique, depuis plusieurs semaines maintenant, à des «récapitulatifs» qui banalisent et normalisent ce qui ne devrait pas l'être :



- donner à entendre la parole des Palestiniens et de leurs organisations en admettant qu'elle ne vaut pas moins que celle des Israéliens, et leur offrir la possibilité de s'exprimer au même titre que ces derniers;

- ne pas hiérarchiser les souffrances par la banalisation de l'idée que les intentions – réelles ou supposées – de ceux qui les infligent prendraient le pas sur les actes et leurs conséquences;

Etc.

La preuve que cela est possible ? Certains le font, et le font même très bien, y compris dans les médias dominants. Mais ils sont étouffés par le bruit

médiatique, les effets de cadrage et les choix éditoriaux et, si leur travail est salutaire²¹, il ne suffit malheureusement pas à inverser la tendance générale et à empêcher que la déshumanisation se poursuive et s'amplifie. Par les divers cadrages, biais et procédés que nous avons décrits dans cette étude, le journalisme dominant a ainsi non seulement participé à anéantir le pluralisme, à saborder toute information digne de ce nom et à susciter toujours plus de méfiance et de défiance à l'égard des médias mainstream, mais il a en outre contribué, sciemment ou non, à accompagner les discours justifiant la tragédie que subissent – toujours – les Palestiniens de Gaza.

Même ceux qui revendiquent, aujourd'hui encore, de proposer une approche «équilibrée»²², ne semblent pas se rendre compte du fait que ce prétendu «équilibre» n'est rien d'autre qu'un accompagnement de la loi du plus fort. Parce que, structurellement, prétendre avoir une approche équilibrée d'une situation fondamentalement déséquilibrée comme l'est le conflit opposant Israël aux Palestiniens, revient à mettre en scène de faux équilibres, quitte à faire disparaître des parties entières de la réalité. Et parce que, conjoncturellement, la construction de ces vrais-faux équilibres dans la période actuelle conduit à relativiser, à invisibiliser voire à légitimer ce qui apparaît désormais comme l'une des plus grandes catastrophes humanitaires de l'histoire récente.

Les doubles standards, les compassions sélectives et l'invisibilisation de Gaza ont ainsi abouti à un véritable naufrage informationnel et moral dont nous ne prétendons pas avoir cerné ici l'ensemble des dimensions, mais dont nous sommes certains qu'il fera – malheureusement – date et qu'il ne sera, selon la formule consacrée, «ni oublié ni pardonné». ■

21. On pense ici notamment à certains articles et/ou reportages de Radio France, du Monde, de Libération, mais aussi de L'Humanité ou de La Croix.

22. À l'instar de l'émission «C ce soir» sur France 5.

ACRIMED DÉBARQUE SUR BLAST



**POUR UNE SÉRIE DE VIDÉOS
DE CRITIQUE DES MÉDIAS.**

**PREMIER ÉPISODE:
ISRAËL-PALESTINE,
UN NAUFRAGE MÉDIATIQUE.**

**DISPONIBLE SUR LES SITES
DE BLAST ET D'ACRIMED,
SUR YOUTUBE ET PEERTUBE**

MÉDIACRITIQUES

N°50

REVUE TRIMESTRIELLE
D'ACRIMED

PRINTEMPS 2024

4 GABRIEL ATTAL
NOUVELLE STAR MÉDIATIQUE

9 MÉDIAS,
SONDAGES ET RN

12 ENTHOUSIASME
MÉDIATIQUE POUR
RAPHAËL GLUCKSMANN

14 LES CONFRÈRES AU SECOURS
DE NATHALIE SAINT-CRICQ

18 PLURALISME
J'ÉCRIS TON NOM

22 UNE MATINALE AU CŒUR
DE LA CONTRE-RÉVOLUTION
RÉACTIONNAIRE

34 ISRAËL-PALESTINE
LE NAUFRAGE DU DÉBAT
PUBLIC (SUITE)

ET DANS LES RUBRIQUES...

03 RUTH ELKRIEF
GARDIENNE
DE L'ORDRE SOCIAL

32 ALAIN MINC
ET JACQUES ATTALI,
L'ÉTERNEL RETOUR DES
DUETTISTES MÉDIATIQUES